



Class D 511

Book . M 5

1917

ALBERT MILHAUD

LA GUERRE QUI VENAIT

TROISIÈME ÉDITION



PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE FURNE
BOIVIN & C^{ie}, ÉDITEURS
3 & 5, RUE PALATINE (VI^e)

1917

329

2221

La Guerre qui Venait

DU MÊME AUTEUR :

- La Question d'Occident** (1916), Boivin et C^{ie}, éditeurs.
Une brochure in-12. 0.50
- Histoire Moderne.** 2 volumes (1902-1903). Riéder, éditeur.
Le volume. 4 fr.
- Histoire Contemporaine.** 1 volume (1904). Riéder,
éditeur. 4.50
- Les Temps Modernes** (1905). 1 vol. Riéder, éditeur. 3.50
- L'Epoque Contemporaine** (1906), 1 volume. Riéder
éditeur. 3.50
- La lutte des classes à travers la Politique et l'His-
toire** (1910). Albin Michel, éditeur. 2 fr.
- Histoire de France** (1910). Albin Michel, éditeur. 4 fr.

En préparation :

**La Démocratie Nationale et la République inté-
grale.**

ALBERT MILHAUD

LA GUERRE QUI VENAIT



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE FURNE
BOIVIN & C^{ie}, ÉDITEURS

3 & 5, RUE PALATINE (VI^e)

1917

Tous droits réservés

□ 511
.M5
1917

342209

25

304
1908
A EDMOND DU MESNIL

DIRECTEUR DU RAPPEL

*ces pages sont dédiées
tout naturellement et
tout amicalement.*

A. M.

AVANT-PROPOS

Les pages suivantes ont été écrites, au jour le jour, durant les deux années qui ont précédé la guerre.

Dégagées d'un ensemble d'articles publiés principalement dans le *Rappel*, et présentées dans un ordre analytique et méthodique, sans doute donneront-elles au lecteur l'impression que l'auteur n'a cessé d'annoncer la conflagration européenne, de dénoncer la provocation de l'Allemagne et de l'Autriche, le désarroi de la Triple Entente.

S'il s'agissait de plaider la cause des Alliés devant l'opinion mondiale peut-être

le témoignage que l'on apporte ici devrait-il figurer au dossier des défenseurs de la liberté humaine. Cependant nous n'en sommes plus là. L'évidence parle plus fort que les textes. Il n'y aurait plus aujourd'hui de Neutres, si tous les peuples pouvaient librement tirer l'épée du fourreau.

Mais alors, dira-t-on, pourquoi exhumer des feuilles dont le sort est d'être emportées par le vent qui souffle chaque jour sur le champ battu du journalisme? Pourquoi produire, de nouveau, devant le public, des articles improvisés, à qui leur genre refuse le *fini* des articles de revue, et qui n'apportent aucun fait nouveau puisque, aussi bien, ne commentent-ils que des événements connus universellement?

Il nous a semblé que cette preuve devait être produite publiquement qu'un journaliste attentif, uniquement préoccupé de rechercher la vérité au milieu des impressions et des fluctuations quotidiennes et contradictoires, pouvait donner opportuné-

ment à son pays quelques avertissements salutaires, s'il ne cherchait à plaire ni aux partis, ni aux gouvernements, ni aux puissants quels qu'ils fussent. Servir la Nation, comme on peut et comme on doit, en ne s'inquiétant que d'elle, de son salut, sans égards pour les « modes » intellectuelles et politiques momentanées, voilà quel était le mandat que nous nous étions donné.

On verra si nous l'avons rempli honnêtement.

*
* *

La plus grande difficulté, pour l'écrivain qui se spécialise dans les questions extérieures, n'est pas d'être informée mais de juger. Notre connaissance des pays, des hommes, des gouvernements est si abondamment alimentée que, sans confidences de ministres, de diplomates ou de banquiers, nous pouvons apprendre sur le dehors tout ce qu'il faut savoir. Le tout est

de rapprocher, de comparer. Peut-être si l'on n'ignore pas totalement l'histoire ou la géographie, l'économie politique et les littératures étrangères, aura-t-on quotidiennement une impression plus juste des faits que des écrivains complètement dépourvus de ce genre de culture. Mais, il faut l'avouer sans honte, on voit encore différer les opinions à ce sujet.

L'important dans l'examen des affaires diplomatiques, est de ne pas confondre le principal et l'accessoire, les facteurs prépondérants et les agents subalternes, les tendances dominantes et les circonstances passagères. Que d'occasions d'errer!

Mais il est d'autres embûches vis-à-vis desquelles il faut se mettre en garde. Elles se dressent, au milieu des fourrés à travers lesquels on chemine, sous la forme de lieux communs à qui la faveur des écoles politiques ou philosophiques donne force de loi, parfois de loi morale. Le spécialiste des affaires étrangères doit être plus que

décidé, intraitable : les faits seuls doivent le diriger.

Affirmer que les guerres étaient devenues impossibles, a été répété à satiété chez nous, de la retraite de Bismarck jusqu'au 2 août 1914. Les guerres avaient beau se suivre, avec une persistance frappante, on nous disait, à nous Français : « La guerre n'éclatera pas ! »

Pourtant la Chine et le Japon, la Turquie et la Grèce, l'Espagne et les États-Unis, l'Angleterre et les Boers, la Russie et le Japon n'ont cessé, pendant dix ans (1894-1905), de se heurter, successivement, les armes à la main.

A peine cette première série close, le conflit marocain a commencé (1905-1911). Nous étions déjà en guerre avec l'Allemagne : nous ne voulions pas nous l'avouer. Si l'Allemagne s'est contenue de 1911 à 1914, c'est que la lutte entre ses amis, Turcs et Italiens, la paralysait et que la guerre des Balkans, en accentuant la désorgani-

sation ottomane, l'obligeait à préparer une compensation, par ses propres moyens, à la diminution de forces qu'elle venait de subir par ailleurs. L'Allemagne a *cherché* la guerre en 1905; elle l'a cherchée en 1911. Elle ne l'a ajournée que pour cas de force majeure de 1912 à 1914.

*
* *

Guillaume II a réussi, pendant de longues années, à se faire considérer comme un pacifique. Le *Livre Jaune* de 1914 reflète encore des illusions à cet égard. Qu'il ait été relancé par son fils, pour la guerre actuelle, c'est de toute évidence. Mais, dès 1899, le kaiser envisageait froidement la mêlée générale. Il a proposé à la France et à la Russie d'aggraver les difficultés de l'Angleterre pendant la guerre des Boërs. Sur leur refus, il a ajourné momentanément son dessein. Cependant il s'est vengé de la Russie en Mandchourie, où il a poussé

le gouvernement du tsar, et il s'est vengé de la France par ses incessantes tracasseries à propos du Maroc. S'il n'a cessé de clamer qu'on le voulait encercler, c'est que, à la riposte d'accords entre la France et l'Angleterre, la Russie et l'Angleterre, il a compris que ses confidences avaient mis en garde trois grandes puissances contre ses tortueuses machinations.

Dès 1898, le kaiser prétendait à l'empire de la mer; il préparait donc la ruine de l'Angleterre. Vers cette ruine de l'Angleterre, il a marché d'un pas feutré et toutes ses feintes pacifiques, tout son louvoisement de près de quinze ans, n'ont marqué que sa peur de n'être pas encore en mesure d'accomplir son dessein. S'il a parfois penché de notre côté, c'est qu'il voulait notre appui contre « la perfide Albion ». S'il a retardé l'heure de la conflagration européenne, dans la crainte de manquer son coup, s'il a été stimulé par l'ambition plus jeune et plus vigoureuse du kronprinz, il

est resté virtuellement, de 1899 à 1914, l'homme du traquenard contre les Anglais à la faveur des démêlés boërs.

Dès son avènement sa résolution devait être prise. Et, s'il a attendu 1899 pour se déclarer, c'est que, depuis le début de son règne, il n'avait pu mettre sa flotte à la hauteur de la mission à laquelle il la destinait.

A tout prendre, si le public n'a été que tardivement informé de l'intrigue de 1899, les gouvernements de Paris, de Londres, de Pétersbourg étaient fixés sur le caractère et les intentions de Guillaume II. Leur responsabilité reste grande de ne pas s'être méfiés suffisamment de l'homme qui, avec un pouvoir terrible de nuire, incarnait le type du « faux bonhomme ».

Les Anglais, en particulier, avaient d'excellentes raisons de défiance. De 1896 à 1899, au cours des incidents provoqués par les affaires d'Afrique australe, le kaiser a dévoilé son âme. Après avoir appuyé les Boërs, moralement de ses félicitations pu-

bliques, n'a-t-il pas proposé à Victoria un plan militaire pour les battre ?

Le double jeu perpétuel de Guillaume s'est prêté admirablement à la plus grande des illusions, l'illusion pacifiste. Comme Guillaume avait provoqué maintes alertes sans aller jusqu'au bout, il a réussi à passer pour un velléitaire. Jusqu'à la dernière minute, en août 1914, cette impression n'a-t-elle pas persisté chez certains hommes politiques français ? Chez nous, les idées fausses propagées, non seulement sur l'Empereur, mais sur l'Allemagne, étaient si fortement ancrées, que Charles Andler a pu passer, un temps, pour un diffamateur parce qu'il nous avait dévoilé l'avidité pangermaniste du socialisme de Berlin.

Que pouvions-nous risquer si le kaiser était un agneau, la démocratie socialiste allemande une bergerie ?

Mais notre quiétude n'était-elle pas renforcée par notre sainte ignorance des choses de Russie ? La confiance mystique dans

l'Empire des tsars n'était pas moins dangereuse que le désarmement moral vis-à-vis de l'Allemagne. La guerre de Mandchourie ne nous a rien appris et nous n'avons pas bien fait notre devoir d'alliés, en flattant, par la complicité de notre silence, un peuple et un gouvernement qu'il fallait avertir pour le salut commun. Certaines discrétions se paient cher et longtemps. La France et la Russie, également « travaillées » par les influences allemandes, ont été assoupies, comme l'Angleterre, après la mort d'Édouard VII, par un rayonnement périlleux du germanisme.

L'Autriche-Hongrie ne pouvait provoquer la guerre sans la volonté de Berlin. Ses intentions n'en étaient pas moins criminelles. L'Autriche de M. d'Ærenthal et de François-Ferdinand s'est donné l'illusion, pendant quelques années, d'être une puissance de premier plan. Vienne affectait une certaine indépendance vis-à-vis de Berlin. Le « Bismarck autrichien » et le prince

héritier, « qui faisait beaucoup de bruit, avec mon sabre, » comme disait Guillaume, n'étaient, en réalité, que des comparses. Il a fallu 1914, 1915, 1916, pour que nous comprenions Sadowa. Depuis cinquante ans l'état danubien n'est qu'une annexe prussienne. Guillaume avait mis les choses au point en parlant de son « brillant second ». Ce n'est pas sa faute si nous ne l'avons pas compris. Toujours candide, le peuple le plus spirituel de la terre a dû attendre le lourd avertissement du pasteur Naumann pour découvrir la *Mitteleuropa*.

*
* *

Peut-être tirera-t-on de l'aveuglement de l'opinion avant la guerre cette conclusion qu'une démocratie est mal préparée pour nouer des alliances, forger une force militaire, s'orienter. Cette conclusion serait hâtive et illégitime. La démocratie, comme tout régime, a besoin d'être sérieusement

informée. C'est tout le problème de la politique extérieure dans la presse populaire qu'on ne fait qu'indiquer ici et que l'on examinera, plus tard, dans toute son ampleur.

Parlement et électeurs sont également enveloppés d'influences insoupçonnées qu'ils subissent inconsciemment. Les journalistes eux-mêmes sont souvent « agis » quand ils pensent agir.

Si l'écrivain des questions extérieures n'est pas, chaque jour, en réaction, par le doute méthodique, contre l'ambiance, en se demandant : « Où est l'intérêt du pays ? » ; s'il cède au désir de plaire ou d'offenser, il peut être exposé à commettre ce crime contre la maison, d'endormir le chien de garde et de jeter la clef du logis sur la chaussée, à la merci des rôdeurs nocturnes.

Paris, 21 février 1917.

LA GUERRE QUI VENAIT

PREMIÈRE PARTIE

UN TOURNANT DANGEREUX

I

APRÈS LA TOURMENTE

9 septembre 1913.

La tourmente passée, maintenant, on se rassure.

La paix balkanique est rétablie. On n'attend plus que la signature, plus ou moins prochaine, du traité entre la Turquie et la Bulgarie. Mais la date importe peu. Toute probabilité de guerre est écartée de ce côté. Aussi, avec la faculté d'oubli, propre à l'espèce humaine, sans cesse sollicitée par des préoccupations nouvelles, bientôt s'effacera

le souvenir du formidable fracas d'armes que nous avons entendu. Et, bien vite, les seuls historiens, les seuls spécialistes auront retenu ces grands faits de guerre : Koumanovo, Kirk-Kilissé, Lule Bourgas, Andrinople, Tchataldja et Guevgheli.

Le public finira par se dire que si la conflagration générale ne s'est pas produite au moment des affaires d'Orient, c'est qu'elle ne se produira jamais.

Il se rassurera d'autant plus que des précautions militaires ayant été prises en Allemagne, en France et ailleurs, chacun pensera que ces précautions tournent à son propre avantage.

Puisqu'on ne veut pas de guerre, on n'en aura pas !

Les questions extérieures, qui ont été pendant près d'un an d'une actualité passionnante, céderont le pas à des faits divers sensationnels. De nouveaux acteurs passeront sur la scène, et l'on oubliera qu'à cause d'un port serbe, l'Europe faillit se diviser en deux camps hostiles. Puis, un beau jour, un nouvel incident se produira, là-bas, dans les Balkans ou ailleurs, et le branle-bas de combat recom-

mencera, et les journaux s'inquiéteront, et les Parlements deviendront fébriles, et les particuliers verront s'interrompre le cours de leurs affaires. Une crise nouvelle se produira, et l'on se dira : « Cette fois-ci, ça y est ! c'est bien la conflagration générale. »

*
* *

Ce qui rend l'opinion nerveuse, inconstante et désemparée, c'est qu'elle est trop irrégulièrement informée.

Pendant de longs mois, on lui masque, en réalité, les affaires extérieures. La plupart des journaux mentionnent les faits, froidement, sans commentaire, dans un ordre si dispersé que le lecteur se lasse de les lire, dans son impuissance à les coordonner.

Les Parlements — le nôtre en particulier — abandonnent aux gouvernements et à de rares orateurs attitrés le soin de faire quelques déclarations d'apparat, à des dates plus ou moins éloignées.

Chez nous, la Chambre et le Sénat n'ont jamais été très exigeants, en matière de politique étrangère, et sauf les périodes de diffi-

cultés graves, les deux Assemblées s'assoupièrent dans la plus profonde quiétude.

Si la récente crise européenne devait avoir pour effet de rendre nos parlementaires plus curieux, de stimuler leur désir de s'informer régulièrement, de jeter fréquemment un coup d'œil sur l'horizon, on peut bien affirmer que nos émois et nos craintes n'auraient pas été sans compensation. Si le Parlement pouvait renoncer à cette sorte d'indifférence ou de respect craintif à l'égard des affaires étrangères, nous éviterions peut-être dans la suite les à-coups, les surprises, les brusques sautes de vent.

Ce fut une erreur de la politique gambettiste, certes, d'affirmer qu'il est des choses auxquelles on doit penser toujours sans en parler jamais. Le gouvernement d'un peuple libre n'a pas le droit de ne parler jamais des questions vitales, essentielles, qui concernent ses rapports avec le reste du monde. Un navigateur fait le point chaque jour pour connaître la ligne de sa route. Un Parlement, sans cesse, doit s'informer des directions qu'on donne à sa diplomatie, à ce qu'on appelait autrefois d'un terme plus précis, ses relations

extérieures. Nous commettrions la plus lourde des fautes, si nous ne tirions pas la conclusion des faits qui viennent de se dérouler sous nos yeux, si nous ne faisons pas entrer l'examen permanent de nos affaires étrangères dans nos préoccupations publiques, dans le devoir, pour ainsi dire quotidien, de notre Presse et de notre Parlement.

*
* *

L'opinion, en France, d'ailleurs, commence à s'en rendre compte. Et voilà pourquoi les livres de MM. Charles Maurras et Marcel Sembat, *Kiel et Tanger, Faites un roi sinon faites la paix*, font aujourd'hui l'objet des études, des critiques de plusieurs de nos publicistes de marque. L'écrivain royaliste et l'écrivain socialiste, qui ne ménagent pas la gestion diplomatique de la République, malgré leurs critiques violentes, acerbes, excessives, souvent injustifiées, viennent de rendre un grand service, un service républicain à la République, en élevant la voix, en posant les questions de principe, en obligeant le monde officiel à faire

un retour sur lui-même, à s'interroger, à rechercher sans délai des solutions raisonnables et des moyens d'action pratiques. Les écrits de MM. Maurras et Sembat feront époque puisqu'ils obligent la diplomatie républicaine à se définir et à se préciser.

Ce n'est pas que nous admettions ici le principe des brillantes thèses, soutenues par ces écrivains.

La France a pratiqué, depuis quarante ans, une politique extérieure suffisamment grande pour subir sans désarroi une censure cruelle. Les régimes déchus ne sont pas autorisés à faire le procès du régime républicain qui a donné au Pays le plus vaste empire colonial qu'elle ait jamais possédé. Des Français ne peuvent oublier que le régime républicain avait donné à la France ses frontières naturelles. Berryer, le grand Berryer, monarchiste éloquent et chevaleresque, professait ouvertement son respect pour la première assemblée républicaine, *la Convention nationale*.

La tradition « extérieure » de la République est pleine de noblesse et de grandeur. Le présent de la République n'est pas moins digne de confiance que le passé, mais à une condi-

tion, c'est que, en République, les affaires de l'État soient menées républicainement. Dans une monarchie ou dans un empire, les sujets peuvent abandonner aux chefs héréditaires le souci des relations avec le dehors et s'endormir dans la quiétude. Dans une république, l'opinion doit s'attribuer la vigilance ailleurs particulière au prince.

Préparons-nous donc à faire notre devoir, c'est-à-dire à nous informer, à nous décider, à vouloir....

II

LA SITUATION EUROPÉENNE APRÈS LA CRISE DES BALKANS¹

Le conférencier débute en montrant d'après les déclarations de sir Edward Grey, d'Asquith, de M. Kokovtsov, premier ministre russe (qui n'a cessé d'être d'accord avec M. Sazonov, son ministre des Affaires Etrangères) que la préoccupation actuelle des hommes d'Etat est de préciser la situation européenne au regard des esprits, rendus inquiets par la crise balkanique dont le retentissement a été universel.

* * *

En fait, c'est l'Autriche et la Russie qui se trouvaient être le plus intéressées par les événements qui se déroulaient dans la péninsule des Balkans. Mais si l'Autriche et la Russie s'engageaient dans la guerre, comme l'une et l'autre ont des amis et des alliés, le conflit ga-

1. Conférence donnée à la Société républicaine des conférences du XIV^e arrondissement, le novembre 1913, sous la présidence de M. Couyba, sénateur, ancien ministre. Résumé sténographique du Journal *le Quatorzième*.

gnait de proche en proche, et le duel dégénérait en une mêlée générale.

L'Autriche ne pouvait supporter le succès des Serbes. L'idée de leur triomphe l'exaspérait et la jetait dans des alarmes effroyables.

Le succès du Gouvernement de Belgrade, en effet, déterminait immédiatement dans son empire des commotions d'une violence inouïe. C'est que, dans les frontières de cet état disparate, trois ou quatre peuples slaves, enorgueillis par le succès de leurs frères des Balkans, se promettaient de reconquérir leur indépendance abolie, de reconstituer leurs vieilles nationalités, de se joindre aux Slaves balkaniques vainqueurs, pour former une grande Serbie, s'inspirant des souvenirs glorieux du Moyen Age et menaçant, au flanc d'une Autriche amputée, de réduire l'Empire des Habsbourg à n'être plus fait que des tronçons d'un corps, et à ne plus présenter que l'ombre d'une puissance.

L'Autriche redoutait également de voir les Serbes et les Monténégrins, unifiés dans le sein d'une même nation, ou restés divisés, en deux peuples, s'approcher de l'Adriatique, y instaurer une base navale, y établir une

marine de guerre, et créer une situation difficile à la flotte autrichienne menacée de perdre ses communications avec le reste du bassin de la Méditerranée.

Un parti de la guerre, un parti favorable à l'opération décisive qui anéantirait la Serbie au lendemain de ses succès, aurait voulu sans délai abolir toutes les espérances slaves. Ce parti pouvait invoquer le salut public de l'Empire, l'intégrité de l'État danubien, et précipiter les événements au risque de provoquer aussitôt une intervention de la Russie dans la guerre.

Et pourtant l'Autriche n'a pas marché. Malgré le prince héritier François-Ferdinand dont on n'ignorait pas les tendances, malgré les grands chefs militaires comme le général Conrad von Hœtzendorf, dont on connaissait les dispositions belliqueuses, malgré même les propensions du comte Berchtold qui voulait faire fléchir les Slaves sous sa courbache, le vieil empereur François-Joseph a tenu bon et il n'a pas voulu ensanglanter les derniers jours d'un règne qui, depuis 1848, a été marqué par tant de guerres, d'événements tragiques causés de tant de deuils publics et privés.

L'Empereur a consenti à la mobilisation dont l'effet était de militariser les Slaves de son empire, de les réduire à l'immobilité, sous la contrainte de la discipline militaire. L'Empereur a employé un expédient onéreux pour éviter les désordres dans la rue, les manifestations révolutionnaires des partisans de l'indépendance. Mais s'il a consenti à payer les frais de l'affaire balkanique par la rançon du trésor, au prix d'une violente crise économique dans ses États, il a refusé de payer les frais du tumulte oriental avec le sang de ses sujets. Par l'envoi d'une lettre autographe à Pétersbourg au tsar Nicolas II, il a mis un terme à la menace de guerre austro-russe, partant de guerre européenne.

La Russie semblait appelée de son côté à pencher, dès le début, vers l'intervention militaire.

La Russie est la sœur aînée de toutes les nations slaves. Elle représente la religion orthodoxe grecque. Elle est la Sainte Russie.

Partout où le sort de la croix grecque est engagé, elle semble destinée à jouer son rôle et, par le nombre de son armée et l'importance

de sa population, son rôle semble devoir être décisif.

Comment resterait-elle l'arme au pied pendant que la chancellerie autrichienne harcèlerait Serbes et Monténégrins ? Comment resterait-elle insensible aux offenses que l'Autrichien multipliait à l'égard des Slaves balkaniques ?

Une partie de l'opinion russe était fiévreuse et ardente. Ceux qui, chez nos alliés, s'appellent les panslavistes jugeaient qu'il y avait devoir impérieux à agir directement en faveur des Serbes et des Monténégrins. Il fallait, à leur gré, obliger l'Autriche à céder, à s'incliner. Et comme l'abdication morale du gouvernement de Vienne était invraisemblable, c'était la guerre, la guerre fatale et inéluctable qui menaçait.

Cependant, ce ne sont pas ces conseils belliqueux qui ont été entendus. Le Gouvernement du Tsar, depuis la guerre de Mandchourie a considéré que son devoir le plus strict, le plus impérieux était de reconstituer silencieusement et méthodiquement ses forces militaires et navales. Cette reconstitution, au moment de la crise de 1912-1913 n'était pas achevée. D'ailleurs, la diplomatie russe déclarait spontanément

ment, dès le début des hostilités que, tout en soutenant diplomatiquement la cause des Slaves balkaniques, elle travaillerait à régler les questions pendantes dans le sens des intérêts européens. C'est-à-dire qu'entre la guerre et la paix, elle opterait pour la paix.

Et, sans compter les sentiments personnels du tsar qui sont, on le sait, pacifiques, le Gouvernement russe ne croyait pas devoir jouer son va-tout sur la seule carte du jeu balkanique. Aider les Slaves, les assister sans trêve, leur accorder l'appui de la diplomatie, leur procurer le secours moral et le concours moral de ses amis anglais et de ses alliés français, c'était son but. Aller au-delà, il ne voulait, ni ne désirait, sans aucun doute.

La Russie a éprouvé, il y a moins de dix ans, l'infortune aux champs de Mandchourie. Elle a payé d'une révolution les désastres de la guerre. Elle a repris, sans délai, sa tâche asiatique : elle travaille à étendre son influence sur le plateau de l'Iran et la Mongolie ; elle surveille l'évolution de la crise intérieure chinoise. Pour peu de choses en Europe, risquer de manquer tant de choses en Asie, quelle folie ce serait et quelle coupable aberration !

Le Gouvernement russe a donc ramené les intérêts moraux engagés dans la crise balkanique à une juste proportion. Il a d'autre part envisagé les risques, redouté peut-être que la Pologne, toujours mécontente, travaillée par les intrigues autrichiennes, ne répondît par une révolution aux premières convocations militaires au jour d'une mobilisation sur la Vistule.

La Russie a essayé aussi d'ailleurs, d'harmoniser ses vœux avec les vœux de l'Angleterre et de la France. Nos gouvernants ne l'ont pas laissé douter, une seule minute, des vœux pacifiques de la Démocratie française, et l'Angleterre libérale et radicale n'a pas trahi d'autres sentiments que les nôtres

Lorsque le tsar a reçu la lettre autographe de l'Empereur d'Autriche la tension redoutable a pris fin : un premier nuage a disparu de l'horizon.

*
* *

La détente anglo-allemande a été un facteur de première importance au cours de la crise européenne.

Il suffisait d'inspirations chauvines, à Berlin ou à Londres, pour que le moindre incident dégénérât en coup de guerre. Rien de semblable ne s'est produit.

L'Angleterre et l'Allemagne, au moment où commençait la guerre balkanique, avaient cessé de se considérer comme des rivales infailliblement inclinées à la guerre. Les paroles hautes prononcées par Guillaume II à l'égard de l'Angleterre, dans les années qui s'étendent de 1903 à 1907, étaient effacées. Il n'est pas jusqu'aux plus récents conflits de presse se rattachant à l'affaire d'Agadir qui n'aient été atténués dans le courant de l'année 1912.

Le gouvernement libéral et radical de M. Asquith, tout en affirmant sa résolution inébranlable de maintenir sa supériorité navale sur l'Allemagne, avait, somme toute, accordé une satisfaction précieuse à Guillaume II en renonçant à prendre en considération tout projet d'établissement du service militaire obligatoire. On sait que les conservateurs anglais, sous l'impulsion du glorieux maréchal, lord Roberts, avaient préconisé l'organisation d'une armée nationale anglaise, dix fois plus forte que la petite

armée de volontaires dont l'organisation archaïque n'a cessé de fonctionner en Angleterre. On sait que les Anglais ont décidé de se confiner dans un rôle militaire si modeste que l'Allemagne a cessé de craindre leur intervention efficace dans un conflit européen. Si la mission de lord Haldane à Berlin eut un sens, il doit être cherché dans des promesses de désintéressement militaire du ministère anglais. Et que le ministre de la guerre anglais ait été chargé d'une mission officieuse auprès du Kaiser, il y a un an environ, ce fait dispense de tout commentaire et se trouve, en soi, suffisamment explicite.

L'Angleterre n'a cessé de marquer dans le courant des années 1912 et 1913 ses intentions pacifiques à l'égard de l'Allemagne. Elle a refusé, au mois de février dernier, d'accroître son contingent militaire quand l'Allemagne a accru le sien. Guillaume II, pour sa part, a trouvé dans cet état d'esprit, le signe manifeste de dispositions amicales et, les deux nations, de religion protestante, rapprochées par des liens de civilisation commune, ont esquissé, sans abandon de leurs projets maritimes, des gestes d'apaisement et de détente dont aucun

incident n'a atténué la valeur pendant la crise orientale.

Si l'empereur allemand a donc trouvé dans l'attitude de l'Angleterre une invitation à faciliter la diplomatie anglaise essayant à Londres, dans une conférence célèbre, de pacifier les conflits balkaniques les plus aigus, il n'a pas cru que les affaires d'Orient laissent sa situation entière en Europe. Il a joué un jeu prudent.

En spectateur attentif et passionné, il enregistrait successivement la défaite des Turcs, ses amis, et la valeur de l'outillage militaire des Balkaniques, emprunté à nos industries françaises. Il reconnaissait que l'Italie, engagée en Afrique, en Tripolitaine, avec des forces militaires considérables, n'était plus pour lui la même alliée que dans l'été de 1911. Il reconnaissait que l'Autriche, malgré ses velléités belliqueuses, au milieu des difficultés que lui créaient des succès slaves, ne représentait plus la même valeur militaire qu'auparavant. La crise balkanique l'affaiblissait incontestablement à Vienne, à Rome, à Constantinople.

Prêt à tous les sacrifices, au milieu de circonstances qui réagissaient sur les affaires de

la Triplice, il conseillait la prudence à François-Ferdinand, le belliqueux héritier présomptif de François-Joseph. A en croire une tradition assez vraisemblable il serait allé jusqu'à le tancer et à lui dire, en pleine crise des Balkans : « Je trouve que tu fais beaucoup trop de bruit avec mon sabre ». Sans doute, pensait-il qu'un homme empêtré dans mille complications doit s'abstenir de provoquer autrui.

Mais Guillaume II n'était pas homme à consentir une diminution de sa puissance militaire, et si l'Angleterre renonçait à accroître la force des armées de la Triple-Entente, il cherchait, lui, pour son compte, à compenser tout ce qu'il avait perdu pratiquement dans les déconvenues de la crise d'octobre à janvier. Son chancelier agitait le spectre du nationalisme français et du panslavisme. Personne ne s'y est trompé. L'empereur d'Allemagne voulait, avec les propres ressources de ses seuls États, retrouver en force militaire de ce qu'il n'avait plus l'espoir de trouver au dehors.

C'est ce choc en retour de la crise balkanique qui nous a valu l'accroissement de nos charges militaires.

*
**

Il y a, somme toute, quelque chose d'inquiétant à constater que c'est à des bonnes volontés individuelles, à des circonstances fortuites que nous sommes redevables de la paix de l'Europe. Eh quoi ! c'est au sort d'un vieillard : François-Joseph ; d'un souverain qui a dépassé déjà la limite d'une vie humaine moyenne, Guillaume II ; d'un tsar de santé chancelante, Nicolas II ; c'est au sort de ministres sujets aux vicissitudes de la vie électorale et parlementaire, comme en France et en Angleterre, que tiennent les destinées pacifiques du monde ? C'est à ces conditions précaires, mouvantes, variables, que tient le sort des nations ? On voudrait répondre : non. Mais on est retenu par scrupule.

Seules, en Europe, les vraies démocraties peuvent sembler un frein solide et résistant, mais, décidées à ne pas provoquer la guerre, elles ne sont cependant pas à l'abri des menaces extérieures.

DEUXIÈME PARTIE

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

I

UN DISCOURS DU CHANCELIER AU REICHSTAG

5 décembre 1912.

M. de Bethmann-Hollweg passait pour un homme qui exprime sa pensée en demi-teinte. Ce n'est pas l'impression qu'il a donnée, avant-hier, au Reichstag. Il a formulé, avec une fougue digne de Guillaume II, la politique d'orgueil dont le *leit-motiv* est : « L'Allemagne au-dessus de tout ! » L'Autriche aura raison, nous dit en substance le chancelier, si l'Allemagne le veut. Et la Turquie restera un facteur essentiel de la politique européenne, si l'Allemagne le veut.

Depuis le début de la crise orientale, Berlin s'était signalé par une sorte de discrétion

verbale. Ses manifestations diplomatiques étaient rares. Mais la Wilhelmstrasse se réservait.

M. de Bethmann vient de parler en homme qui a la prétention de tenir l'emploi de ministre dirigeant de la diplomatie européenne. C'est tout autant ce signe de la superbe teutonique que nous voulons trouver dans son discours, qu'un avertissement brutal à la Russie.

Dans tous les cas, Nicolas II aura peut-être de bonnes raisons de regretter l'entrevue de Postdam, dont une condescendance singulière vis-à-vis du kaiser avait été l'incontestable raison.

Tandis que M. de Bethmann prenait une attitude vive à l'égard de nos alliés les Russes, M. de Kiderlen faisait entendre que, jamais, les relations n'avaient été meilleures entre les Allemands et nos amis les Anglais. Nous ne pouvons manquer de souligner l'attention gracieuse du ministre allemand à notre endroit.

Plutôt que de nous fâcher contre les hommes d'État étrangers, qui font leur métier, somme toute, peut-être ferions-nous mieux

d'opérer un retour sur nous-mêmes. Comme nous l'avons maintes fois signalé depuis le commencement de la guerre orientale, il y a quelque chose qui ne fonctionne pas dans la Triple-Entente. Les rouages ne grincent pas. C'est pire : ils ne mordent plus les uns sur les autres et ne s'engrènent pas.

C'est là une constatation pénible à faire. Il faut la faire tout de même. Dans la situation actuelle de l'Europe, il faut savoir ce que l'on a devant soi, derrière soi, à côté de soi. N'oublions pas qu'il y a quelques jours, dans certaine presse, on nous promettait, le cas échéant, le renfort d'une armée balkanique compacte, et intacte. L'union des Balkaniques et l'intégrité de leurs armées, nous les connaissons. La réalité nous oblige à mettre au point. Il nous paraît plus loyal, plus national, plus patriotique en un mot, de dire que le moment d'à présent est un moment difficile. A qui la faute ?

Nous avons, il y a quelques années, une bonne Triple-Entente. Nous avons le droit de demander à notre diplomatie : « Qu'en avez-vous fait ? »

II

LE SOCIALISME IMPÉRIALISTE

17 décembre 1912.

Depuis le début de la présente crise européenne, on s'est posé, ici, un certain nombre de questions primordiales, avec tous les patriotes vraiment conscients.

On s'est demandé si le bloc balkanique était bien un bloc sans fissure, si les armées balkaniques n'étaient pas trop profondément éprouvées par la guerre, si l'armée russe était aisément mobilisable dans son ensemble, si l'armée anglaise était susceptible de franchir la mer. On s'est demandé où en étaient les amitiés, les alliances, les ententes.

Et aucun Français ne peut, sous peine de manquer aux suprêmes devoirs moraux, ne pas chercher la vérité au-delà des banalités et des formules courantes.

Parmi tant de lieux communs, nos socialistes avaient glissé celui qui proclame les tendances pacifistes, résolument pacifistes, de la Social-Démocratie allemande. Et l'on pouvait penser, avec eux, que ce très grand parti allemand pouvait bien être un sérieux atout dans le jeu de la paix.

Il nous faut cesser de le croire. Le socialisme allemand est teutomane, colonial, impérialiste pour la plus grande partie. Il est prêt à approuver toute la politique de la Wilhelmstrasse, et plus prêt encore à regretter son opposition ancienne à la diplomatie bismarckienne officielle. Il est prêt à se rallier à la dynastie, à voter des crédits de guerre, à clamer la nécessité d'une expansion germanique appuyée sur la force, prêt à soutenir les thèses nationalistes de la *Gazette de la Croix*, de la *Gazette de Voss*, des *Preussische Jahrbucher*, de la *Zukunft* d'Harden.

Il est actuellement acquis aux tendances d'un « socialisme détrousseur », qui enlèverait les colonies des faibles, débordé et gouverné par des « socialistes d'affaires », qui jouent de l'idée de guerre.

Malgré qu'ils délèguent à Bâle, ces socia-

listes allemands n'ont pas la candeur de nos Jaurès, de nos Vaillant et de nos Guesde restés braves gens idéalistes d'autrefois.

Et, si l'on veut savoir qui nous a révélé cet aspect peu connu et utile à connaître du socialisme d'Outre-Rhin, apprenez que c'est un homme qui l'a étudié mieux que quiconque, le professeur Charles Andler, le premier de nos germanistes de Sorbonne et l'un des meilleurs représentants de la pensée socialiste française¹.

1. Voir l'*Action Nationale*, nov. et déc. 1912.

III

M. DE KIDERLEN-WÆCHTER

1^{er} janvier 1913.

Combien de fois, dans les semaines fameuses et mouvementées de l'été de 1911, ces noms ont été rapprochés, Kiderlen-Wæchter et Agadir ! L'Histoire liera indissolublement le caractère du diplomate à son geste, dont une sagesse ferme et prévoyante, chez nous, put seule amortir le formidable retentissement.

M. de Kiderlen-Wæchter, qui vient de mourir, pensait de bonne foi continuer Bismarck. Il se sentait son élève, il voulait être son imitateur. Par le coup d'Agadir, il donna sa mesure. Il n'est pas dit, qu'en Allemagne même, on n'ait pas compris que le disciple aurait pu, à la fin de juin 1911, être plus clairvoyant et plus habile qu'il n'a été¹. Ce n'est

1. En juillet 1911, le « coup d'Agadir » posa vraiment, pour la première fois, la question marocaine comme une question

pas à nous d'apprécier son mérite du point de vue allemand. A notre point de vue, nous constatons qu'il contribua, par sa manière, à renforcer la cohésion française et à vivifier notre vigilance nationale.

La carrière de M. de Kiderlen-Wæchter fut celle de beaucoup de diplomates allemands. Mais il fut redevable, assure-t-on, à ses relations personnelles avec l'empereur, de sa désignation, comme secrétaire d'État chargé de la direction des affaires étrangères. C'est à la suite de plusieurs voyages, au cours desquels il accompagna Guillaume II comme attaché diplomatique, qu'il attira sur sa personne l'attention et la bienveillance du souverain.

Ainsi le « cursus honorum » d'un des principaux ministres de l'Empire décèle la condition du recrutement du haut personnel qui constitue l'exécutif en Allemagne. On pourra

nationale, important à la vie et à l'expansion de l'Empire. Les révélations et procès de presse qui suivirent, ont suffisamment démontré comment la campagne avait été organisée, quelles convoitises pangermanistes, elle avait allumées et quelles rancunes elle a laissées. Si l'Empereur est discuté, le Chancelier impopulaire, *M. de Kiderlen, fut l'homme le plus haï de l'Allemagne, l'hiver dernier*. Cependant il commence à n'être plus que déconsidéré, car *il laisse entendre qu'il prendra sa revanche*. *Livre jaune, la Guerre européenne, 1914,*

épiloguer aussi longtemps que l'on voudra sur les avantages et les inconvénients du parlementarisme, il n'apparaît pas de toute évidence que le choix, qui se porte, à la façon que l'on vient de dire, sur un personnage de la Carrière, soit supérieur à la sélection qu'amène, en Angleterre, en Italie ou chez nous, le simple jeu de la vie politique.

M. de Kiderlen-Wæchter s'est trouvé à la Wilhelmstrasse au moment où la question du Maroc pouvait, peut-être encore, trouver sa solution dans les principes un peu nébuleux — il est vrai — de l'Accord de 1909. Sa brusquerie, native ou affectée, a précipité une conclusion plus tranchante, mais ce ne sont pas les effets cherchés qui ont été amenés. Malgré les difficultés, dont il a hérissé pendant deux mois la carrière de nos hommes d'État, il n'a réussi ni à amoindrir nos destinées africaines dans l'ensemble, ni à ralentir notre essor marocain en particulier.

p. 15. Note à M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères (sur l'opinion publique en Allemagne, d'après les rapports des agents diplomatiques et consulaires), Paris, le 30 juillet 1913.

IV

L'ALLEMAGNE ET LES ARMEMENTS

18 février 1913.

L'Allemagne dont la diplomatie fut circonspecte durant les semaines difficiles de la crise orientale, prépare une nouvelle loi militaire. Pourquoi ? Pourquoi ce nouvel accroissement alors que, au cours des années récentes, elle a déjà forcé considérablement ses effectifs ? Médite-t-elle un éclat ? Tient-elle en réserve, dans sa besace, un tour de malice pour frapper inopinément un grand coup ?

Pour trouver une réponse satisfaisante à tant de pressantes, d'obsédantes questions, il vaut peut-être mieux consulter la psychologie et l'histoire de nos voisins, que de se livrer à des considérations un peu trop « subjectives », — comme ils diraient.

A la vérité, jamais les Prussiens, en général, les Hohenzollern, en particulier, n'ont perdu le sentiment de la fragilité de leur

œuvre politique. Jamais ils n'ont oublié les catastrophes de la guerre de Sept Ans et de la période napoléonienne. Jamais ils n'ont oublié que Frédéric II, désespéré, méditait le suicide quand il fut sauvé par miracle. Jamais ils n'ont oublié que « les Français, suivant le mot de Henri Heine, soufflèrent sur la Prusse, en 1806, et que la Prusse cessa d'exister ». Jamais ils n'ont oublié l'émotion que fit naître, en 1840, la politique de Thiers. Jamais ils n'ont oublié la reculade d'Olmütz devant l'Autriche, en 1850. Le matin de Sadowa, Bismarck était prêt, si l'affaire tournait mal, à se faire sabrer dans la dernière charge : il doutait donc. Jamais les Prussiens n'ont oublié les risques et les chances de leur carrière. Jamais ils n'ont perdu le souvenir de leurs défaites. Jamais ils n'ont cru définitives leurs victoires. Voilà pourquoi la mélancolie, somme toute, perçait ces jours derniers dans l'évocation que Guillaume II faisait de l'année 1813.

L'Allemagne, maintenant, en se croyant obligée d'accroître le nombre de ses soldats, de ses canons, redoute-t-elle la faiblesse de ses alliés? Doute-t-elle de ses méthodes, de leur toute-puissance, comme on l'a dit?

Et, d'autre part, si la natalité est plus faible chez nous qu'en Allemagne, la natalité est plus faible en Allemagne que chez les Slaves de Russie et d'ailleurs. Le *Times* disait récemment que la Russie possédait une armée incomparable par le nombre : l'Allemagne le sait. L'idée de l'encerclement qui, dans le toast de Dœberitz, hantait l'imagination de Guillaume II en 1908, s'est-elle renforcée par la crainte d'un débordement ?

Nul doute que l'Allemagne ne craigne de se trouver, avec l'Autriche, prise dans un étau entre l'Angleterre et la France à l'occident, les Slaves à l'orient. Son effort militaire — et diplomatique — dénote la volonté d'éviter une double pesée irrésistible.

Nous n'aurions donc pas lieu de nous alarmer du sentiment, qu'avec nos amis et nos alliés nous pouvons faire naître.

Ce n'est certes pas une raison de ne pas voir les conséquences et de s'endormir. Mais c'est une raison pour aviser, sans céder à la panique. L'opinion publique, chez nous, — et c'est une force — est pleine de confiance. On doit l'avertir. On ne doit pas la troubler.

V

PROJETS MILITAIRES FRANÇAIS

19 février 1913.

Il y a peu de jours, le *Times*, sous la signature du colonel Repington, bien connu comme spécialiste militaire, publiait un article, dont nous avons signalé aussitôt l'importance à nos lecteurs.

Au moment où l'on envisageait déjà, dans les sphères gouvernementales anglaises, l'accroissement des effectifs allemands, le cabinet de Londres cherchait évidemment à nous faire savoir, officieusement, que les nouveaux arrangements militaires de Berlin n'auraient point de répercussion pratique en Angleterre.

Le ^{et} ministère Asquith briserait comme verre sa popularité, s'il s'avisait de suivre les impulsions du vieux et glorieux maréchal Roberts. Les mœurs britanniques — longtemps encore

— répugneront au régime de la caserne pour tous. Les plus optimistes pensent que la plus grande concession que l'on pourrait obtenir de l'opinion anglaise serait... un prolongement de la scolarité : au cours des derniers mois d'école, les jeunes Anglais recevraient une préparation militaire dont nous pouvons imaginer le caractère anodin.

Le spécialiste militaire du *Times*, en nous expliquant que les accroissements des effectifs allemands ne trouveraient pas une riposte en Angleterre, déclarait nettement à la France que c'est du côté de la Russie qu'elle avait à chercher l'appoint indispensable.

Nous devons savoir gré à nos amis anglais de leur franchise. Quant à leur conseil de tourner nos regards du côté de la Russie, notre Gouvernement — à juste titre — a pensé que mieux valait ne le pas prendre en considération. Notre Pays a des traditions glorieuses à cet égard. On n'est jamais si bien aidé que par soi-même. Les projets que l'on nous annonce vont nous permettre d'examiner les moyens de maintenir l'équilibre, que les nouvelles décisions allemandes allaient rompre sans délai.

Ces projets peuvent se résumer en quelques mots : sacrifices d'argent pour l'outillage militaire, meilleure utilisation des contingents métropolitains et coloniaux, accroissement des services actifs par la libération de soldats retenus dans des fonctions bureaucratiques, enfin retour au service de trois ans et, au minimum, au service de trente mois.

Après un examen technique scrupuleux, à l'abri de toutes pressions, les Chambres et le Pays n'hésiteront pas à accorder ce qu'on leur demande, si cela leur paraît légitime, en présence de l'impérieuse nécessité.

VI

LES SOCIALISTES ALLEMANDS ET LES ARMEMENTS

3 mars 1913.

L'Allemagne a pris l'initiative redoutable d'accroître plus lourdement encore le fardeau de la paix armée. Et si des ripostes sont venues d'ailleurs — sans rien préjuger sur la forme de la riposte — nous sommes obligés de dire que nos voisins de l'Est les ont provoquées comme à plaisir.

Que fera le parti socialiste allemand en présence des projets d'armements? demandons-nous, il y a quelque temps déjà. Certains socialistes français nous disaient que la social-démocratie germanique répondrait à Guillaume II : « Pas un homme ! Pas un sou ! »

C'est donc avec l'attention la plus grande que nous avons lu et relu le manifeste des

socialistes d'Allemagne et de France, et si nous y avons découvert les couplets classiques sur les milices de l'avenir et les bonnes volontés pacifiques du présent ce que nous n'avons pas découvert, c'est la déclaration : « Pas un homme, pas un sou ! »

On nous promet une « opposition passionnée » dans la discussion des armements, et ensuite... une collaboration avec le gouvernement « pour que les charges financières retombent sur les épaules des possédants et des riches ».

Les socialistes allemands — et c'est ce que veut dire cette phrase — s'associeront donc à l'œuvre militariste de leur pays et fourniront des subsides à l'empereur pour accroître les contingents, sous la réserve que c'est au moyen de taxes sur les successions que l'on paiera la solde des officiers et de la troupe, les uniformes, les armes et les casernes.

A nous, Français, peu nous importe le progrès démocratique de la fiscalité germanique. Ce que nous voyons de plus clair dans le ralliement des socialistes d'outre-Rhin, c'est qu'il confirme ce qu'on nous avait déjà dit d'une évolution profonde dans le sentiment des par-

lementaires de la section allemande de l'Internationale.

Les socialistes français le contesteront-ils? Oui, sans doute. Il leur coûterait d'avouer que les Allemands font de la politique de Bloc démocratique sur le terrain militariste. Mais nous leur disons, sans esprit inamical et sans amertume : « Prenez garde! vos camarades allemands ne pratiquent point la même politique que vous! Votre manifeste en commun recouvre un fondamental malentendu, et sur l'essentiel du problème, les Allemands ne se sont pas expliqués catégoriquement. »

Or, à l'heure actuelle, dans la question des armements, la presse radicale a pris position en pleine clarté. Elle peut se permettre de croire que les socialistes français ne se trouveront pas rassurés par la pénombre dans laquelle évolue la tactique du socialisme allemand.

VII

LES ARMEMENTS ALLEMANDS

31 mars 1913.

L'Allemagne ne sait pas encore bien exactement comment elle couvrira les frais des dépenses militaires qu'elle va engager, mais ce qu'elle sait mieux, c'est que les accroissements exigés par son gouvernement, elle les consentira sans barguigner.

Devant le Conseil fédéral, l'affaire n'a pas traîné. Il est vrai que, dans cette Assemblée, le roi de Prusse est assuré, d'après la Constitution, et d'après ses arrangements familiaux, d'une telle majorité que ses désirs sont des ordres. D'ailleurs, quel est le prince, quel est l'État allemand qui, dans l'ordre militaire, non seulement désirerait, mais encore penserait à s'opposer aux décisions de l'empereur? Évidemment aucun¹.

1. Le 10 mars 1913 un ordre du jour de l'Empereur à sa

La question des armements sera portée ensuite devant le Reichstag. On nous assure que pour la Pentecôte, les propositions impériales seront votées. Nous n'avons aucune peine à le croire. En admettant la vigueur de l'opposition socialiste, en présence de l'acquiescement anticipé des autres partis, la discussion sera menée rondement. Une joute oratoire, dont le résultat est prévu, entre la social-démocratie et le chancelier, constituera l'acte essentiel du débat, et l'on ajournera l'étude des voies et moyens à plus tard. On nous dit que, sur ce point, on ne compte aboutir que vers l'automne; or, à ce moment-là, à en croire l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, l'accroissement voté sera déjà réalisé, et c'est pour le 15 octobre que les principales dispositions de la loi entreront en vigueur.

Évidemment, lorsqu'on en viendra aux discussions financières, il y aura du tirage. Mais les frais une fois faits, les moyens de les solder seront trouvés finalement. Content ou pas content, *Michel* paiera. Il se consolera en

chère armée parle d'une guerre comme d'une chose sûre et certaine. Voir *Gazette de Lausanne* du 21 janvier 1917 (Bulletin Politique).

pensant, *Deutschland uber alles*, l'Allemagne au-dessus de tout !

En tout autre pays du monde, cette procédure législative serait impraticable. Mais l'Allemagne n'est pas un pays parlementaire. L'Allemagne prussianisée passera, en 1913, par où est passée la Prusse, il y a cinquante ans.

Dans le Landtag de cette époque une majorité libérale luttait ardemment contre les accroissements militaires : elle refusait de voter les impôts, Bismarck les levait quand même. Les Prussiens payaient docilement, malgré l'illégalité du procédé. Le libéralisme hurlait sa colère et trépignait de rage.

Mais après Sadowa, Bismarck et les libéraux se réconcilièrent. Et dans la suite, on ne vit jamais si bons amis. Telle est l'histoire.

VIII

LES THÈSES D'ANDLER

5 avril 1913.

Il y a maintenant un *cas Andler*. Cela devait arriver. Andler ne s'est-il pas avisé d'écrire, il y a quelques semaines, dans l'*Action nationale*, qu'une partie du socialisme allemand tournait au militarisme, à l'impérialisme, au colonialisme?

Découvrir des symptômes si alarmants dans une section de l'Internationale ouvrière, quand on fait partie soi-même d'une autre section de la même Internationale ouvrière, c'est peut-être permis. Mais le dire! Halte-là! Andler, aux yeux d'un certain nombre de socialistes, manque du « sens de l'idoine ». Et au fait, c'est un intellectuel. Ce qui distingue un intellectuel d'un politicien, c'est que, lorsqu'une vérité lui apparaît, l'intellectuel la constate et la

diffuse. Le politicien, pas. Il y a une raison d'État même hors des États. Et un parti politique national — et même international — est une *societas perfecta* dont les mauvais esprits seuls découvrent les imperfections et les dénoncent. Les bons esprits ne font pas de gaffes.

Andler a donc soutenu qu'il y avait, aujourd'hui, un socialisme allemand différent du bon vieux socialisme d'autrefois ! Il ne méconnaît pas la survivance d'éléments d'ancien style : c'est aux éléments modern' style qu'il s'intéresse — comme à un phénomène inquiétant — et qu'il s'attache. Peut-être n'a-t-il pas fait de réserves suffisantes dans ses articles, et, avec sincérité, il l'avoue. Mais il ne se rétracte pas sur le fond.

Après avoir vainement réclamé l'occasion de s'expliquer sur son cas, dans les colonnes de l'*Humanité*, il s'en est allé porter des éclaircissements à la *Vie ouvrière*. Et c'est là, maintenant, qu'on lit : « *Le Partei vorstand* allemand a publié dans le *Vorwaerts* du 9 août 1911 une protestation contre le coup d'Agadir et contre les menaces de guerre. L'*Humanité* l'a reproduite le 11 août. *Je n'aurais pas dû l'oublier*. Il y est dit en toutes

lettres que la *démocratie socialiste est l'adversaire constante de l'impérialisme*. Mais le Partei vorstand est précisément « l'état-major que j'ai décrit et qui n'a plus toutes ses troupes en main ; enfin, plus d'un dans cet état-major a eu des défaillances. C'est là ma thèse ».

Mais Andler n'est pas un homme à se contenter d'une thèse. Sans crier gare, pour la défense de sa première thèse, il en avance une seconde qui ne lui vaudra pas plus de reconnaissance de la part de ses camarades que la thèse numéro 1.

« Les chefs du socialisme français, dit le professeur de Sorbonne, savent très bien que, *sur quatre millions de voix socialistes en apparence, il y a à peine, en Allemagne, un million de socialistes vrais*. C'est sur trois millions de vagues démocrates mécontents que la prédication impérialiste a de l'action. Combien de fois, durant les dernières élections au Reichstag, mes étudiants m'écrivaient de toutes parts, au cours de leurs voyages d'Allemagne, qu'à leur surprise *les candidats socialistes promettaient à leurs électeurs une portion du Maroc*. »

Voici Andler *relaps*. Avec son histoire de partage du Maroc proposé par des socialistes en pleins meetings, je ne le vois pas près de recevoir l'absolution « des chefs » comme il dit. Mais cette histoire, pour scabreuse qu'elle soit, paraîtra moins inconvenante que l'affirmation d'un déchet de 75 pour cent dans le recrutement de la Social Démocratie de Bebel.

Eh quoi! dans le plus grand parti organisé national et international, 75 pour cent de citoyens « inconscients » quoique organisés! 75 pour cent de vagues démocrates — comme qui dirait des radicaux socialistes! — 75 pour cent qui tenaient la bouche ouverte pour recevoir et avaler un morceau du Maroc comme de vulgaires requins! C'est trop, camarade, vous récidivez!

Espérons qu'Andler n'aura pas à apporter une thèse numéro 3 à l'appui de la thèse numéro 2. On frémit à la pensée des nouvelles révélations qu'il pourrait nous faire sur le socialisme allemand.

IX

LE DISCOURS DU CHANCELIER ALLEMAND

9 avril 1913.

M. de Bethmann-Hollweg a prononcé devant le Reichstag un grand discours destiné à justifier l'accroissement des forces militaires de l'Allemagne. Sa harangue n'a visé que la politique et a négligé à dessein l'étude des moyens financiers.

Pour justifier les armements, le chancelier argue de la guerre toujours possible et des complications internationales toujours redoutables, dans lesquelles l'Allemagne serait engagée de toute façon ; il estime que l'empire, pour pacifique qu'il soit, ne peut pas se croire à l'abri de tout péril extérieur et que, ce péril existant, toutes les ressources en hommes dont dispose le pays doivent être encadrées et utilement employées dans l'armée. Le maximum de sécurité dépendra du maximum de précautions. Telle

est l'argumentation dans les grandes lignes.

Le développement le plus curieux du discours très clair, très net, mais plus spécieux que convaincant, est celui qui tend à démontrer que le panslavisme d'une part, le nationalisme français d'autre part, — qu'il confond avec la confiance de la France en elle-même, — sont d'égales menaces pour la paix germanique. Le chancelier, pour émouvoir l'auditoire, a fait entendre que l'idée d'une guerre pourrait naître en France par suite du sentiment conscient d'une puissance militaire accrue, du sentiment de la confiance dans l'alliance avec les Russes et dans l'accord éventuel avec les Anglais et les Balkaniques.

Assurément, M. de Bethmann-Hollweg est habile. Quand on le voit exploiter malicieusement contre nous les élucubrations de quelques publicistes, ou les manifestations typographiques de certains journaux français, nous sommes forcés de dire : « Bien joué ! » Mais le couplet était attendu, prévu. C'eût été miracle qu'il ne fût pas venu à son heure et à sa place. Sarcey eût dit qu'on avait fait la « scène à faire ».

Où le chancelier paraît ne pas tenir compte

assez impartialement des faits, c'est lorsqu'il renonce à constater que depuis six mois, ce n'est pas du côté de la Triple-Entente, mais du côté de la Triple-Alliance que la tension a été provoquée. Sans doute, on a été fort sage à Berlin, mais « on a fait, à Vienne, beaucoup de bruit avec le sabre de Guillaume II ». Voilà l'humble vérité.

Que l'on n'abuse donc pas de l'argument tiré des passions panslavistes et des ardeurs nouvelles de la France. Tout cela ne peut faire oublier à M. Bethmann-Hollweg la prudence de notre pays et la réserve du gouvernement russe. Qu'il se souvienne de l'incident même du *Zeppelin* et de la croisière aussi récente du Monténégro, et qu'il nous dise si les tranchemontagnes disposent des destinées de la Russie ou de la République française.

X

LE NOUVEAU DISCOURS DU CHANCELIER

14 avril 1913.

M. de Bethmann-Hollweg avait habilement dissocié le projet financier, destiné à couvrir les frais des armements nouveaux, des considérants dont il avait fait précéder le projet militaire.

Incontestablement en jouant du péril slave et du péril français, il s'était réservé, il y a quelques jours, un facile succès.

Les Allemands de 1913, comme les Allemands de tous les temps, sont toujours disposés à croire qu'un danger les menace de notre côté. Tout homme d'État germanique qui entonnera la *Wacht am Rhein* sera écouté et applaudi d'une assemblée tudesque. Il ne faut pas chicaner M. de Bethmann-Hollweg : il a gagné la première manche.

Gagnera-t-il la seconde? Enlèvera-t-il le

vote de l'impôt de guerre, de la taxe unique et exceptionnelle? Qui donc en douterait? Les Allemands paieront cette contribution patriotique : ils la consentiront sans regret. Ils la consentiront avec empressement.

Les partis bourgeois seront, par là, libérés d'une imposition sur la possession qu'ils redoutent; les partis populaires et les socialistes, en particulier, éviteront ainsi des taxes sur les objets de consommation et ils verront avec satisfaction le poids nouveau retomber sur les épaules des riches.

M. de Bethmann-Hollweg, après une discussion plus ou moins laborieuse, enlèvera le vote qu'il réclame, parce que ce vote ne dérange pas l'ordonnancement antérieur des finances impériales et des finances de chacun des États confédérés; parce qu'il écartera le spectre de l'impôt sur les successions et de l'impôt sur les objets de consommation.

Expédient, assurément, le procédé du chancelier, mais expédient libérateur.

Cependant, il faut bien le dire, M. de Bethmann-Hollweg ne s'est pas montré égal à lui-même dans son discours d'hier : diffus et confus, lent et faiblement dialecticien, il s'est

acheminé péniblement vers ses conclusions.

A le lire, on comprend l'embarras d'un chef de gouvernement tiraillé entre deux politiques, une large politique de développement économique et une étroite politique d'action militariste. L'Allemagne souhaiterait le complet épanouissement de ses facultés laborieuses. La Prusse, rudement, la ramène dans les camps et lui rappelle que ce ne sont pas les jouissances de la vie quotidienne qui doivent passer au premier plan : « Nous devons rester rudes ! », dit le chancelier.

Le gouvernement de Guillaume II redoute l'amollissement : trop vite enrichis, les Allemands trahiraient-ils des penchants nouveaux ? Cesseraient-ils de sacrifier à la simplicité, à la frugalité ?

Au moment où la Germanie hésitait, au croisement de deux routes, le kaiser sonne le clairon et la met en selle. Quelle alerte ! Semblait-elle vouloir s'embarquer pour Cythère ?

XI

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

20 avril 1913.

Supposons que l'incident de Nancy se fût produit, il y a huit ou dix ans, avant Tanger et Agadir, avant Kirk-Kilissé, Lulle-Bourgas, la tension européenne, la discussion des armements allemands et français, qui donc, en l'apprenant, n'eût haussé les épaules? Ni M. de Bethmann-Hollweg, ni M. de Jagow n'eussent point voulu condescendre aux exigences de la presse pangermaniste et troubler le traintrain quotidien des relations franco-allemandes pour introduire une petite procédure qui, pour bénigne et légère, n'en est pas moins une procédure diplomatique.

Eh! quoi, ce sont des noctambules déambulant de casinos en brasseries au milieu de la nuit dominicale, qui créeraient un différend entre deux peuples qui ont passé par d'autres

difficultés — et quelles difficultés! — sans perdre leur sang-froid? On ne peut l'imaginer sérieusement.

Nous voulons croire que l'Allemagne « revenue d'une alerte si chaude », pensera que la puissante Germania n'a rien perdu de son prestige. Quant à la France, elle est heureuse de constater qu'aucun officier, qu'aucun fonctionnaire n'a été compromis directement dans une sottie aventure. Admettons le fait d'un peu de tumulte et de tohu-bohu à Nancy le dimanche soir, à la sortie des endroits de plaisir — et que l'on n'en parle plus. Les sanctions administratives que le Gouvernement vient de prendre, mettront un point final à l'incident de dimanche dernier, et l'on conclura de part et d'autre : « Beaucoup de bruit pour rien. »

Mais, tout de même, l'affaire comporte une moralité. Et ce n'est pas le côté le moins inquiétant que de constater que, passant outre à toute considération sur l'hospitalité dont les Allemands jouissent chez nous, sur les avantages économiques qu'ils réalisent par leur commerce avec nous, sur le souvenir de la toute récente bienveillance manifestée par les

autorités françaises civiles et militaires le jour de l'incident du *Zeppelin*, la presse allemande, pour une banale algarade, jette de hauts cris et tourne de notre côté un front irrité.

Elle ne pourrait que nous donner une impression de nervosité très fâcheuse. Et cette impression, nous ne voulons pas, à notre tour, la produire. Nous sommes les maîtres de nos nerfs, de nos décisions, de nos volontés. Nous savons ce que nous voulons, la paix dans la dignité. L'Allemagne est fixée. Qu'elle tienne donc compte d'une mentalité qui ne souffre pas d'exception et qu'elle seule pourrait changer par des gestes inopportuns. Qu'elle se calme. Elle est pacifique, nous voulons le croire, qu'elle ne fasse donc pas penser qu'elle voudrait cesser de l'être.

XII

LA CONFÉRENCE DE BERNE

22 avril 1913

Doit-on aller à Berne et se rencontrer, sur l'invitation des députés suisses, avec les députés allemands? Telle est la question qui se posait, il y a quelques jours, pour les démocrates français et qui, probablement, est résolue dans l'esprit d'un grand nombre par l'affirmative.

Loin de nous la pensée qu'il ait fallu que se produisissent certaines manifestations comme celles de MM. Antonin Dubost et d'Estournelles de Constant, pour orienter un certain nombre d'hésitants. Mais pour beaucoup de députés, il pouvait sembler oiseux d'aller palabrer en terre étrangère avec des voisins, au sujet d'intérêts qui de nature sont strictement

nationaux. Il est évident que le Congrès de Berne ne peut lier ni l'Allemagne, ni la France, ni les députés des deux pays qui s'y rencontreront.

Quand la question des armements se posera dans les deux pays, les députés n'écouteront que la voix du patriotisme pour prendre les décisions qui leur paraîtront nécessaires et suffisantes. Mais c'est précisément parce que rien ne peut entamer le libre arbitre des congressistes que leur réunion sera sans péril, parce que, nous le répétons, nul membre du Congrès n'engagera, par sa présence à Berne, ses déterminations dans un sens défavorable aux intérêts de son pays. Quant au profit, on l'aperçoit certainement mieux aujourd'hui qu'il y a huit ou dix jours. Lorsque les vrais représentants de la démocratie, les élus du suffrage universel auront proclamé, tant du côté français que du côté allemand, leur volonté pacifique, les bagarres et les algarades semblables à celles de Nancy ne prendront plus au regard des deux pays voisins, la valeur de symptômes caractérisant des mentalités générales et nationales. Le facteur individuel et local sera éliminé du débat et ne pourra plus

être interprété comme un signe de psychologie collective.

En France, on jugera de la mentalité allemande d'après les manifestations des mandataires du peuple allemand. En Allemagne, on jugera de la mentalité française d'après les manifestations des mandataires du peuple français, et l'on écartera du conflit diplomatique l'intervention du bambocheur nocturne, qui est bien la personnalité du monde la plus dépourvue de mandat.

XIII

APRÈS LA CONFÉRENCE

15 mai 1913.

Eh bien, maintenant, après avoir mis de l'ordre dans nos souvenirs, après avoir effacé la fatigue d'une journée d'émotions, au cours de laquelle il a fallu qu'à chaque instant, l'esprit se surveillât pour échapper aux commotions trop fortes que ressentait le cœur, et maintenant, dis-je, on peut formuler avec sang-froid un jugement sur cette journée de Berne, à tous égards historique — sinon décisive.

Pour ma part, je ne croirais pas apporter un témoignage fidèle, si je ne rendais hommage à l'impressionnante tenue des représentants de la France. Oui, ils ont tous conformé leur conduite au conseil qu'un unifié de marque

leur donnait dimanche matin : « Nous ne sommes ici en qualité ni de modérés, ni de radicaux, ni de socialistes : nous sommes ici en qualité de Français. » Oui, ils ont représenté la France dans une attitude résolument pacifique et dans une attitude uniformément fière et digne, en face de la Suisse attentive, de l'Allemagne curieuse, passionnément curieuse, de l'Europe, qui regardaient. Et, au cours de cette angoissante journée, rien ne fut dit, rien ne fut fait qui ne pût emporter l'adhésion de cinq parlementaires notoires qui, en des circonstances émouvantes, siégèrent au banc du Gouvernement. Je crois bien que les étrangers ont été surpris de l'aisance alerte et audacieuse avec laquelle manœuvraient derrière des moniteurs avisés la nombreuse équipe des boys scouts de la diplomatie populaire. Il faut méconnaître les mérites essentiels d'une grande nation pour ne pas s'incliner devant une action d'audace conduite avec discipline, menée avec entrain, commencée et arrêtée avec précision. Non, je ne suis pas de ceux qui doutent de la France, quand je vois quelles qualités spontanées révèlent nos compatriotes, lorsque, sortis des frontières, chacun d'eux

sait que son geste engage les autres, et que sa voix est celle du Pays.

On pourra se livrer à tous les commentaires que l'on voudra : rien ne peut contre ce fait. Les parlementaires venus à Berne voulaient donner un témoignage éclatant des dispositions pacifiques de la France. Ce témoignage, ils l'ont donné. Ils n'ont donné que celui-là. Ils ont brisé l'aile d'un argument de chauvinisme qui se tournait contre la Patrie. Avec l'arme dont ils disposaient, ils ont défendu la Patrie. Je ne sache pas qu'ils aient rien compromis, qu'ils aient rien engagé, qu'ils aient rien abandonné.

Pourtant, la tentation pouvait être forte de parler de *celles* dont on avait dit qu'on ne parlerait pas. On sentait comme voler autour de la salle des évocations qui dominaient tous les esprits. On sentait que, près de là, peut-être, des âmes suppliaient pour échapper — enfin — du purgatoire ! Dans le *Journal d'Alsace-Lorraine*, en un long article, sur la Pentecôte des peuples, écrit pour la Conférence, on pouvait lire ces suggestives lignes : « La guerre, nous la redoutons sous tous les rapports. A tort ou à raison, elle nous apparaît sous les

aspects de la catastrophe : *A peste, fame, bello, libera nos, Domine*, disait hier l'abbé Delsor, dans le journal de l'abbé Wetterlé ».

Et le même journal ne pressait-il pas de parler les représentants de la France, lorsqu'il disait : « L'attitude du comte de Mun implique encore que la France, ayant dû nous abandonner matériellement en 1871, doit continuer de *nous abandonner moralement* jusqu'au jour où elle sera en mesure de nous reprendre par les armes. » Il protestait contre *l'abstention silencieuse* de la France. « Cela est très beau, sans doute, pour la France, *mais pas très bon pour nous*. » Ainsi parlait un Alsacien !

Les représentants de la France n'ont pu répondre à l'appel pressant qu'on leur adressait. Ils ont — par un héroïsme que ceux qui étaient loin n'ont pu comprendre — fermé l'oreille à une voix qu'on percevait distinctement.

Voilà la vérité. Je crois, d'ailleurs que, si on avait consenti, du côté français, à poser la question d'Alsace-Lorraine, on eût jeté le désarroi dans les rangs allemands. Le moment n'était pas venu. L'occasion de la poser comme il faut n'était pas propice. La Conférence de

Berne aura un lendemain, et les députés allemands qui s'abstinrent hier viendront demain, quand ils sauront que des représentants français et allemands de la démocratie ne cherchent pas à empiéter sur la fonction même des diplomates et des Gouvernements. *Orienter*, était la mission des membres de la Conférence. *Agir, exécuter*, échappait à leur compétence. Mais il reste de toute évidence que le principe du rapprochement franco-allemand posé à Berne commande un corollaire qui n'est point indifférent au sort des Alsaciens-Lorrains. La France n'aura fixé son attitude d'une façon définitive que le jour où d'autres auront compris qu'il y a *tant* à faire pour le bonheur des pays annexés.

La Conférence de Berne marque un commencement. Il y aura, assurément, une suite. Mais Guillaume II, qui disait, assure-t-on : « Je me lasse de tendre une main qu'on ne prend jamais », sait quelles tortures de notre cœur doivent enfin cesser. En allant à Berne, la démocratie française a fait un noble et grand effort. Elle-même, dans ce but, au milieu des difficultés, des suspicions, des menaces, elle sut être prudente dans un acte audacieux jus-

qu'à la témérité. Pour l'honneur de notre Pays, que tous les Français en conviennent donc ! Ici n'est point une occasion de querelles intestines.

XIV

AUTOUR DES INCIDENTS DE SAVERNE

2 décembre 1913.

Les incidents de Saverne ont jeté le trouble dans l'opinion, en Allemagne aussi bien qu'en dehors des frontières de l'empire, et il est constant que nos voisins de l'Est se trouvent interloqués.

Comment expliquer des actes qui contredisent apparemment la politique des sphères officielles ?

Dans un article du *Berliner Tagblatt*, le commandant Mohrat examine et commente les faits :

« On a l'impression, dit-il, que derrière ce déploiement formidable de forces militaires se cache un tout autre dessein que celui de châtier quelques gamins. Cette impression n'est peut-être pas fondée, mais c'est dans toute l'Allemagne qu'elle sera partagée. *On se*

demande s'il ne s'agit pas ici, pour l'autorité militaire, de jouer un mauvais tour au Gouvernement impérial civil. »

L'écrivain allemand souligne ainsi la situation précaire du statthalter, dont le rôle est si singulièrement limité dans ses relations avec l'élément militaire. Ce n'est pas d'aujourd'hui que datent, en Alsace-Lorraine, les conflits de compétence administrative à ce sujet. Le prince de Hohenlohe les a signalés avec une souriante ironie dans ses *Mémoires*.

Le 8 mai 1888 il notait, alors qu'il était statthalter dans l'exercice de ses fonctions : « Apparemment, si l'on réclame à Berlin toutes ces mesures vexatoires, c'est pour pousser les Alsaciens-Lorrains au désespoir et à la révolte. *On pourrait dire alors que le régime civil ne vaut rien et que l'état de siège est nécessaire.* En de tels cas, le pouvoir passe au général commandant de corps ; le statthalter est forcé de se retirer. Une fois qu'il est parti, le général devient doux comme un agneau et tout le monde se moque du statthalter qui s'est laissé prendre sa place. »

Si l'on rapproche l'article du rédacteur du *Berliner Tagblatt* des *Mémoires* de Hohen-

lohe, on s'achemine vers l'idée que nous assistons aux développements dramatiques d'une rivalité administrative. Mais si une intrigue de ce genre nous fait dire : « Comédie ! », les conséquences pratiques qu'elle développe nous inclinent à redouter de mauvais jours pour l'Alsace-Lorraine.

Et les articles pondérés de la presse libérale allemande ne peuvent nous empêcher de retenir cette phrase menaçante des *Dernières Nouvelles de Berlin* : « Messieurs les Alsaciens-Lorrains comprennent beaucoup mieux quand on frappe dur. »

XV

LES INCIDENTS DE SAVERNE

6 décembre 1913.

L'heure est grave, dit M. de Bethmann-Hollweg. L'heure est grave parce que la nation allemande se prononce hautement contre le militarisme prussien, dont on sait les excès et les violences à Saverne, et contre la politique personnelle du kaiser, accusé d'obéir aux suggestions d'une camarilla plus qu'aux conseils de ses ministres.

Le Reichstag et la presse ne masquent ni leur irritation, ni leur désir de mettre un terme à des agissements militaires qui ont consterné l'Allemagne entière.

Le peuple allemand ne se dissimule pas que l'éclat des violences de l'armée en Alsace compromet le prestige de l'empire dans le Reichsland et justifie amplement la fidélité

de cœur que les provinces annexées ont gardée à la patrie perdue.

La singulière idée de laisser la main libre à de jeunes junkers d'au delà de l'Elbe — accoutumés par l'éducation de la famille et de la caserne au caprice de la dictature — dans le pays le plus démocrate de l'Empire, produit ses effets. A les constater, l'Alsace s'indigne, tandis que l'Allemagne, avec le Reichstag, crie ou mieux hurle sa colère et son dépit.

On est surpris de voir Guillaume II et ses conseillers méconnaître l'esprit nouveau qui souffle sur l'Allemagne, où les idées modernes de démocratie, de libéralisme et de parlementarisme progressent tous les jours. La nation ne tolère plus la manière prussienne aujourd'hui, comme il y a quarante ans, au lendemain des victoires. L'empereur ne le saurait-il pas?

C'est à la révolte de la vieille Allemagne contre le militarisme et l'administration de la Prusse que nous assistons. Évidemment, l'heure est grave, comme dit M. de Bethmann-Hollweg, qui n'oublie pas les précédentes manifestations populaires contre l'empereur, au temps de M. de Bülow.

Mais Guillaume II, systématiquement chamberé, isolé entre ses amis personnels et la tradition des Hohenzollern, pourra-t-il jamais librement communier moralement avec ses sujets? C'est ce dont on commence à douter.

XVI

LES DEUX ALLEMAGNES

7 décembre 1913.

L'Allemagne libérale et démocrate vient de dire son fait à l'Allemagne absolutiste et nobiliaire. Tant pis pour M. de Bethmann-Hollweg, s'il a été l'intermédiaire entre l'une et l'autre nation qui cohabitent dans les frontières de l'Empire. Tant pis pour lui, s'il ne sait comprendre et faire comprendre à son empereur qu'il y a quelque chose de changé dans ses États depuis le roi-sergent et depuis ce Fritz-le-Grand, pour qui le soldat devait « craindre son officier plus encore que l'ennemi ».

Les Hohenzollern — toute l'histoire est là pour le démontrer — sont singulièrement mal préparés à saisir les exigences de la vie civile. Ils ont conquis leur domaine par l'é-

pée; ils l'ont accru par l'épée; ils le gouvernent par les moyens militaires. Entourés des junkers que les familles prolifiques d'au delà de l'Elbe placent dans tous les grades militaires et dans toutes les fonctions publiques, les souverains prussiens pensent en junkers, et ne voient l'avenir de leur pays que dans la mesure où cet avenir cadre avec les exigences de la caste nobiliaire dont l'armée est la carrière, et dont le militarisme est la raison d'être.

Pour ces junkers, le Hohenzollern de 1860 ou le Hohenzollern de 1913 multiplie régiments et casernes. Pendant que son chancelier clame au monde qu'il faut mettre l'Allemagne en défense contre le péril slave et le péril français, l'empereur pense qu'il faut encore des galons et encore des grades pour les hobereaux de Mecklembourg, de Poméranie, de Prusse et de Brandebourg. Il oublie ses amis de Hambourg qui réclament une marine et il cède aux exigences sociales d'une classe qui entoure le trône et qui l'encercle, comme au moyen âge, de ses chevaliers porte-glaive.

Qu'aurait été notre François I^{er} s'il n'avait été roi des gentilshommes? Que serait Guil-

laume II s'il ne se sentait roi de ses hobereaux ? Sans doute, le kaiser éprouverait un sentiment de malaise et d'isolement. Il lui faut l'amitié de ses amis et de sa garde-noble. Voilà pourquoi le jeune von Forstner est rattaché à l'empereur par un lien solide, s'il est peu visible, mais par un lien singulièrement bien noué.

C'est ce lien que l'autre Allemagne a voulu briser. L'autre Allemagne, c'est-à-dire celle des travailleurs et des industriels, des bourgeois et des intellectuels, l'Allemagne qui s'harmonise chaque jour un peu mieux avec les conditions de la vie moderne, celle dont les aspirations reflètent les sentiments de l'humanité civilisée. Imaginer que le Reichstag a voulu renverser le chancelier, frapper l'empereur serait une interprétation erronée. Le Reichstag a voulu informer le souverain, isolé entre ses hobereaux et ses traditions de famille, que son peuple voulait autre chose qu'un régime prussien de militarisme brutal et offensant.

« Toute l'Allemagne, écrivait hier M. Guy de Cassagnac, toute l'Allemagne est, en effet, représentée par ceux qui ont un uniforme et

ceux qui n'en ont point, ou plus sommairement par le militaire et par le civil.

« Cette nation, la seule qui, vraiment *ait encore échappé à la révolution*, est gouvernée par un sabre, régie par une botte : le civil n'y compte que dans la mesure où il est imposable et soumis aux contributions, le militaire est roi, son grade lui assure une suprématie, une autonomie qui se mesure à la longueur de son galon. »

On ne saurait mieux dire — et l'on ne saurait mieux constater également combien furent bienfaisantes les conséquences de notre Révolution. Le vrai est que la partie de l'Allemagne qui s'insurge, c'est précisément celle qui, par sa culture, est antiprussienne et antinoble. C'est celle qui s'est imprégnée de principes politiques dans le radicalisme de Heine et de Boerne, dans le socialisme de Marx et de Lassale ; c'est celle dont la pensée s'alimente aux sources du dix-huitième siècle, celle qui, par Goethe, renoue avec la sagesse antique, celle qui, par Schiller, fraternise avec Jean-Jacques.

Il y a une Allemagne que la France a couverte de son ombre, rattachée à sa politique,

à son action, à son influence. C'est de l'histoire, et c'est une histoire qui n'est pas plus vieille qu'un siècle.

Cette Allemagne finissait à l'Elbe et s'étendait jusqu'à la frontière de nos départements français.

Cette Allemagne, M. de Forstner, qui est plus vieux qu'on ne pense, l'a envahie en 1813 ; depuis il en est maître. Il a, un peu partout, depuis cent ans, semé l'esclandre de ses facéties de Saverne sur tout le territoire. M. de Forstner s'est conduit en Alsace comme en pays *un peu plus conquis* que sur la rive droite du Rhin. Mais pas beaucoup plus.

Le Reichstag le sait et crie au kaiser : « Lâche donc Forstner ! Viens à nous ! » Lâchera ? Lâchera pas ?

XVII

LE DISCOURS DU CHANCELIER

12 décembre 1913.

M. de Bethmann-Hollweg a prononcé mardi deux discours devant le Reichstag. Dans le second, il a affirmé, en riposte à une attaque socialiste, qu'il se plaçait au-dessus du vote de défiance et qu'il se refusait de permettre à la Constitution allemande, grâce à sa démission, d'évoluer vers le parlementarisme. Le chancelier ne veut reconnaître que l'autorité de l'empereur. Seule, cette autorité, à ses yeux, est à la fois légitime et légale. Du Reichstag, il fait peu de cas.

Le premier discours du chancelier est un discours d'apparat, sans éclat, sans lueurs. C'est un plaidoyer *pro domo* qui attribue à la politique allemande beaucoup de mérites, et sans doute la cause intéressait-elle beaucoup

trop l'avocat pour qu'on puisse attribuer une trop grande impartialité à l'opinion de M. de Bethmann.

Mais, à la vérité, ce serait s'éloigner de l'objectivité que de refuser à la Triplice, la grande affaire de l'Allemagne, une aussi grande solidité aujourd'hui que par le passé, peut-être même une solidité accrue, malgré le fléchissement momentané des relations austro-allemandes pendant quelques semaines de l'année écoulée. L'Allemagne peut se prévaloir également d'un avantage sérieux lorsqu'elle enregistre, par l'organe de son chancelier, la détente anglo-allemande qui est manifeste et que nous ne contesterions que contre toute évidence, après l'avoir signalée cent fois ici même.

Il serait difficile, également, de ne pas noter le soin que prend M. de Bethmann à marquer le caractère des relations russo-allemandes, qui furent pacifiques durant toute la crise orientale, et qui ne semblent pas avoir changé depuis. Mais si le chancelier a voulu nous donner du dépit, il a fait une manœuvre un peu lourde dont nous nous garderons de souligner trop l'intention.

Peut-être vaut-il mieux remarquer que M. de Bethmann s'est efforcé de parler des rapports entre la France et l'Allemagne dans des termes qui écartent toute pensée agressive. L'Allemagne veut négocier avec nous, au sujet des affaires d'Asie Mineure, dans une atmosphère de calme et de conciliation. Elle le dit comme elle sait dire ces choses. Elle déclare, en outre, que la situation de la Turquie en Asie ne sera contestée par aucun État européen et que tout conflit général à cet égard doit être écarté de nos prévisions.

C'est la note du discours que nous devons surtout retenir. C'est probablement la plus suggestive.

XVIII

LE PROCÈS DU COLONEL VON REUTTER

7 janvier 1914.

C'est bien le conflit des deux Allemagnes que manifestent les débats de Strasbourg au sujet des incidents de Saverne ! C'est bien le conflit du sabre et de l'administration civile ! C'est bien le conflit du pangermanisme botté et du libéralisme officiel et légal ! C'est bien le duel acharné, à l'intérieur d'un même pays, de deux forces irréductiblement adverses, et *tout cela* est extraordinairement émouvant et passionnant dans le présent et *pour son devenir*.

« A la fin, disait Napoléon, l'esprit a toujours raison du sabre ! » Nous verrons bien ce que peut valoir, pour l'Allemagne militariste, la prophétie du petit Caporal. Nous verrons bien si l'élément civil aura raison, là-bas, de ce

qu'on appelait chez nous, naguère, le *pouvoir militaire*.

Mais ce qui, au delà des frontières de l'Empire, et particulièrement en France, aura un retentissement considérable, ce qui causera une impression profonde et durable, c'est l'intervention du kronprinz dans cette aventure, c'est le ton et la forme des deux télégrammes du prince héritier. De ces symptômes psychologiques, d'une singulière gravité ressort un avertissement que personne n'aura le droit d'oublier, *intra et extra muros*.

XIX

LES FRASQUES DU KRONPRINZ

8 janvier 1914.

Le kronprinz, c'est l'homme du jour.

Singulièrement inquiétant, ce futur maître de l'Allemagne que la moindre manifestation de fragilité humaine peut nantir du jour au lendemain d'un pouvoir formidable dans l'Empire et qui, d'un caprice, peut décider la guerre en Europe, sûr d'avoir pour l'applaudir, sinon la population civile, ouvrière et bourgeoise, du moins toute la classe militaire et toute la bureaucratie caporalisée de l'Empire¹.

1. Sur la responsabilité personnelle du kronprinz, voir la *Gazette de Lausanne*, bulletin politique du 21 janvier 1917 : « Le jeune prince qui a signé et publié cette phrase : *Enfin de compte, c'est toujours l'épée qui décide en dernier ressort*, ce jeune prince était devenu l'idole de la nation. Était-ce donc l'indice d'une nation pacifique?... C'est pendant cette année 1913 que Guillaume II lui-même jusqu'alors résolument pacifique, se résigna à l'idée de faire la guerre. L'impopularité croissante que lui valait son attitude, la popularité de son fils *parce que belliqueux* le jetèrent enfin dans les bras des pangermanistes. »

Il est bien certain que le prince héritier, frondeur par fonction, opposant par système, peut comme beaucoup de ses congénères, devenir à son tour un souverain pacifique le jour où il sera touché de la grâce gouvernementale qui suggère le sentiment des responsabilités, de la pondération, de la modération, qui enseigne le relativisme politique.

Mais, cependant, il ne faudrait pas abuser outre mesure de ce genre d'arguments pour tromper des appréhensions et des craintes qui ne sont que trop justifiées. Si nombre de Hohenzollern se sont montrés plus militaristes que belliqueux, ce n'est pas une raison pour croire que la série ne puisse être interrompue. Dans le passé, elle le fut ! L'Histoire nous enseigne qu'après le règne pacifique du Roi-Sergent, brusquement Frédéric II, à peine arrivé aux affaires, entamait une suite imprévue d'opérations militaires qui se prolongèrent au cours d'un fort long règne.

Les démocrates allemands, qui ne tiennent pas à voir Malbrough partir en guerre, ne s'y sont pas trompés. Ils viennent de dénoncer avec violence les agissements intempestifs du prince héritier, et les nationaux-libéraux, eux-

mêmes, ont joint leurs protestations à celles des autres partis de gauche.

Le kronprinz a donc réussi à amener deux résultats qu'il paraissait difficile d'obtenir. D'une part, il a déterminé un rapprochement politique entre tous les partis du Reichstag, à l'exception des conservateurs. De l'autre, il a provoqué une surestimation politique bien inattendue du caractère de l'empereur et de son chancelier.

Par contraste, ces deux hommes apparaissent aujourd'hui comme des libéraux et des constitutionnels orthodoxes !

Guillaume II et M. de Bethmann-Hollweg ne s'étaient jamais trouvés à pareille fête. Si cette conjoncture inespérée pouvait les décider à déclancher une salutaire transformation du régime, en inaugurant le parlementarisme, ils éviteraient peut-être une redoutable crise d'avenir à leur pays et de pénibles alertes à l'Europe.

Mais voudront-ils ? Oseront-ils ? Y penseront-ils même ?

XX

EMPIRE ALLEMAND OU PRUSSIEN ?

12 janvier 1914.

Il est de toute évidence que rien de ce qui concerne l'Allemagne ne peut nous laisser indifférents. Toute évolution intérieure du grand État voisin nous intéresse, en raison des relations historiques antérieures qui pèsent sur notre présent et qui dominent mystérieusement notre avenir.

Or, les événements actuels sont incontestablement de nature à faire voir que le libéralisme de la presse et de l'opinion, chez nos voisins, est complètement mis en échec par la caste militariste et l'aristocratie prussienne où elle se recrute.

Tandis que les acquittements de Strasbourg dénotent le dédain affirmé des officiers à l'égard de l'Alsace-Lorraine et des tendances

politiques du Reichstag, dans la Chambre des seigneurs, M. Yorck de Wartenburg oblige le chancelier de l'Empire à déclarer que jamais l'esprit démocratique de la *nation allemande* ne pourra détruire les archaïques *institutions prussiennes*, et qu'à la vérité les institutions prussiennes continueront à dominer l'Empire.

On n'a jamais mieux fait sentir, aux Allemands et à toute l'Europe, que l'empire allemand était dans la réalité un empire prussien. Les hobereaux, d'ailleurs, ne permettraient pas qu'il en fût autrement. Ils veulent bien tolérer une Allemagne discourante, discutante et controversante, mais à la condition que cette Allemagne-là, pratiquement, ne comptera pas. Ils n'admettent qu'une réalité, c'est la domination des Prussiens sur les Allemands et ils le font de plus en plus nettement sentir.

Ce serait imprudence extrême que d'affirmer que cet état de choses puisse durer éternellement. Mais, en fait, c'est en présence de cet état de choses-là que nous nous trouvons et non d'un autre.

Les maîtres de l'Allemagne s'appellent Yorck de Wartenburg, Pelet-Narbonne, Reut-

ter, Forstner. Ce sont eux qui comptent. Ils comptent beaucoup plus qu'un kaiser qui reflète leur conscience et qui les redoute, plus qu'un Bethmann-Hollweg qui les blâme en secret et qui s'incline publiquement devant eux.

Une oligarchie domine l'Allemagne, la famille impériale, tous les pouvoirs de l'État, et l'Empire d'aujourd'hui est l'Empire des Junkers.

La Chambre des seigneurs a tenu à nous le faire savoir officiellement.

Dont acte.

XXI

LA QUESTION D'OCCIDENT

2 février 1914.

La question d'Orient ne fait plus recette. On peut le dire sans ironie. Le public ne suit plus. Pour la grande guerre balkanique d'émancipation, il se passionna. Pour les principes généreux, le principe des nationalités, il vibra avec force. Pour la foire d'empoigne qui fut substituée à une répartition équitable du butin, il n'éprouva que mépris silencieux. La seconde guerre balkanique le lassa. La menace d'une troisième guerre le trouve indifférent. Les émotions sont épuisées. Les intérêts matériels ne semblent pas pouvoir souffrir beaucoup plus qu'ils ont souffert. On réclame la clôture.

A vrai dire, il faut changer d'air. Ça sent

trop fort la pastille du sérail. Et d'ailleurs, d'autres préoccupations nous assaillent. Si nous risquions de l'oublier en buvant le kawa trouble des Levantins et en fumant leurs cigarettes opiacées, MM. von Forstner et von Reutter ont mis fin à notre assoupissement. Par les vitres qu'ils ont cassées, a passé violemment un air sec, froid et aigre qui sent la sapinière de Brandebourg et les marécages de Bourtagne.

Ah! citoyens du beau pays de France, vous étiez partis en rêve pour la Syrie où le Liban est veuf de ses derniers cèdres, pour la Grèce, notre mère, où le miel est si doux, pour le Bosphore, que tant de nos écrivains et de nos financiers avaient fait nôtre, pour la Serbie russophile, pour la Bulgarie héroïque. Revenez-en! Réveillez-vous! La question d'Occident se pose!

Cette question d'Occident, c'est la question d'Alsace-Lorraine. Chose singulière, on avait beau dire : « Pensez-y toujours, n'en parlons jamais. » On n'a pas pu continuer à y penser, sans en parler. On a fini par en parler beaucoup. Et en France, comme en Allemagne, depuis quelque temps on en parle, et on en

parle encore, on en parle sans cesse. Il y a dix ans, le kaiser, paraît-il, affirmait à des familiers : « Qu'en France on n'y pensait plus ! » Comme il se trompait ou comme on le trompait ! Tout le monde y pense, kaiser ! Voyez les socialistes ! Ils parlent bien de l'entente franco-allemande, mais Hervé leur explique que l'entente cela viendra ensuite, après le règlement de la question d'Alsace-Lorraine.

En Angleterre, il y quelques semaines, un membre du Parlement écrivait que la paix de l'Occident était subordonnée à un arrangement concernant l'Alsace-Lorraine. Et nombre de journaux britanniques de suivre qui, étant libéraux, ne se trouvaient pas être suspects de germanophobie. Serait-il vrai que l'Angleterre elle-même estimerait que sa tranquillité ne sera sauve que lorsqu'une réparation de justice sera intervenue en Europe ?

Dans un récent article consacré à l'Alsacien Auguste Lalance, M. Ernest Lavisse aborde le problème à son tour. Lalance ne veut pas d'une guerre de revanche et rêve d'une réconciliation. Il a son idée. Gambetta lui avait dit : « Ne vous inquiétez pas, vous nous reviendrez par la paix ». Gambetta voulait racheter l'Al-

sace. « Nous la rachèterions très cher », assure M. Lalance. Et M. Lavissee, à la cantonnade : « Oh oui ! très cher ».

Mais M. Lavissee, malgré la séduction du rêve, ne veut pas rêver. « Entre Allemagne et France, la conversation est impossible. Chacune a ses raisons que l'autre ne veut pas entendre... Une conversation entre France et Allemagne finirait très mal. »

M. Lavissee ne croit pas — malgré le parlementaire anglais — que personne veuille intervenir en pacificateur entre l'Allemagne et la France. « Nos alliés et ceux de l'Allemagne ont besoin que nous nous haïssions. Ils savent que, par l'Allemagne et la France unies, le monde serait gouverné. » L'impression est pessimiste, certes. Mais une lueur d'espoir filtre dans les ténèbres *puisqu'on parle*. Puisque l'on parle de ce que l'on devait taire jadis : *Infandum !*

Voici de bien graves et de bien hautes questions posées. Malheur à ceux qui se refuseront à régler pacifiquement la question d'Occident. Malheur à ceux qui fermeront l'oreille à la voix de la raison et de l'humanité.

Derrière M. Lalance, Ernest Lavissee montre

que le dilemme devient pressant. Il faudra bien faire un arrangement de paix, « sinon, quelque jour, dans l'amoncellement sans cesse grossi des matières inflammables, le feu prendra; les nations se heurteront les unes contre les autres; quelques-unes seront brisées par le choc: et, sans doute, *la révolution partout préparée, balayera d'un geste vengeur et juste empereurs et rois, et leurs serviteurs, et cette société qui aura laissé conduire les peuples à de pareilles catastrophes...* »

Ah! question d'Alsace-Lorraine! Question d'Occident, toi qu'on ne peut aborder dans un sens ou dans un autre sans qu'on sente que tu es, au fond, la question des Droits de l'Homme, de ta solution dépend donc le sort de l'humanité européenne, des peuples les plus évolués, des protagonistes de la civilisation!

Cela, von Forstner et von Reutter l'ignorent, Auguste Lalance le sait, qui souhaite une réconciliation de la France et de l'Allemagne. De l'Allemagne? Mais quelle Allemagne? Celle de Schiller et de Goethe? Celle des junkers inexorables? Celle qui travaille et pense? Celle qui aiguisait son sabre, il y a cent huit ans,

sur les marches de l'ambassade de France à Berlin?

La question d'Occident évolue dans l'orbe du conflit constitutionnel germanique. Mais alors, *quid?*

XXII

UNE NOUVELLE POLITIQUE ALLEMANDE

3 mai 1914.

La *Gazette de Cologne* définit — d'accord probablement avec le Gouvernement de Berlin — ce qu'elle appelle la nouvelle politique allemande.

Ce n'est plus une politique de conquêtes européennes, mais d'action économique mondiale.

Il ne s'agit pas d'une politique d'aventures. « *L'Allemagne ne veut pas risquer tout sur une carte, ni envahir les territoires anciens où s'exerce l'activité mondiale des autres nations.* Cela va de soi et tous les hommes d'État sérieux comptent avec ce fait. Mais ces hommes d'État savent aussi que *nous ne nous laisserons pas écarter de la concurrence économique sur les différents territoires com-*

merciaux du monde sans nous opposer à cette exclusion avec toute la force dont dispose notre État. Le Maroc a enseigné cette vérité une fois pour toutes. »

On voit la thèse générale. Il s'agit, désormais, de conquérir non des *provinces*, mais des *marchés*. Et, pour obtenir par la diplomatie ces satisfactions nouvelles, on appuiera les notes des ambassadeurs de quelques manifestations d'ordre militaire et naval. La *Panther* d'Agadir serait donc appelée à jouer, parfois encore, le rôle célèbre que personne n'a oublié. Soit !

L'Allemagne n'avait pas besoin de faire savoir, *urbi et orbi*, qu'elle manquait de matières premières et de denrées alimentaires, d'une part, et de débouchés pour ses produits industriels, d'autre part. Personne ne l'ignore. Personne ne méconnaît la nécessité pour elle de développer ses relations commerciales extérieures. Elle pourrait le faire, de l'assentiment commun, et parfois avec l'agrément de tous, si elle s'y prenait autrement. Mais elle conçoit les relations d'affaires d'une façon assez singulière, et veut commander le négoce comme la parade militaire.

Pour le moment, retenons de l'article de la *Gazette de Cologne* l'abandon de l'idée des conquêtes en Europe et du projet, un moment envisagé, de la *guerre préventive*.

Mais il est cependant encore regrettable que le ton de l'Allemagne, même quand elle veut préparer sa *mission civilisatrice*, soit celui d'un bismarckisme rogue et comminatoire.

Si les hobereaux de la caste militaire allemande ont pu s'inquiéter des progrès accomplis sous le règne de Guillaume II par la classe des banquiers, des industriels, des commerçants, des armateurs, les voici rassurés. Ils ne deviendront pas demain des demi-soldes.

L'Allemagne mercantile garde ses armes à la main dans l'intérêt de son commerce. Telle paraît être en raccourci la formule de la politique allemande nouvelle. C'est une politique très ancienne. Les Hanséates la pratiquaient il y a cinq siècles.

XXIII

DÉFRISÉS!

27 juin 1914.

Des gens qui sont défrisés, ce sont nos voisins les Allemands ¹. S'il en fallait une preuve, nous n'aurions qu'à en référer à l'interview singulièrement significative de Maximilien Harden publiée par le *Matin*.

Cet original d'Harden, qui aime tant jeter le désarroi dans l'esprit de ses compatriotes, leur clame quelques fortes paroles pour les

1. Le traité du 4 novembre est une défaite diplomatique, une preuve de l'incapacité de la diplomatie allemande et de l'incurie du gouvernement si souvent dénoncées, la preuve que l'avenir de l'Empire n'est pas assuré sous un nouveau Bismarck, une humiliation nationale, une déconsidération européenne, une atteinte au prestige allemand, d'autant plus grave que, jusqu'en 1911, la suprématie militaire de l'Allemagne était incontestée et que l'anarchie française, l'impuissance de la République était une sorte de dogme allemand.

Livre jaune. Guerre européenne. Note à M. St. Pichon, ministre des Affaires étrangères, p. 15.

mettre en garde contre leurs procédés accoutumés de forfanterie et de jactance. Il leur recommande de baisser le ton et, pour les inviter à la modestie, les met en face du bilan de la politique nationale.

Ce bilan, d'après Harden, peut se résumer en deux mots : ni hégémonie en Europe, ni résultats avantageux de la politique mondiale.

« Dans le courant d'un quart de siècle, l'Angleterre, la France, surtout la Russie, même l'Italie, pour ne parler que des puissances européennes, ont fait des affaires immensément meilleures que l'Allemagne qui, elle, ne s'est vue agrandie que par des acquisitions douteuses dans le Chantoung et au Congo autrefois français. Au Soudan, au Maroc, en Tripolitaine, en Syrie, en Arabie, dans la république des Boers, à Madagascar, en Perse, en Asie Mineure, nous n'avons rien reçu, ni même rien demandé. »

Harden n'est donc pas content des résultats de la politique allemande et demeuré, admirateur du seul Bismarck, sans doute, il estime que la scène germanique est vide depuis la disparition de son grand homme.

Ces sorties perdraient de leur sens si elles révélaient seulement l'état d'esprit d'une personnalité isolée. Mais le mécontentement paraît se généraliser en Allemagne, et les conservateurs prussiens sont tout près de faire chorus avec le publiciste berlinois.

Pour conclure, Guillaume II, une fois encore, a une mauvaise presse. Un grand personnage de la Ligue agrarienne vient de lui dire brutalement : « Depuis la mort du vieil empereur Guillaume I^{er}, notre politique étrangère et notre politique intérieure ont perdu beaucoup de leur vigueur... Nous faisons des courbettes de tous côtés. Nous donnons partout l'impression de la faiblesse. » Diantre !

Quant aux tentatives d'apaisement et de détente dans les relations anglo-allemandes, elles sont sévèrement appréciées, et l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, qui en est rendu responsable, est sommé de surveiller ses paroles et ses gestes.

Que se passe-t-il donc en Allemagne ? dirait-on. Ce n'est plus un mystère que le vieux parti junker et bismarckien cherche des revanches : au dedans contre le libéralisme, le socialisme, les tendances au parlementarisme ;

au dehors, contre toute politique pacifique ¹.

Guillaume II, son chancelier, ses ministres comparaissent au tribunal de l'opinion conservatrice. Quel gâteau de miel vont-ils, demain, jeter à Cerbère pour l'apaiser?

1. Il y a un parti de la guerre, avec des chefs, des troupes, une presse convaincue ou payée pour fabriquer l'opinion, des moyens variés et redoutables pour intimider le Gouvernement. Il agit sur le pays avec des idées claires, des sentiments ardents, une volonté frémissante et tendue. Id., ib., p. 17.

XXIV

LA FRANCE ET L'OPINION ALLEMANDE

16 juillet 1914.

M. Viviani, au cours de son intervention dans le débat sur les crédits militaires, a prononcé d'utiles paroles destinées à mettre au point les critiques formulées au sujet du matériel de guerre.

« Il n'y a aucune raison, a-t-il dit, à ce que le pays s'alarme; il ne faut pas non plus qu'à l'étranger on nous juge défavorablement.

« Nous avons le devoir de reconforter la France et de lui affirmer qu'elle est capable de faire honneur à son histoire et de faire face à son destin. »

Certes, il était temps! Si le Gouvernement avait laissé l'opinion sous l'influence pessimiste qui depuis 24 heures se développait, au désarroi moral de la Nation eût répondu

la joie féroce des adversaires et le désespoir des amis.

Déjà hier, la *Gazette de Voss* exultait : « Un coq gaulois aux ailes paralysées, n'est pas l'idéal que rêvent les Russes, mais qui les croira s'ils disent que l'aigle russe est en pleine santé ? Pourquoi les Français auraient-ils plus confiance dans la profonde désorganisation de la Russie que dans leur propre et médiocre organisation ? »

L'occasion était bonne pour les Allemands de diminuer la confiance de la Russie en la France, de la France en la Russie. Elle était bonne et ils l'ont saisie. Est-ce à dire que Paris ou Pétersbourg seront dupes d'une feinte plus naïve encore que machiavélique ? Nul ne le croira loin des rives de la Sprée.

D'ailleurs, toutes les fois que les Allemands nous jugent, c'est avec un dédain des nuances qui trahit quelque défaut de psychologie.

Si, pour la *Gazette de Voss*, le coq gaulois a l'aile brisée, pour la *Germania*, Chantecler est toujours prêt à partir en guerre.

C'est ainsi que le souci légitime du Parlement d'avoir une armée forte se traduit, pour le journal des catholiques allemands, d'une

façon assez inattendue : « L'idée de revanche, déclare-t-il, s'est même emparée des vieux parlementaires qui, pendant des années, la condamnèrent. »

Et lorsque dans la Haute-Assemblée on parle de défensive offensive, la feuille germanique traduit : « Jadis on parlait tout au plus de la défense du pays, aujourd'hui on parle, même au Sénat, d'avancer jusqu'à la Moselle ou au Rhin. »

Le confrère d'outre-Rhin est plus près de la vérité quand il écrit : « L'état des esprits est changé en France ! »

Mais si les Allemands veulent savoir pourquoi, ils n'ont qu'à revenir sur des faits, somme toute récents : Tanger, Casablanca, Agadir. En 1900 les esprits inclinaient au pacifisme dans la France républicaine tout entière. Quand Berlin a profité des désastres russes en Mandchourie pour prendre un ton comminatoire, la nation française a compris la leçon du canon japonais. La crise des Balkans a fait le reste.

TROISIÈME PARTIE

ALLEMAGNE ET RUSSIE

I

LA QUESTION DE POLOGNE

9 juin 1913.

Le public européen se figure généralement qu'après la conclusion des travaux de la conférence balkanique de Londres, et qu'après les conclusions des travaux de la conférence balkanique de Paris, une ère de quiétude succédera à une longue période d'émoi de troubles, d'alertes.

Quelque ingrat que soit le rôle de l'avertisseur pessimiste, nous nous ferions scrupule de laisser s'épanouir des espérances injustifiées. Admettons que la crise orientale se soit déroulée sans autre victime que la Turquie, l'Europe n'a pas manqué de souffrir d'une

année de tumulte diplomatique et de fracas militaire. On voudrait espérer, certes, que d'ici quelques semaines, il soit possible de mettre un point final à la crise orientale. Est-ce légitime?

La vérité, c'est que la crise orientale continuera à se développer, aussi longtemps que des nationalités vivaces et subjuguées par des États plus forts prétendront en appeler de l'histoire passée à l'avenir, auréolé, pour elles, d'espoirs fulgurants.

La vérité, c'est que l'Europe orientale toute entière est menacée d'un frémissement redoutable de peuples longtemps écrasés sous la pierre sépulcrale.

La résurrection de la Serbie, de la Grèce, de la Bulgarie au ^{xix}^e siècle, leurs victoires décisives au début du ^{xx}^e siècle, ont provoqué des résolutions ardentes chez d'autres peuples morts politiquement, mais qui survivent moralement et ethnographiquement.

La Pologne, que l'on considérait comme résignée à son sort, comme découragée par la révolte sanglante et stérile de 1863, recommence depuis quelques mois à préparer un avenir meilleur. Elle médite et s'organise.

Des tressaillements significatifs secouent la vieille nation chevaleresque. Les Polonais d'Allemagne n'ont jamais été plus vivants. Les Polonais d'Autriche n'ont jamais cherché à jouer un rôle plus voyant. Les Polonais de Russie, les plus solidement jugulés, les mieux surveillés et les mieux gardés, n'ont jamais éprouvé plus de désirs révolutionnaires.

De même que le canon de Port-Arthur a réveillé les peuples jaunes, et de même que la victoire japonaise, par un lointain retentissement, a amené la révolution en Chine et l'avènement du régime républicain à Pékin, de même la canonnade de Thrace a réveillé les Slaves de Pologne, dont la léthargie semblait rassurante.

Que l'on ne s'y trompe pas, la question de Pologne en se posant, peut et doit déranger toutes les relations diplomatiques sur l'échiquier européen. En examinant le processus de la nouvelle revendication polonaise, nous essaierons, par étapes, et dans la suite, de dégager les conséquences d'une conjoncture hier imprévue, aujourd'hui formidable.

II

10 juin 1913.

« Cet hiver a été pour les Polonais un temps de méditation vibrante et d'intense émotion », écrivait M. Tardieu dans le *Temps* du 29 janvier. C'est l'opinion que nous avons exprimée dans notre article précédent.

Mais, si les événements balkaniques ont ému la Pologne, il est particulièrement remarquable de constater qu'à cet état d'âme correspond un état de choses tout à fait nouveau et digne d'attention, à savoir l'accroissement de la population polonaise.

Le peuple polonais est le plus prolifique de l'Europe, incontestablement.

On estime que les trois tronçons — russe, allemand, autrichien — représentent globalement 25 millions d'hommes et, si la proportion présente dans l'accroissement de la natalité se maintient pendant quelques années, c'est une nation de 40 millions d'individus parlant la langue de Poniatowski et de Kosciusko qui ne tardera pas à s'enorgueillir de sa puissance numérique.

Évidemment, comparés au groupe polonais, Serbes et Bulgares, comptent peu, démographiquement parlant.

Consciente de ses forces en progrès, la Pologne aspire à jouer un nouveau rôle historique. Les divers tronçons qui la constituent affirment leur volonté de se rejoindre.

Ces aspirations inspirent une réelle inquiétude à l'Allemagne, à la Russie, sinon à l'Autriche, comme on le verra dans la suite.

Un Polonais russe disait récemment : « Nous sommes prêts à l'insurrection. Nous attendons le moment propice et, en attendant, nous faisons nos préparatifs. Il vient de se former une « commission provisoire », composée de presque tous les partis politiques polonais, qui s'occupe spécialement de faire des préparatifs et des propagandes (sic). Cette commission provisoire se divise en deux parties : une « militaire », et l'autre « financière ». Toutes les deux agissent avec la plus grande activité. Il vient de se créer également un « fonds de guerre polonais », dont les représentants siègent dans la commission provisoire. « Le fonds de guerre polonais » est alimenté par l'argent qui lui arrive des trois parties

de la Pologne russe, autrichienne et allemande, et même de l'étranger. »

Ce qui est symptomatique, c'est que l'idée de cette organisation révolutionnaire est née au moment de la tension austro-russe et que les Polonais comptaient, à la faveur d'une guerre entre l'Autriche et la Russie, précipiter l'insurrection et créer un foyer d'agitation armée sur le territoire de l'un des deux pays en lutte.

III

13 juin 1913.

Que les Polonais affirment une prédilection pour les Habsbourg, alors qu'ils sont hostiles aux Hohenzollern et aux Romanof, cela se conçoit sans peine. L'Autriche, depuis 1866, a assuré aux Galiciens une condition politique acceptable, et la monarchie cisleithane est aujourd'hui le seul État où les Polonais puissent, comme a dit l'un d'entre eux, « penser, parler et agir en Polonais ». On a vu des Polonais recevoir la présidence du Conseil ou la prési-

dence de la Chambre à Vienne. Combien différent le traitement que réservent l'État prussien et surtout l'État russe aux Polonais d'Allemagne et de Russie !

Aussi, les Polonais ne dissimulent-ils pas leur désir de reconstituer leur nationalité, d'accord avec la Maison d'Autriche, à l'abri de la Maison d'Autriche. Avis en est publiquement donné au kaiser et au tsar.

Il y a quelques jours à peine, un député polonais, leader du club polonais, porte-parole autorisé et mandaté, M. Léo, au Reichsrath, à Vienne — et vraisemblablement d'accord avec le gouvernement autrichien — exprimait les sentiments de tous les Polonais à propos du conflit récent austro-russe.

« Ce conflit, disait-il, ouvrit des perspectives toutes nouvelles sur le développement de la question polonaise. Chacun de nous avait eu la conscience très claire que c'est la Pologne qui sera le théâtre d'une guerre éventuelle, que c'est la Pologne aussi qui en sera l'enjeu. »

Il ajoutait : « *Il est de nécessité pour les diplomates autrichiens de reconnaître ce fait capital qu'une grande nation slave, qui*

peuple les deux rives de la Vistule, est prête, nonobstant la persécution et le joug, à défendre d'une façon décisive sa culture propre, son rang entre les autres nations du continent et son droit pour l'avenir! »

L'Autriche est donc mise en demeure de préparer les voies à un état de choses qui dégagerait la Pologne, *sur les deux rives de la Vistule*, des mains de maîtres étrangers.

Évidemment, on peut négliger les visions de réfugiés ou de révolutionnaires polonais ; il est difficile de mettre en doute la valeur et la portée d'un discours prononcé assurément avec l'agrément du gouvernement viennois.

Mais la Russie, en particulier, a-t-elle cherché, par une politique appropriée, à éviter les effets d'une conspiration morale et matérielle entre ses Polonais et ceux de la Galicie ? C'est ce qui nous reste à exposer.

IV

15 juin 1913.

La Russie a semblé s'imposer pour tâche de décourager le loyalisme polonais. Quand

on dit la Russie, d'ailleurs, il faut distinguer. Une fraction du monde gouvernemental russe — autrefois M. Stolypine, aujourd'hui, M. Kovtsov — sent qu'il ne serait pas seulement équitable, mais encore habile et prudent d'éviter le mécontentement, l'irritation, les rancunes de la Pologne. Leur zèle est rendu stérile par le cléricalisme orthodoxe grec, qui se dissimule sous le masque du nationalisme russe.

Un correspondant du *Temps* nous expliquait, récemment, le rôle joué à cet égard par M. Sabler, le procureur du Saint-Synode, ancien adjoint de feu Pobiedonotzev, qui, loin de vouloir permettre à la Russie d'évoluer, voudrait la ramener à l'état de choses antérieur à 1905. M. Sabler n'est pas seul à professer ces redoutables principes. Aussi le Conseil de l'Empire a-t-il repoussé le traditionnel projet d'autonomie polonaise, malgré un avertissement vigoureux de M. de Rosen, un diplomate plus avisé. « Si l'heure tragique arrive, disait ce dernier, il est important que les diverses races de nos populations frontière soient avec nous en complète communion de sentiments, réunies sous le drapeau du grand peuple russe. »

C'est en vain que ces paroles prudentes ont été prononcées. Le Conseil d'Empire interdit en Pologne l'emploi de la langue polonaise dans la justice et l'administration. Et la Pologne, exaspérée, ne rêve plus que d'une libération, favorisée par une guerre malheureuse où la Russie succomberait, par une insurrection intérieure où le pouvoir impérial subirait un coup mortel.

Ainsi, une politique rétrograde jette la Pologne aux espérances et peut-être aux desseins inavouables : « Si le gouvernement russe, à l'instar des Jeunes-Turcs, préfère s'affaiblir lui-même plutôt que de faire justice à ses sujets, les Polonais n'ont pas à se soucier du renforcement de la puissance de l'empire ; au contraire, ils ne souhaitent aujourd'hui que son affaiblissement. » Ainsi s'exprime-t-on à Varsovie et ailleurs.

En vain, le *Temps* parlait-il, il y a quelques mois, de l'union nécessaire des Slaves. La Russie semble ne pas prêter l'oreille aux vœux de la Pologne sujette, aux vœux de la France alliée. Elle permet à une situation grave d'empirer chaque jour sur ses frontières. La menace polonaise l'a gênée au cours de son conflit

avec l'Autriche. Qui sait si la menace polonaise ne la paralyserait pas « à l'heure tragique », comme dit M. de Rosen.

Notre alliance avec la Russie nous fait une obligation de nous inquiéter de ce qui se passe chez elle. Et ce qui se passe à sa frontière d'Autriche et d'Allemagne est fort inquiétant.

II

LES POLONAIS ET LA CONFÉRENCE DE LONDRES

12 juillet 1913.

Pendant que la bagarre des Balkans fait oublier la Conférence des ambassadeurs de Londres, il y a des gens, en Europe, qui tournent du côté de ladite conférence toutes leurs espérances et qui attendent d'elle — imprudemment sans doute — leur salut. Ce sont les Polonais, et principalement les Polonais de Russie.

Se souvenant sans doute que la question d'Italie fut posée, malgré l'Autriche, au Congrès de Paris en 1856, ils prétendent poser la question de Pologne à la Conférence de Londres.

Peu importe la valeur à attribuer à cette procédure; le fond seul nous intéresse. Les

lecteurs du *Rappel* nous sauront gré de leur faire connaître les conclusions d'un *Mémoire des partis polonais confédérés destiné à la Conférence des ambassadeurs à Londres*. C'est une longue lamentation sur le sort des Polonais de Russie. En résumé, les Polonais formulent les revendications suivantes :

1° Indépendance constitutionnelle du royaume de Pologne et d'une partie de la Lithuanie — sans disjoindre les liens avec l'empire russe.

2° Les impôts et le produit des douanes dans la Pologne russe ne pourront être affectés qu'à ses propres besoins.

3° Les fonctions publiques ne seront accessibles qu'aux personnes nées dans la Pologne russe.

4° Les recrues levées dans la Pologne russe ne pourront pas servir en dehors de ses frontières.

5° Toutes les incapacités qui frappent les Polonais dans les autres provinces de l'empire seront abolies.

6° On lèvera pour les habitants juifs de l'Empire russe l'interdiction de séjour en dehors des limites de la zone réservée, de

même que toutes les incapacités dont est frappée la population israélite.

Telle est la charte du *home rule* polaque.

Les Polonais diront aux ambassadeurs de Londres : « En exerçant une pression collective dans ce sens sur le gouvernement russe, les puissances épargneront à l'empire les cataclysmes qui le menacent et qui ne sauraient rester sans répercussion sur les États voisins. » Qu'est-ce que les ambassadeurs répondront aux Polonais ? Nous le devinons. Mais n'anticipons pas sur les événements. En fait, la question polonaise se pose de nouveau. Étrangement aveugles seraient ceux qui en dissimuleraient, ou qui s'en dissimuleraient la portée. La leçon des Balkans nous enseigne que la diplomatie doit prévoir si elle ne veut faire des constatations brusques et brutales, devant lesquelles s'étale son impuissance.

III

L'EFFORT MILITAIRE DE LA RUSSIE

20 juin 1913.

Après le *Matin*, le *Temps* d'hier a entrepris de produire des explications sur la nature de l'effort militaire russe destiné à correspondre à notre propre effort. L'opportunité de tels éclaircissements est évidente, et il serait infiniment regrettable qu'une question aussi importante que la collaboration militaire franco-russe n'eût point été abordée au cours des débats qui se déroulent actuellement en France, devant le Parlement et devant l'opinion.

Rien de ce qui intéresse l'armée russe ne peut nous laisser étrangers. On n'a pas oublié l'émotion que causèrent chez nous, à la fin de 1910, une réorganisation et une répartition nouvelle de l'armée russe, dont la conséquence était de dégarnir de troupes la Pologne. M. Pichon fut questionné à ce sujet le

12 janvier 1911 au Palais-Bourbon. D'ailleurs, dans la suite, l'inquiétude ne fut pas calmée chez tous ceux qui se préoccupent passionnément de nos relations extérieures et de nos appuis étrangers.

L'émoi, certes, était accru par la nouvelle des entrevues successives de Guillaume II et de Nicolas II, dont la signification exacte n'apparut pas de suite. Cet émoi ne fut pas diminué par le caractère — particulièrement accentué dans le sens de la germanisation — que conservait l'administration russe en général, que recevait l'administration russe de Pologne en particulier.

Il semble bien que sous l'empire de préoccupations de cette nature se décidèrent le voyage de M. Poincaré en Russie, il y a un an, la mission de M. Delcassé, à Saint-Pétersbourg, il y a quelques mois. Évidemment, le gouvernement de la République française sentait qu'il y avait quelque chose à réclamer d'urgence de nos amis et alliés russes.

Ce quelque chose correspondant à nos desiderata, ce serait, nous dit-on, un accroissement de l'armée russe portée de 38 à 41 corps. Et le *Matin*, plus affirmatif que le *Temps*, an-

nonce que deux des nouveaux corps d'armée seraient destinés aux régions de la Vistule.

Cependant l'opinion française est troublée par la lenteur bien connue, mais officiellement confirmée, de la mobilisation russe, qui ne permettrait une intervention utile de nos alliés qu'au bout de trois semaines de campagne au minimum. On nous affirme que l'on peut gagner sur ce délai et que des mesures vont être prises dans ce sens.

Mais, malgré ces affirmations, deux points d'interrogation subsistent. On annonce des créations de lignes nouvelles pour accélérer la concentration russe. A quelle date commencera-t-on à pouvoir les utiliser ? On annonce la proposition d'une augmentation d'effectifs militaires en Russie. Quand la Douma les votera-t-elle ?

IV

LA MISSION MILITAIRE ALLEMANDE A CONSTANTINOPLE

16 décembre 1913.

Notre confrère le *Matin* vient de signaler au public, sous la plume de M. Stéphane Lauzane, l'émoi que cause en Russie l'envoi d'une mission militaire allemande à Constantinople.

A Saint-Pétersbourg, on ne peut perdre de vue, en effet, une décision de la Porte dont la conséquence évidente serait de placer la capitale ottomane, militairement parlant, entre les mains des Allemands.

Il est clair que le mot de *protectorat* allemand serait justifié si les Jeunes-Turcs, encore sous le coup de leurs récentes défaites, croyaient ne pouvoir conjurer les dangers éventuels de l'avenir qu'en s'abritant der-

rière un Croquemitaine germanique botté et le sabre à la main.

Mais, il serait peut-être excessif de présenter à l'opinion française les faits sous ce jour cru et brutal, et de laisser croire qu'ils sont brusquement surgis de la veille.

Depuis plusieurs semaines, la question de la mission militaire allemande de Constantinople se posait. Le précédent ministre des Affaires étrangères n'avait pas paru la prendre au tragique, et nulle suggestion du quai d'Orsay n'avait permis, jusqu'ici, de lui donner, aux yeux du public, un caractère de difficulté aiguë. Si durant tout le mois de novembre la décision ottomane a été envisagée avec sang-froid, rien ne justifierait de notre part un brusque changement d'attitude.

Il ressort, en effet, des communications de presse antérieures, des correspondances de journaux émanant de Pétersbourg ou de Constantinople, que la Russie ne semble pas avoir voulu créer, au sujet de la mission allemande, un point de friction avec Berlin. Elle a fait d'opportunes et sages réserves qui s'imposaient, mais elle a également proclamé qu'elle traiterait la question avec la Wilhelmstrasse

en dehors de toute acrimonie et de toute passion.

Sans aller jusqu'à penser, avec certains informateurs, que le gouvernement russe négocierait pour obtenir de Constantinople des avantages, encore imprécisés, soit en Arménie, soit dans la Commission de la Dette ottomane, avant d'atténuer ses restrictions au sujet de la mission von Sanders, on peut bien imaginer que M. Sazonow a adopté une tactique méthodique de tractation à effets utiles, dût-on ne pas prononcer le mot de compensation.

La question de la mission allemande, d'ailleurs, dépasse les cadres d'une affaire germano-russe. Elle est européenne. L'Angleterre ne peut se désintéresser du Bosphore. Soyons assurés qu'elle manœuvre, et abstenons-nous de passionner un débat qui mérite l'attention sans créer l'angoisse et, ne sommons pas la diplomatie française de s'engager jusqu'à la garde, lorsque nos amis et alliés, également intéressés, en sont à peine à lier le fer.

V

UNE DÉCONVENUE FRANCO-RUSSE

29 janvier 1914.

Hier matin, l'*Écho de Paris* lançait dans la circulation une de ces informations sensationnelles qui font époque, non seulement dans l'histoire d'un journal, mais dans l'histoire d'un de ces grands chapitres de la Diplomatie européenne qui s'appelle l'Alliance franco-russe.

Notre confrère, poussant un cri d'alarme, annonçait que les usines Poutilof, de Saint-Pétersbourg, venaient d'être achetées par Krupp. Il expliquait en même temps que, par cette acquisition, les plans secrets d'un matériel de guerre français passaient aux mains de la grande usine prussienne, les Russes fabriquant dans la maison Poutilof leur matériel d'artillerie de terre d'après nos procédés.

Cette prodigieuse affaire allait aboutir sans bruit, échappant à toute divulgation, sans le zèle d'un informateur avisé. Sans l'*Écho de Paris*, notre diplomatie, peut-être à court de renseignements utiles, se trouvait empêchée d'agir. Si, dans la journée de vendredi, il lui a été possible de faire diligence, et d'intervenir utilement à Saint-Pétersbourg pour empêcher un incalculable désastre, c'est à notre confrère qu'elle le devra. C'est la presse, dont les gens de la carrière redoutent tant le zèle, qui aura sauvé la situation au moment utile.

Nous voulons espérer encore que tout le mal que la Russie pouvait nous faire, par une aussi prodigieuse incartade que l'affaire Poutilof, sera évité. Mais nous ne pourrons, même après la crise dangereuse, taire nos appréhensions sur la manière, chaque jour plus inquiétante, dont on interprète l'alliance à Saint-Pétersbourg. Depuis Potsdam — depuis quatre ans — on y semble négliger singulièrement l'amitié française, et y laisser prendre de bien fortes positions morales et économiques par nos rivaux et nos adversaires.

Quand nous disions ici, combien l'Alliance

franco-russe et l'Entente cordiale nous paraissaient s'éteindre entre les mains inexpertes de plusieurs des gouvernements précédents, d'aucuns ne voulaient voir qu'une transposition de nos préoccupations de politique intérieure dans le domaine diplomatique. D'autres pouvaient nous assimiler à ces « nihilistes » que la tolérance d'une République libérale met — hélas ! — à l'abri d'une Bastille ou d'une Sibérie également méritées.

Aujourd'hui, après le *Correspondant*, après Jaurès, après un récent article de M. Bailby, après nous, un journaliste de grand talent, M. Tardieu, s'élève, avec la force et la richesse d'arguments et d'information qui lui sont propres, contre la manière dont la Russie pratique l'Alliance franco-russe. Ne citons qu'une de ses phrases : « Si on considère les constructions navales, dit le rédacteur du *Temps*, on constate que les commandes données à l'étranger représentent 60 millions de roubles pour l'Allemagne, 67 millions pour l'Angleterre et 57 millions seulement pour la France ! »

Ainsi, nous jouons le rôle du parent pauvre et l'on nous traite comme la nation la moins

favorisée. Demain, par contre, une fois encore, on appellera nos milliards à la frontière de Pologne.

Espérons qu'ils ne répondront pas à cette mobilisation sans que des engagements formels soient pris sur une autre mobilisation que la Russie ne peut pratiquer, dit-on, qu'avec plus de lenteurs.

Après Potsdam, on pouvait s'interroger. Après l'affaire Poutilof, il n'est plus permis de s'éterniser dans le doute :

Halte-là !

VI

ENCORE L'AFFAIRE POUTILOF

30 janvier 1914.

L'affaire Poutiloff a fait hier l'objet de toutes les conversations dans les sphères parlementaires et officielles.

Jusqu'à présent, il semble possible d'espérer que les négociations Krupp-Poutiloff, qui n'ont pas encore abouti, seront suspendues. La recherche de ce résultat — qui sans être décisif est indispensable — a fait l'objet des tractations du quai d'Orsay dans la journée de jeudi. On ne saurait pour l'instant ni faire plus, ni espérer mieux. C'est le strict devoir de l'heure.

D'autre part, à titre documentaire, nous croyons pouvoir affirmer que, contrairement à certaines allégations, jamais, à aucun moment, dans une période antérieure, la question Pou-

tilof n'avait été portée à la connaissance des ministres français. *A fortiori*, peut-on contester plus énergiquement encore que jamais la question Poutilof ait fait l'objet de conversations entre les ministres actuels et leurs prédécesseurs, lors de la transmission des pouvoirs.

Ainsi est balayé, dès à présent, le flot d'informations tendancieuses que, d'une façon fort intéressée, d'aucuns mettaient en circulation, dès hier, dans le monde parlementaire.

Mais, avant de terminer, notons qu'au milieu des commentaires passionnés, qui accompagnaient les renseignements fournis sur l'affaire Poutilof, cheminait une thèse inquiétante d'après laquelle aucune société russe ne pourrait accroître son capital sans l'autorisation du gouvernement impérial. Si, en vérité, telle est la législation de nos alliés, les hommes d'État de Pétersbourg encourraient, vis-à-vis de nous, de bien graves responsabilités.

VII

LA CRISE MINISTÉRIELLE RUSSE

16 février 1914.

Que se passe-t-il en Russie? On se perd en conjectures au sujet de la retraite immédiate de M. Kokovtsov et de la retraite prochaine de M. Sazonov. La raison officielle, c'est que, en qualité de ministre des Finances, trop soucieux des intérêts fiscaux de l'État, dans la question du monopole de l'alcool, le président du Conseil n'aurait pas enrayé « la destruction des forces morales et économiques de la grande multitude des sujets russes ». En un mot, si l'ivrognerie et l'alcoolisme sont des fléaux si répandus en Russie, c'est le système financier maintenu par M. Kokovtsov qui en est cause, et le premier ministre serait disgracié parce que le tsar chercherait un régime fiscal moins immoral et dont les conséquences se concilieraient mieux avec les exigences de l'hygiène publique.

Un avenir prochain ne manquera pas de nous apprendre si ces raisons sont de vraies raisons ou des prétextes. Il nous suffira de voir le nouveau ministre des Finances à l'œuvre.

Mais, d'ores et déjà, c'est avec scepticisme que l'on enregistre les explications officielles, et la démission brusquée de M. Kokovtsov apparaît comme le prélude d'une orientation nouvelle de la politique russe.

Que reproche-t-on à l'ancien président? D'avoir tenté d'adoucir le sort des Polonais et d'avoir adopté à leur égard des solutions administratives et politiques moins rigoureuses que celles du régime antérieur? D'avoir résisté à la poussée germanique formidable qui s'exerce à Pétersbourg, dans toutes les classes dirigeantes et dans la bureaucratie, et dont l'affaire Poutilof-Krupp nous a révélé l'intensité? D'avoir résisté à la pesée panslaviste durant toute la crise des Balkans et de s'être déclaré « bon Européen » plus que slavophile? Trois hypothèses mettant en cause deux influences soupçonnées dans la coulisse comme également puissantes : le Saint-Synode et le *Germanisme*.

Il suffit que toutes ces questions aient pu se poser, au sujet de la retraite de M. Kokovtsof, pour que la crise russe actuelle nous apparaisse comme un événement extrêmement grave, et dont notre attention ne doit pas se détourner. S'il ne nous appartient pas de vouloir influencer la politique intérieure de la Russie, rien de ce qui concerne sa politique extérieure ne peut nous laisser étrangers, et M. Sazonof ne suivrait pas M. Kokovtsof dans sa retraite, tout prochainement, si la politique générale de l'Empire n'était affectée par le changement de personnel qui nous occupe.

On n'a pas manqué d'observer que le correspondant du *Matin* à Pétersbourg considérerait, dès le 12 février, le départ de M. Sazonof « comme un événement profondément regrettable pour la France », et que le correspondant du *Temps* déplorait aussitôt la décision qui « privait la France d'un véritable ami ».

Inutile de souligner l'importance de deux déclarations d'hommes, aussi compétents que dépourvus d'hostilité à l'égard de la Russie. Nous nous en tiendrons à leurs impressions jusqu'à plus ample informé.

VIII

ALLEMAGNE ET RUSSIE

5 mars 1914.

Deux grands journaux allemands, la *Gazette de Cologne* et la *Germania* ne sont pas contents de la Russie et le font savoir. La Russie ne prépare-t-elle pas la guerre contre l'Allemagne, et cela, pour 1917? Doit-on la laisser faire ou doit-on prévenir le coup? demande de son côté la *Post*. Bref, grande émotion à Berlin et dans les milieux politiques et économiques allemands.

Mais pourquoi donc tant de bruit, si brusquement, et sans raison apparente?

Pour qui pense que les articles antirusses sont d'inspiration officieuse, deux hypothèses se présentent à l'esprit. Il s'agit d'émouvoir la Russie en lui faisant craindre de nouvelles mesures militaires allemandes; il s'agit de

l'inquiéter au moment où se préparent les négociations pour la revision du traité de commerce qui lie les deux pays. La *Gazette de Cologne* et la *Germania* auraient donné ce double coup de poing sur la table qui signifierait : « Voulons-nous nous entendre militairement ou nous entredéchirer ? Voulons-nous refaire un accord amical au point de vue économique ? » Dans les deux cas, la manifestation journalistique germanique aurait le sens d'une entrée en matière diplomatique.

Ceux qui formulent ces hypothèses, qui paraîtraient risquées si elles s'adressaient à la diplomatie de tout autre pays que l'Allemagne, pensent que depuis 1905, les singulières façons dont la Wilhelmstrasse a usé, pour engager la conversation avec le voisin français, pourraient être renouvelées du côté du voisin russe.

Au moment où M. Goremykine prend le pouvoir, l'Allemagne veut-elle le sonder, le faire hésiter ou reculer dans le cas où il persisterait à créer les trois corps d'armée nouveaux de Vilna, de Kiev et d'Odessa ? L'Allemagne veut-elle savoir si le nouveau ministre sera aussi ferme que l'ancien dans la ques-

tion de la mission allemande à Constantinople? L'Allemagne veut-elle dévoiler les véritables intentions de la Russie; au moment où l'on parle de la reconstitution d'un royaume de Pologne, dont le gouvernement serait confié à un vice-roi, d'ailleurs fonctionnaire russe? La réconciliation féconde de l'opinion russe et de l'opinion polonaise apparaîtrait-elle comme si redoutable à Berlin, qu'on la veuille éviter par quelques formules d'intimidation?

Dans le moment où la Russie se trouve mise à l'épreuve par nos voisins d'outre-Rhin, l'opinion française sera unanime à la soutenir, parce que c'est une satisfaction pour nous, de voir les Russes renforcer les troupes de leur frontière occidentale, parce que c'est une satisfaction pour nous, de voir se préparer une meilleure harmonie entre la Russie et la Pologne, parce que c'est une satisfaction pour nous de penser que le gouvernement russe est inébranlable sur le principe de la domination autonome des Turcs au bord des Détroits.

Et l'Allemagne sait bien qu'elle n'accroîtrait pas sa force morale en Europe si elle

suivait l'impulsion pangermaniste, qui provoque autour d'elle une impression bien différente de celle que son gouvernement semble vouloir produire, et chercher à produire.

IX

LA TENSION GERMANO-RUSSE

9 mars 1914.

L'agitation antirusse en Allemagne, loin de prendre fin, ne fait que croître. D'un mot, d'un geste, le chancelier pouvait apaiser la presse, sa presse. D'une explication, il pouvait dissiper le malentendu et le malaise. L'ambassadeur de Russie à Berlin demandait un démenti à l'article, désormais historique, de la *Gazette de Cologne*. Le démenti n'est pas venu. La situation s'aggrave de manifestations de la Ligue militaire. Bref, le vent tourne; il a tourné.

De plus en plus, c'est dans la résistance de Pétersbourg aux desseins que l'Allemagne formait sur l'Empire ottoman qu'il faut trouver l'origine du mécontentement germanique, dans son refus de laisser l'Alle-

magne installer, en maîtresse, sa mission militaire sur le Bosphore.

Le germanisme, le *Germanenthum*, qui, non content de couvrir une grande partie de l'Europe centrale, étend ses tentacules vers les régions lointaines, après avoir poussé son influence jusqu'à Anvers et jusqu'à Rotterdam, jusqu'à Zurich et jusqu'à Prague, cherche à lier ses communications permanentes avec l'Asie Mineure et la région du *Bagdadbahn*. A travers l'Autriche-Hongrie triplicienne, à travers la Bulgarie triplicianisée, à travers la Turquie jusqu'à ce jour triplicianisante, l'Allemagne prolonge un vaste hinterland que les voies ferrées soudent à l'Empire. Qu'elle occupât, par ses militaires, Andrinople et Constantinople et, d'une écharpe d'acier continue, elle ceinturerait et maîtrisait l'Ancien Continent de la mer du Nord au golfe Persique, isolant le monde slave du monde méditerranéen, pour rattacher les fertiles terres à blé de la Mésopotamie aux marchés d'une Teutonie boulimique.

L'opération, d'ample envergure, certes, grandiose et digne d'un État qui a la conscience des besoins profonds de ses peuples, allait

devenir une réalité... Mais cette réalité commandait, par la complaisance et l'effacement du slavisme, l'abdication de l'Empire russe, sa retraite dans les zones hyperboréennes, son recul mortel et son emprisonnement au fond de la mer Noire. Le général Liman von Sanders recevait-il les clefs de Constantinople, Sébastopol, moralement ruinée et comme démolie pierre à pierre, s'anéantissait dans le silence — autre Port-Arthur — sans héroïsme et sans gloire.

La Russie ne peut consentir à l'embouteillage de son grand port de la mer Noire. Elle a tenu bon. L'Allemagne renoncera-t-elle à son désir passionné de saisir d'une main de fer Byzance, porte de la Babylonie et de la Mésopotamie convoitée? Ce n'est pas probable, et ainsi l'heure, subitement, approche de ce conflit des Slaves et des Germains que M. de Bethmann-Hollweg annonçait, il y a quelques mois, au Reichstag, comme inéluctable et qui ne peut laisser la France ni indifférente, ni impassible, ni inerte.

X

LE POINT NOIR

10 mars 1914.

C'est dans un journal allemand, de nuance radicale, le *Berliner Tagblatt*, qu'est développée ces jours-ci la théorie de la « guerre préventive ». On ne saurait contester l'importance de ce symptôme : l'accueil fait, par une gazette libérale et démocratique, à une thèse digne des feuilles pangermanistes, et de l'inspiration de la Ligue militaire.

Bien entendu, il s'agit de la guerre préventive contre la Russie, car de moins en moins, l'Allemagne ne peut se résoudre à digérer l'insuccès de l'affaire Liman von Sanders.

« L'avenir, lisons-nous, dans le *Berliner Tagblatt*, travaille-t-il pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ou pour la Russie? Songez à l'énorme accroissement de la natalité russe, à la consolidation économique de l'Em-

pire des tsars, au prochain achèvement du réseau ferré et du système de fortifications. N'oubliez pas que, d'autre part, la monarchie des Habsbourg semble en proie à une désorganisation indéniable.

« Pourquoi nous accabler du poids énorme des armements, si nous ne voulons pas prendre une attitude résolue ? L'Allemagne est, pour de longues années encore, capable de supporter ces lourdes charges. L'Autriche-Hongrie ne peut, à la longue, entretenir une armée de 600.000 hommes.

« Peut-être s'est-on demandé déjà, à Vienne et à Budapest, s'il ne vaut pas mieux faire la guerre tout de suite. On pense de plus en plus, dans la monarchie voisine, à résoudre par une solution belliqueuse la difficulté actuelle, et on calcule déjà les chances de succès. »

Ne soyons pas dupes de la petite supercherie qui consiste à attribuer à l'Autriche l'idée de la guerre préventive. Ce qui effraie l'Allemagne, c'est l'accroissement formidable de la population russe. Ce qui l'effraie aussi, c'est l'arrêt possible de l'accroissement de la population allemande. Enrichie prodigieusement,

la Germanie patriarcale a fait place à une société modernisée, et chaque jour de plus en plus gagnée par le goût du luxe et des jouissances.

Attendra-t-on les symptômes de fléchissement de la nation pour risquer une grande guerre, tandis qu'aujourd'hui on se sent « en forme » ?

Là est le point noir. L'Allemagne rumine des projets belliqueux et croit que l'heure présente lui est favorable, que l'avenir diminuerait ses avantages et sa chance. Déçue de voir que, dans Constantinople, sa politique a reculé devant la résistance russe et l'esprit d'indépendance d'Enver pacha, ne cherchera-t-elle pas l'occasion d'une prochaine revanche diplomatique ?

En tout état de cause, elle s'anime au jeu. Ainsi donc, l'aventure balkanique n'a ni épuisé ses conséquences, ni tari la source des dangers qui, depuis deux ans, ne cessent de nous menacer.

XI

LA RÉPONSE DE LA RUSSIE

14 mars 1914.

Les Russes viennent de répondre paisiblement et placidement aux Allemands : « Nous ne voulons pas la guerre, mais nous sommes prêts à la faire. » Et ils ont dit aussi : « Nous avons deux millions et demi de naissances par an. Ceci nous permet d'accroître nos effectifs en temps de paix sans effort. »

Que les réponses émanent de M. Soukhomlinow, ministre de la Guerre, de M. Sazonow, ministre des Affaires étrangères, ou de publicistes quelconques, elles ont leur valeur propre intrinsèque, décisive. Qu'est-ce que l'Allemagne peut opposer à l'accroissement des naissances russes ? Le chiffre de sa natalité ? La lutte est impossible. Il lui faudra un jour venir à composition et causer. Qu'elle regarde

autour d'elle : l'Angleterre, fière, elle aussi, jadis, de son hégémonie maritime, est devenue conciliante. L'Allemagne, qui s'enorgueillit de son hégémonie continentale, s'aperçoit, depuis quelque temps, que la Triplice, militairement, n'est qu'une Duplice austro-allemande et que le jour est arrivé où elle doit compter avec un cercle de baïonnettes et de canons qui déjà, lui inspire le respect. Prévenir le moment où elle sera la moins forte? C'est l'argument qu'on faisait valoir ces temps derniers à Vienne et à Berlin. La guerre préventive? Mais c'est la partie dangereuse, le va-tout insensé que l'écrivain propose, mais que l'homme d'Etat hésite à jouer. La force des phrases prend sa limite dans la force des choses. Aussi est-ce à l'aide d'un argument d'arithmétique que Saint-Pétersbourg a douché Berlin d'une façon qui paraît suffisante, mais qui était nécessaire¹.

1. M. Paul Cambon écrivait à M. Bienvenu-Martin, ministre des Affaires étrangères par intérim le 24 juillet 1914. « Le comte Benckendorff m'a dit que le prince Lichnowsky, à son retour de congé, *il y a un mois environ*, lui avait témoigné des vues pessimistes au sujet des rapports entre Pétersbourg et Berlin. Il avait noté l'inquiétude causée dans cette dernière capitale par les bruits d'entente navale entre la Russie et l'Angleterre, par la visite du tsar à Bucarest et par le renforcement de l'armée russe. *Le comte Benckendorff en avait con-*

Contre toute accusation de politique belliqueuse, la Russie peut faire valoir que c'est son souverain qui a pris l'initiative de la Conférence de la Haye, qu'en Extrême-Orient, elle a subi l'attaque japonaise, que pendant la crise balkanique ses hommes d'État furent « bons Européens » et amis dévoués de la paix. En lui attribuant une préméditation guerrière pour 1917, on l'a offensée. Nous comprenons son indignation, mais nous constatons avec joie qu'elle n'a pas éprouvé le moindre émoi.

Quant à l'agression morale de la presse allemande contre nos alliés, elle a produit en France les meilleurs effets possibles. Elle a dissipé la crainte que l'emprise germanique fût trop forte à Pétersbourg, elle a rassuré les esprits sinon inquiets, du moins indécis à cet égard. Les explications d'ordre militaire attribuées au général Soukhomlinow ont, certes, très heureusement impressionné notre grand public.

La paix du monde, chère à la Triple-En-

clu qu'en envisagerait volontiers en Allemagne une guerre avec la Russie, Le Sous-Secrétaire d'Etat a été frappé, comme nous tous, de l'air soucieux du prince Lichnowsky depuis son retour de Berlin... » Livre jaune. Guerre européenne, 1914, p. 52.

tente, est bien gardée, puisque pour la faire respecter l'Angleterre a ses flottes, la Russie et la France ont leurs armées.

XII

LE PESSIMISME DE M. DE WITTE

16 mars 1914.

Personne n'a oublié que la dernière crise ministérielle russe, en écartant de la scène politique M. Kokovtsov, faisait passer au premier plan M. de Witte et son influence politique.

Il est donc de toute évidence que les impressions de cet homme d'État reflètent, sur l'heure, les opinions dominantes de la Russie. Or, M. de Witte est pessimiste, et dans une récente interview, il estime que les rapports entre les puissances deviennent chaque jour plus inquiétants.

« Ces rapports, dit M. de Witte, entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente, manquent de netteté. » Et, il ajoute, que comme

les deux groupes diplomatiques sont composés d'éléments hétérogènes l'un et l'autre peuvent réserver des surprises. Des deux côtés, trop de causes de malaise et d'irritation.

L'interview de M. de Witte n'est certainement pas faite pour dissiper les inquiétudes. D'ailleurs, il faut bien le dire, d'autres indices signalent la gravité de la situation actuelle.

Est-ce cette situation qui vient de décider M. Goremykine à convoquer, dans une conférence secrète, les chefs des fractions politiques et les membres influents de la Douma, y compris ceux de l'opposition modérée, l'extrême gauche se trouvant exclue?

Quelles sont les mystérieuses préoccupations du nouveau ministre, lorsqu'il exige le huis-clos pour les affaires impériales? Tout le monde devine qu'il s'agit de crédits militaires, et surtout des considérations qui en commandent le vote sans débat public.

Ne clamons donc pas que nous avons échappé aux conséquences de l'alerte créée par la tension russo-allemande. La séance secrète de la Douma indique qu'il se passe, en Europe, des événements dignes d'attention.

L'attaque brusquée de la presse allemande

n'aurait-elle pas eu pour objet d'empêcher les résolutions que la Douma est appelée à prendre en séance secrète ? C'est ce que nous ne saurions tarder d'apprendre.

XIII

LA MISSION NAVALE RUSSE

21 juin 1914.

Le gouvernement russe vient d'envoyer en France une mission navale dirigée par l'amiral Roussine. Cette mission, qui traverse Paris, se rend à Toulon pour assister aux manœuvres navales, et aux tirs de l'armée de mer.

Comme pour la combinaison des forces de terre, la France et la Russie appliquent, depuis 1912, leur système d'accord aux forces navales. La mission actuelle est en fonction de ce dernier accord.

La Russie, qui est en train de restaurer sa marine, ruinée il y a dix ans, après les aventures de Port-Arthur et de Tsou-Shima, organise une flotte de cuirassés dans la Baltique, une autre dans la mer Noire, une division de croiseurs dans les mers d'Extrême-Orient.

Le *Temps* fait observer, très judicieusement, que « la flotte de la Baltique a une importance décisive, pour le dispositif terrestre de la Russie sur la frontière occidentale ». Notre confrère souligne : « Plus elle est capable de préserver la sécurité des côtes, plus elle laisse le jeu aux divisions échelonnées de Saint-Petersbourg au réduit polonais. Cette flotte, en cas de guerre, coopérerait directement à l'effort de l'armée. Il importe donc à la paix européenne qu'elle soit à la hauteur de sa tâche. »

En fait, on pourrait presque dire que la flotte de la Baltique est une sorte de corps d'armée dépendant des forces russes de Pologne.

Il n'en est que plus intéressant de constater que l'Alliance franco-russe a, finalement, évolué vers l'entente navale. De 1892 à 1912, durant vingt ans, les deux gouvernements français et russe ont méconnu l'importance de la coordination des forces navales. Constatons, avec satisfaction, qu'ils en sont venus à une plus sage appréciation des choses.

Souhaitons qu'il soit bientôt possible à nos marins de voir évoluer, dans les eaux de Cronstadt, une flotte russe qui puisse jouer un rôle

aussi important que celui de la flotte française à Toulon.

Pour le moment, le fonds de résistance de l'armée navale russe est composé par les 4 dreadnoughts lancés en 1914. Le programme de 1912 prévoit 4 navires plus importants que ces dreadnoughts, 4 croiseurs, 18 torpilleurs de haute mer et 12 sous-marins. Mais le programme est loin d'être exécuté.

L'examen des affaires maritimes russes ne doit pas nous faire oublier que l'Angleterre de son côté, multiplie son activité navale en Méditerranée. Pendant que la Russie se renforce sur la Baltique, le gouvernement de Londres se propose d'envoyer une flotte de dreadnoughts en Méditerranée.

Il serait injuste de dire que les puissances de la Triple-Alliance font seules montre de ténacité et d'énergie.

XIV

LE CONFLIT GERMANO-SLAVE

20 juillet 1914.

Il serait puéril de se le dissimuler : la principale raison des inquiétudes européennes c'est l'accentuation progressive du conflit germano-slave, que le moindre incident peut généraliser.

Même si l'on écarte les éternels tiraillements qui troublent et parfois ensanglantent les provinces de l'Autriche-Hongrie, où Tchèques, Polonais, Slaves du Sud se dressent passionnément contre les éléments germaniques, à la frontière de la monarchie dualiste le panserbisme suffit à mettre le feu aux poudres.

Jamais les Serbes de Serbie ne renonceront, au fond du cœur, à leur rêve d'union avec le Monténégro, la Bosnie et l'Herzégovine. Jamais

les Bosniaques, les Herzégoviniens, les Monténégriens ne renonceront expressément à l'espoir de se rattacher à la Serbie indépendante. Jamais non plus l'Autriche ne pourra accepter, de bon gré, de laisser se former sur ses flancs une grande puissance serbe, qui menacerait de lui fermer un jour l'accès de l'Adriatique. Et jamais, non plus, les Hongrois n'accepteront, de bonne volonté, de s'incliner devant les progrès des Slaves.

Pendant que l'Autriche est travaillée par le slavisme, l'Allemagne n'est pas moins alarmée. Le développement actuel de la Russie l'irrite, et l'irrite d'autant plus vivement que rien n'en peut restreindre l'ampleur.

L'empire des tsars, demeuré jusqu'à présent une province économique, un hinterland commercial de la Germanie, aspire à conquérir son indépendance, par suite de la création d'une industrie nationale devenue considérable. Il est amené par la force des choses à se protéger contre les produits allemands. Le *Made in Germany*, qui, il y a vingt ans, troubla Londres, déjà émeut Pétersbourg. Il faudra bien, dans des discussions prochaines, que la diplomatie russe défende sa métallurgie, ses

textiles, ses produits manufacturés de toute nature, au moment du renouvellement des traités de commerce.

Perdre une clientèle de 180 millions d'individus serait, pour l'Allemagne, un désastre économique que nulle compensation ne saurait faire oublier. Berlin, les armes à la main, attaquera-t-il les tarifs douaniers réclamés par l'industrie russe?

Qu'advient-il de tant d'antagonismes entre les races, les ambitions historiques, les intérêts économiques? Nul ne saurait le dire. Mais les Slaves désirent, avec la passion des puissances jeunes, grandir, s'émanciper et triompher. Qui pourrait le leur reprocher? A la vigueur physique, à l'intensité des passions, ils joignent une culture politique et économique qui, pour fraîche qu'elle soit, n'en est pas moins un moyen de succès.

En présence de tant d'incertitudes, la Russie accroît ses effectifs, accroît la durée du service militaire, surveille les Balkans, observe l'Autriche et l'Allemagne, ne perd pas des yeux le Japon, la Chine et la Perse. Elle veut avoir deux millions d'hommes sous les drapeaux, s'y prépare et consacrera prochaine-

ment, aux dépenses navales, un budget égal à celui de l'amirauté anglaise. Cessons de croire que les problèmes politiques de l'Occident sont seuls à conditionner la paix du monde.



QUATRIÈME PARTIE

LES PROVOCATIONS DE L'AUTRICHE

I

LA MAISON D'AUTRICHE

13 novembre 1912.

Les lecteurs du *Rappel* n'ont peut-être pas oublié les nombreux articles consacrés dans le journal, depuis 1908, aux affaires autrichiennes.

Avec une satisfaction intime nous pouvons rappeler qu'ici, on a dénoncé, sans arrêt, les erreurs, les fautes, les mauvais procédés de l'Autriche à l'égard des Serbes, pendant la période ærenthaliennne.

Nous n'avons pas eu de peine à prévoir à quelles difficultés se heurterait un jour le gouvernement de Vienne. Nous n'avons pas

hésité à prédire que la chancellerie autrichienne renouvellerait, dans la péninsule des Balkans, les fautes qu'elle avait commises autrefois dans la péninsule italienne.

Les hommes d'État autrichiens se flattent d'être des réalistes. Et, parce qu'ils savent la valeur des forces de coercition et de séduction, ils imaginent connaître toute la réalité. Est-ce un réaliste celui qui méconnaît la puissance d'un idéal? Est-ce un réaliste, celui qui ignore qu'une longue compression des besoins d'un peuple détermine des réactions violentes?

M. d'Ærenthal et ses imitateurs n'ont pas été des réalistes. Ils ont été les sectateurs attardés d'une religion politique archaïque. Ils ont voulu continuer Metternich et Bismarck. Ils se sont condamnés à imposer à l'Europe, en l'heure actuelle, le plus redoutable problème politique qui se soit posé depuis un siècle.

Car, ne nous le dissimulons pas, ce n'est pas à des guerres restreintes, à des duels de peuples, c'est à une guerre générale, à une guerre totale et européenne qu'ils nous ont, pas à pas, amenés.

Nous sommes aujourd'hui sur le seuil.

En 1909, nous avons dénoncé, ici, le ca-

ractère de la politique de M. d'Ærenthal, après avoir vigoureusement protesté contre l'opération diplomatique concernant la Bosnie et l'Herzégovine, puis contre la politique anti-serbe.

« Il serait impossible, disions-nous, de rien comprendre à la politique générale de M. d'Ærenthal si l'on ne savait qu'elle est presque uniquement dirigée contre les Slaves. Slavophobe à l'intérieur, le ministre viennois est aussi slavophobe à l'extérieur. Tchèques, Croates, Serbes, Russes voilà ses ennemis. S'il s'acharne contre la Serbie, s'il exige d'elle une attitude de modestie humiliée, c'est afin de triompher aussi de tout le slavisme...

« En réalité, M. d'Ærenthal a peur. Il a peur des mouvements tchèques en Bohême, il a peur des mouvements serbes en Bosnie et en Herzégovine, il a peur des mouvements serbes chez les Esclavons, il a peur des mouvements serbes chez les Croates. Pour cacher sa peur, il joue de l'intimidation ; il menace la Bohême d'un dépeçage ; il menace les Croates de procès monstres ; il menace tout le *serbisme* extérieur de ses armées et de sa colère.

« Il lui faut l'humiliation de la Serbie indé-

pendante pour ramener dans le devoir ses propres hordes slaves; il lui faut une Russie indécise... » (21 mars 1909).

Un peu plus tard, nous disions encore : « Mais, s'il est possible d'obtenir aujourd'hui l'effacement complet de la Serbie, s'ensuit-il de là que le panserbisme soit dissipé à jamais ? Il serait bien étrange que M. d'Ærenthal lui-même se fît illusion à ce sujet.

« Le peuple serbe, comme tous les peuples jeunes, a besoin d'espérance pour vivre. Le peuple serbe, comme tous les peuples énergiques, a besoin de s'étendre et *de gagner les rivages voisins*, dont l'attraction est indéniable. Le peuple serbe inaugure seulement sa vie publique et internationale : M. d'Ærenthal représente un État bien vieux et qui, s'il s'enorgueillit de sa force militaire, ne peut se tromper sur les dangers de toute nature qui le menacent...

« Il y a en Serbie des cercles nationaux, des écrivains, des savants qui représentent l'esprit national autant, au moins, que le gouvernement lui-même. M. d'Ærenthal aura beau faire : l'idée panserbiste est lancée; il ne l'arrêtera pas » (28 mars 1909).

M. d'Ærenthal est descendu dans la tombe. Ses successeurs héritent de ses fautes. Il a imposé à la monarchie des Habsbourg une politique de provocation anti-slave, que ses prédécesseurs, sous l'influence plus sage de François-Joseph, n'avaient pas voulu pratiquer. Il a voulu attribuer à la Maison d'Autriche une politique dirigeante en Europe, il a voulu ramener l'attention du monde sur Vienne. Et, comme au xvi^e siècle, comme au xvii^e siècle, comme au xviii^e siècle, la Maison d'Autriche va devenir la directrice d'une politique de conflits et de complications internationales, si...

Si, elle ne veut pas reconnaître qu'il n'est plus permis à un peuple de dire à un autre peuple : *Veto*; si elle croit que certaines puissances ont le droit de prononcer des interdictions intransigeantes; si elle n'a pas le sentiment de l'état précaire d'un empire dont la dissolution pourrait suivre une aventure de guerre; si elle méconnaît que, depuis ses défaites antérieures, des *peuples* se sont réveillés dans son sein, prêts à s'émanciper; si elle oublie qu'elle n'a dû qu'à la Russie, en 1848, d'échapper à la catastrophe; si elle ne comprend pas que l'Europe est une démocratie

de peuples, une société de nations, comme dit Léon Bourgeois, qui n'autorise plus, aujourd'hui, aucun peuple à dicter sa loi impérieusement aux autres.

La Maison d'Autriche prendra donc demain de grandes responsabilités devant le monde. Elle dira si elle veut discuter pacifiquement ses prétentions, sans morgue et sans violence, ou si, uniquement tournée vers le recours à la force, elle veut sommer, une fois encore l'Europe de subir son caprice ou sa loi.

II

LE POINT DE VUE DE L'AUTRICHE

19 décembre 1912.

L'Autriche, émue de la campagne de presse française — si l'on peut donner ce nom à des argumentations pressantes et réitérées — comprend qu'il convient qu'elle s'explique devant le monde sur son attitude. C'est ce que, par des voies officieuses, elle vient de faire. Tel est, en effet, l'objet de la lettre de M. Sieghart au *Temps*.

Ce document, d'une importance incontestable, veut établir : 1° que les préparatifs militaires austro-hongrois n'ont pas précédé, mais suivi, des mobilisations d'essai russes dans les régions voisines de la Galicie ; 2° que la Serbie a été traitée avec bienveillance par sa voisine transdanubienne, qui ne l'a pas inquiétée dès le début de la campagne, comme elle pouvait

le faire en mobilisant alors; 3° que l'Autriche est amie de tout le monde et veut rester l'amie de tout le monde, même des Russes et des Serbes.

Il est à présumer que ce plaidoyer *pro modo* produira un bon effet. L'inspiration qui l'a dicté est louable. Les pointilleux rechercheront l'exactitude chronologique des événements précités, et nous verrons, alors, si l'Autriche a mobilisé la seconde et la Russie la première. Les politiques retiendront de la déclaration de M. Sieghart que l'Autriche veut vivre en bons termes avec la Serbie, qu'elle n'inquiétera pas le gouvernement de Belgrade s'il cherche à occuper un port sur l'Adriatique, et qu'elle ne contestera pas la légitime occupation des territoires récemment conquis.

Mais l'Autriche prétend se mettre à l'abri des attaques du panserbisme et du panslavisme; elle regardera comme une ennemie la Serbie, si celle-ci prétend devenir le centre de la propagande anti-autrichienne dans les provinces méridionales de la monarchie dualiste. En un mot, l'Autriche veut obtenir de la Serbie qu'elle ne cherche pas à désagréger le grand État danubien de l'Europe centrale par son action

morale, par ses revendications historiques ou ethnographiques.

Tout cela, nous l'avions pressenti. Tout cela, nous le savons maintenant avec autant d'exactitude que si M. Sieghart l'avait écrit textuellement. Au fond, l'Autriche prétend faire reconnaître par la Serbie le *statu quo* territorial de la monarchie des Habsbourg, et exige, pour l'avenir, une sorte de « garantie de désintéressement » des Serbes au delà du Danube.

Pour le moment, il paraît que les sentiments exprimés par le document viennois seraient de nature à simplifier l'imbroglio diplomatique. La Serbie ne peut prétendre provoquer l'Autriche, en affichant les désirs d'expansion nouveaux. A Belgrade, on va donc faire preuve de sagesse et de modestie. Le cap difficile sera doublé, demain, aisément. Mais il faudra repasser devant, un peu plus tard. C'est le cap des Tempêtes. Et alors ? Alors, la tension européenne recommencera à se manifester, à moins que l'Europe, lasse d'un conflit exaspérant et chronique, ne s'irrite contre les imprudents et les violents et laisse, désormais, spectatrice désabusée, les Destins s'accomplir.

III

L'ATTITUDE DE L'AUTRICHE

28 avril 1913.

Le point de vue de l'Autriche est facile à comprendre pour quiconque, depuis six mois, a suivi attentivement les vicissitudes de la politique balkanique. Le gouvernement de Vienne n'a cessé de piaffer pendant tout l'hiver, impatient de s'échapper et de chevaucher librement au delà du Danube. Son intervention pouvait ruiner les plans des alliés, obliger les Serbes à rebrousser chemin. On a longtemps craint que les troupes autrichiennes ne vinssent compliquer, par leur irruption à Belgrade, la situation dans la péninsule, déjà embrouillée, et déterminer la conflagration européenne, pendant plusieurs mois redoutée.

Or, la paix a été maintenue. L'Autriche a eu beau mobiliser, sa mobilisation n'a pas eu de

conséquences. Son abstention a été appréciée de l'Europe. La Conférence de Londres, qui peut se flatter d'avoir enrayé l'élan guerrier de François-Ferdinand, comprend aujourd'hui qu'elle ne se dégagerait pas impunément vis-à-vis de l'Autriche. Or, la monarchie dualiste a exigé la création d'une Albanie autonome, et l'annexion de Scutari à ladite Albanie.

Sans doute, nous ne nous dissimulons pas tout ce qu'il peut y avoir de factice dans la conception d'un État albanais. Trouvera-t-on jamais, parmi ces populations pillardes, de quoi faire autre chose qu'un agrégat de brigands ou un rassemblement de clans disparates et entre soi hostiles? Non, certainement non. Et l'Albanie nous réserve dans l'avenir mille et une difficultés. Toute la question d'Orient renaîtra dans ce microcosme.

Mais pour le moment là n'est pas la question. L'Autriche veut l'Albanie ou menace de faire une guerre, et l'Europe préfère tout à cette guerre. Elle cède donc à une pression du gouvernement de Vienne qu'il est plus diplomatique de ne pas qualifier.

Vienne, par cette attitude disgracieuse, gagnera-t-elle beaucoup d'avantages moraux

et matériels ? Nous en doutons. Elle accumule une belle provision de rancunes pour l'avenir, et, dans le monde moral comme dans le monde physique, rien ne se perd, rien ne se crée. Tout cela se retrouvera en fin de compte. L'Autriche accentue les animosités slaves, elle indispose l'Europe, et elle triomphe momentanément. Mais il y aura une suite. Gare à la suite !

IV

LES TICS DE L'AUTRICHE.

22 octobre 1913.

L'Autriche est comme ces personnes nerveuses qui, par des gestes incoercibles, révèlent certains troubles morbides, fâcheux. Elle a des tics.

L'un consiste à tarabuster les Serbes à propos de tout, et à propos de rien.

L'autre se traduit par des manifestations intempestives, destinées à émouvoir l'Europe et à démontrer, *urbi et orbi*, que le chancelier autrichien et le Ballplatz « sont un peu là ».

Singulières méthodes ! Si c'est par ces procédés qu'on veut rappeler les grands ancêtres, qui illustrèrent la maison des Habsbourg dans le monde, de Charles-Quint à Ferdinand II,

de Marie-Thérèse à Joseph II, de Kaunitz à Metternich, on se trompe.

Le comte Berchtold n'intimide plus personne, n'intrigue plus l'Europe, n'étonne plus le monde. Disons-le sans ambages.

Dans la question de l'ultimatum adressé aux Serbes, l'outrance est telle qu'on ne peut imaginer qu'à Vienne on ait pu croire, même un instant, que l'Europe consentirait à s'é-mouvoir. Les affaires albanaises regardent les grandes puissances, qui sont six, et non l'Autriche seule. Puisqu'on a voulu naguère, sur les bords du Danube, internationaliser la question d'Albanie, on doit lui laisser son caractère international. L'Europe fixera les frontières indécises. L'Autriche n'a besoin, pour arriver à ce résultat ni de sortir son sabre, ni d'en faire traîner le fourreau bruyamment sur le pavé. Elle est tout à fait hors de son rôle, et de son droit, lorsqu'elle prétend se substituer à la conférence de Londres, aux Commissions qui en émanent, aux Puissances qui la constituent. Telle est la vérité.

Vienne la reconnaîtra, évidemment sans tarder. Mais, contre sa volonté, elle gagne chaque jour un partisan à la cause adverse,

en affectant de traiter les Serbes en parias, et en prenant figure de personne acariâtre dont le commerce devient, chaque jour, plus difficile dans la *société des nations*.

Tout cela est fort regrettable. On nous disait que l'Autriche cherchait à montrer un visage amical à la France pour gagner ses bonnes grâces. Soit ! Mais, en France, l'opinion règne, l'opinion qui n'aime pas à voir les gens tracasser les faibles, ou chercher aux voisins des querelles, qu'on finira par appeler des querelles d'Autrichiens.

V

L'EMBARRAS DU COMTE BERCHTOLD

23 novembre 1913.

Le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, a fait devant les délégations austro-hongroises un long exposé dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne brille ni par l'élévation de la pensée, ni par le dessin sincère et exact de ce que fut sa politique.

En vérité, l'homme d'État autrichien, qui a présidé aux destinées de la diplomatie de son pays pendant la crise orientale, sait fort bien que son exposé est obligé de pallier la part de politique d'intimidation, qui lui fut propre, et la part de politique conciliante, qui fut celle du souverain. Admettons que le ministre ait traduit, en son temps, des volontés fortes qui s'imposaient à lui, mais que le *veto* impérial annihilait, et nous aurons peut-être le mot de l'énigme et le

sens du discours sibyllin de ces jours derniers.

A nos yeux, d'ailleurs, peu importe : l'Autriche, malgré son style diplomatique, son maniement excessif d'arguments militaires, n'a pas rompu la paix. Sachons-lui en gré. Mais que ses ministres n'exigent pas de nous un acquiescement général auquel, dans toutes les circonstances, ils ne pouvaient prétendre.

Si le comte Berchtold connaissait mieux l'opinion française, il n'écrit pas, comme il l'a fait : « Si de temps en temps, des voix peu amicales pour nous se font entendre dans la République, on ne peut guère en trouver l'explication. »

Nulle explication, au contraire, n'est plus facile à trouver. Assurément, comme le dit M. Berchtold, il n'y a pas d'intérêts appréciables qui séparent l'Autriche de la France. Mais précisément, l'opinion française, dans sa liberté, sa spontanéité, reste sensible au caractère des actes politiques et diplomatiques de l'étranger, et elle se cabre quand elle sent qu'il y a, quelque part dans le monde, des forts qui, — parce que forts, — prétendent régenter les faibles, — parce que faibles.

Les Serbes ont recueilli chez nous, très fréquemment, le bénéfice de l'irritation que le public éprouvait, quand il assistait au spectacle d'un déploiement déplaisant de forces autrichiennes pour appuyer telle thèse diplomatique insoutenable en droit, et qui n'empruntait sa valeur qu'aux baïonnettes et aux canons.

L'opinion française, qui est généreuse, ne se conquiert pas par l'ostentation d'une politique d'arrogance et de menace. Elle eût mieux compris les intérêts autrichiens, qui parfois étaient légitimes, si on eût employé pour les défendre d'autres moyens et un autre ton.

Et voilà pourquoi « dans la République, des voix peu amicales se sont élevées parfois ».

M. Berchtold le comprendra-t-il enfin ? C'est ce que nous voulons croire, et s'il veut se concilier le public français, comme il prétend avoir gagné *les sphères compétentes*, il ne lui reste plus qu'à adopter le style diplomatique, et la manière politique qu'il convient.

VI

AUTRICHE ET RUSSIE

26 février 1914.

Personne n'a oublié la tension austro-russe, qui, naguère, faillit amener la conflagration européenne. Il n'était alors question que de corps à corps prochains entre les kaiserliks de François-Joseph et les cosaques de Nicolas II. Et l'on évoquait l'irréductible opposition de Vienne et de Pétersbourg dans les Balkans...

Les feuilles des arbres n'ont pas poussé deux fois, depuis cette période d'émois et d'excitations fébriles, que déjà la presse viennoise, qui jamais n'opère sans céder à des impulsions très précises, veut tâter l'opinion russe au sujet d'un rapprochement sérieux, durable et pour ainsi dire indestructible, entre les cours de l'Est. Après que la *Wiener Allgemeine Zeitung* a solennellement enterré l'al-

liance franco-russe — sous prétexte que des journalistes français ont trouvé l'alliance insuffisamment active — un autre journal de la capitale danubienne pousse plus loin les choses, et la *Reichpost* préconise, tout simplement, le renouvellement de l'alliance des Trois Empereurs, comme au temps passé.

« Un rapprochement russo-austro-allemand donnerait, dit notre confrère autrichien, à la Russie toutes garanties pour son expansion asiatique. Cette alliance est d'accord avec les vraies traditions historiques : les armées qui ont accablé Napoléon unissaient les soldats russes aux Autrichiens et aux Prussiens, comme la Sainte-Alliance consacra pour près d'un demi-siècle l'union des souverains de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin. »

Voilà qui est net ! Lâchez la France et prenez l'Autriche ! Que le journal autrichien ne pousse pas sa pensée à fond, et qu'il ne rappelle pas que c'est à la Russie que la dynastie autrichienne dut son salut en 1848-1849, quand la répression du républicanisme hongrois fut l'œuvre des troupes du tsar, cela se conçoit ! Mais, en l'espèce, ce n'est pas la Russie qui fut l'obligée de l'Autriche : c'est l'Autriche

qui reste l'obligée de la Russie. Comment Vienne a payé Pétersbourg, on le sait, et près de cinquante ans d'opposition à l'influence russe dans les Balkans en furent le solde. Si les Autrichiens oublient que leur *Drang nach Osten* marqua le commencement d'une lutte sourde contre le slavisme dans la péninsule orientale, les tsars l'ont-ils oublié?

Il ne faudrait pas dramatiser et, de quelques manifestations de presse, tirer des conclusions hâtives ou excessives. Cependant, en matière de relations extérieures, il n'y a pas de détail insignifiant. La perche, tendue par les journaux viennois à la Russie, n'est peut-être qu'une gaffe individuelle. Cela n'est pas vraisemblable.

La diplomatie autrichienne s'est montrée trop entreprenante depuis l'affaire de Bosnie-Herzégovine, pour que nous oublions ses audaces antérieures. A la vérité, pour l'heure, ce ne sont pas les ministres qui parlent, ce sont les publicistes qui écrivent. Importante distinction. Mais, pourtant, nul ne s'imaginera que certaines initiatives de presse soient spontanées, dans un pays comme celui du comte Berchtold.

Est-ce la venue aux affaires de M. Goremykine qui a encouragé certaines espérances sur les bords du Danube? Est-ce l'annonce d'un coup de barre à droite et d'une tendance germanophile du nouveau gouvernement? On nous dit que le successeur de M. Kokovtsov est partisan de l'alliance franco-russe, et qu'il s'incline devant cette force nouvelle de l'opinion russe : la Douma. Les Autrichiens se tromperaient donc.

Espérons-le.

VII

LA TRAGÉDIE DE SARAJEVO

29 juin 1914.

Les risques professionnels du métier de souverain s'étendent désormais jusqu'à la fonction d'héritier présomptif de la couronne. Voilà qui ressort des nouvelles qui, hier, nous sont parvenues d'Autriche, de Bosnie et d'Herzégovine. L'archiduc François-Ferdinand et l'archiduchesse ont succombé à un double attentat qui illustre, une fois encore, en couleur de sang, l'histoire contemporaine de la famille impériale autrichienne (1).

(1) Guillaume II a spéculé plus tard, auprès de Nicolas II, sur le crime politique de Sarajevo : « L'agitation sans scrupule qui se poursuit depuis des années en Serbie a conduit au monstrueux attentat dont l'Archiduc François-Ferdinand a été la victime. L'état d'esprit qui a amené les Serbes à assassiner leur propre roi et son épouse règne encore dans ce pays. Sans doute conviendras-tu avec moi que tous deux, toi aussi bien que moi, nous avons, comme tous les souverains

Tout le monde redira les deuils successifs et cruels qui se sont multipliés depuis un demi-siècle autour de François-Joseph, le vénérable souverain de Vienne, dont les malheurs sont célèbres.

Ce sont des scènes de véritable tragédie antique, de drame shakespearien, que les épisodes rouges du règne de ce vieillard, commencé au milieu des convulsions révolutionnaires de 1848 et qui s'achève dans les soubresauts tumultueux de la crise balkanique.

Car il n'y a pas à se le dissimuler, ce ne sont pas un prince et une princesse quelconques, qui succombent sous les coups des révolutionnaires antimonarchistes : ce sont les auteurs responsables de la politique d'extension autrichienne dans les Balkans, qui sont frappés à mort.

Si l'on remarque que la poussée de l'Autriche, de la Drave et de la Save jusqu'à l'Épire par la Bosnie, l'Herzégovine, l'Albanie, répondait au double vœu d'affirmer la prépondérance

un intérêt commun à insister pour que ceux qui sont moralement responsables de ce terrible meurtre reçoivent le châtiment qu'ils méritent ». *Livre jaune. Guerre européenne, 1914. Télégr. de Guillaume II à Nicolas II, p. 209.*

du germanisme sur le slavisme, aux rives de l'Adriatique, et de faire prévaloir la Croix latine sur la Croix grecque, on comprend la violence de tous les intérêts moraux, politiques et religieux menacés. Depuis 1908, les colères n'ont cessé de gronder dans l'Ouest des Balkans.

Sans pouvoir apporter, déjà, des affirmations décisives sur le caractère du drame que nous enregistrons, il apparaît bien cependant, à première vue, qu'il est un épilogue de la crise balkanique, comme l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine en ont été le prologue. Tout se suit. Le malheureux prince de Wied, protégé lointain de l'archiduc, aux prises avec les difficultés que l'on sait, au moment où l'archiduc périt misérablement, ne survivra pas, politiquement, à la disparition de son tuteur réel.

Horreurs, violences, guerres, assassinats, autant de modalités de ce drame des Balkans, drame en cent actes divers et dont on n'entrevoit pas la fin.

Sans doute, personne, dans aucun pays civilisé, ne voudra se sentir solidaire du crime odieux, comme tous les crimes, qui vient d'ensanglanter Sarajevo. Mais comment les victi-

mes n'ont-elles pas prévu qu'en provoquant les passions nationalistes et religieuses en Bosnie, en Herzégovine, en Albanie, comme en Croatie et en Serbie, elles attireraient sur elles les menaces de la foudre ?

On a, sans arrêt, réprouvé ici le caractère, misérablement violent et sanguinaire, des affaires balkaniques. Ce ne sont pas les événements d'hier qui atténueront nos sentiments d'indignation et de colère. On pouvait prévoir les conséquences de la politique confessionnelle et passionnée du prince François-Ferdinand. Mais le crime qui s'explique ne s'excuse pas.

Un nouvel héritier entre en scène qu'on connaît peu.

Bien des gens vont nous prédire un prochain cataclysme de dislocation de l'Empire. C'est aller bien vite.

L'empire de François-Joseph n'est pas un gouvernement, mais une administration et une administration solide. L'Autriche continue.

VIII

LA LUTTE DES PEUPLES

2 juillet 1914.

Le gouvernement serbe n'est pas responsable du crime de Sarajevo. Le gouvernement autrichien n'est pas responsable des représailles anti-serbes dans la monarchie dualiste.

Cela est de toute évidence. Des esprits prévenus ou mal informés, pourraient, seuls, affirmer que des ministres ou des souverains ont ourdi, ici ou là, des complots.

Les événements qui se déroulent, d'ailleurs, sous nos yeux, n'en apparaissent que plus graves. Des mouvements de peuples, de races, des haines de religion, des heurts de passions collectives sont mille fois plus redoutables que les plussinistres intrigues d'un machiavélisme sanglant. Ce qui est profondément alarmant, dans les faits dont nous sommes témoins, c'est

qu'ils traduisent une mentalité effroyable, susceptible de renouveler les plus odieux attentats de la force.

Que l'on crie : « A Belgrade ! » dans un certain monde autrichien, quoi de surprenant ? N'est-ce pas, de ce côté, l'objectif que l'anéantissement de la capitale de la Serbie, que sa domestication, à défaut d'une suppression totale ?

La politique autrichienne de M. d'Ærenthal depuis longtemps a cherché, dans les menaces de la force, la solution d'un problème politique que le droit seul peut régler.

Empêchera-t-on éternellement les Serbes de rêver l'union de tous les Serbes ? Qui peut se flatter d'enrayer le panserbisme ?

La politique autrichienne devra se résoudre dans les Balkans et autour des Balkans, à laisser faire, à laisser passer une doctrine politique qui puise sa force au fond des cœurs dans toute une race éparpillée, et qui veut « bloquer » nationalement.

Sans doute, l'Autriche peut menacer. Elle peut même préparer une guerre. Elle peut obliger la Russie, si délibérément pacifique, à sortir de son impassibilité si méritoire. Elle

peut par des folies de langage ou de geste, provoquer le panslavisme endormi. Et ensuite?

Ni l'âge du vieil empereur, ni l'âge du jeune héritier présomptif n'autorisent, au point de vue autrichien, une attitude de provocation. Ce serait courir aux abîmes que de déchaîner la guerre aujourd'hui.

Que l'Autriche cesse donc de crier : « A Belgrade ! » A la démente de Sarajevo ne doit pas répondre la folie de Vienne.



CINQUIÈME PARTIE

LE DÉSARROI DE LA TRIPLE ENTENTE

I

LONDRES ET BERLIN

13 février 1912.

Le voyage de Lord Haldane à Berlin est entouré d'un tel mystère que ce déplacement ministériel prend toutes les apparences d'une manœuvre diplomatique.

Déjà, les journaux libéraux anglais se sont mis à espérer un avenir de détente entre Londres et Berlin, tandis que les organes du pan-germanisme se sont mis à exprimer leurs craintes.

Sommes-nous arrivés au moment psychologique attendu par une partie des Allemands et des Anglais pour faire cesser la rivalité qui, depuis dix ans, sans aucun arrêt, a entraîné

les deux peuples à des efforts d'armements navals tout à fait extraordinaires, dans le sens le plus exact du mot?

Évidemment ceux des libéraux et radicaux anglais qui nourrissent des sentiments germanophiles, et qui préconisent des réformes démocratiques et sociales, estiment que la Grande-Bretagne ne pourra indéfiniment lutter pour l'accroissement de sa flotte. Il faudra bien un jour s'arrêter par défaut d'argent et pénurie de personnel maritime. Mais pour que l'arrêt pût se justifier, pour qu'il n'amènât pas une violente protestation de tous les unionistes et d'une fraction des autres partis, il faudrait obtenir de l'Allemagne qu'elle mît un frein à sa fureur de régner sur les flots.

L'essentiel donc, pour les partisans anglais de la restriction des armements navals, c'est d'obtenir de l'Allemagne une entente tendant à la limitation.

De quels arguments se servira-t-on pour décider l'Empereur et la Ligue navale germanique? Est-ce du côté socialiste ou national libéral que viendra la pression? On ne sait encore. Guillaume II et les collaborateurs de son œuvre maritime renonceront-ils à pousser

de l'avant si on leur promet des accroissements territoriaux au delà des mers? D'aucuns prétendent qu'au moyen des colonies portugaises un arrangement serait possible dont le Portugal lui-même favoriserait la solution.

Il est trop tôt pour se faire une opinion. Mais on doit penser, dès à présent, que le cabinet de Londres ne s'engagera pas sans aviser Paris et Saint-Pétersbourg. Pousser de hauts cris, et déclarer que la Triple Entente est menacée, serait excessif et peu judicieux. Il est sans doute plus sage de constater qu'il règne, pour l'heure, dans les zones politiques anglaises, un esprit de conciliation et de pacification qui est louable et précieux.

Et mettre l'Allemagne au pied du mur en l'obligeant à découvrir toute sa pensée n'est peut-être pas d'une mauvaise politique. Mais nul détail n'est à négliger dans l'examen des événements actuels qui, pour surprenants qu'ils soient, n'échappent pas à une certaine logique : l'influence des partis démocratiques sur la diplomatie se fait puissamment sentir d'ores et déjà en Grande-Bretagne. Que vont faire les démocrates allemands?

II

LES RELATIONS ANGLO-ALLEMANDES

19 février 1912.

Depuis le voyage de lord Haldane à Londres, M. Asquith et sir Édouard Grey, ainsi que le chancelier de Bethmann-Hollweg, se sont exprimés publiquement pour souligner, d'un commentaire optimiste, le caractère d'une négociation dont le fond reste dérobé aux investigations du public.

Le mot d'ordre, à Londres comme à Berlin, est de dire : « Nous voulons créer des relations confiantes entre les deux pays. Nous voulons empêcher *l'opinion publique*, du côté anglais comme du côté allemand, de se passionner et surtout de s'exciter belliqueusement. Nous voulons établir l'harmonie entre l'état des esprits en général, et la volonté des deux

gouvernements en particulier, qui est, nettement et délibérément, de vivre en bonne intelligence et en paix. »

Pour le moment, d'ailleurs, les hommes d'État anglais et allemands s'abstiennent de déclarer sur quels points vont porter les accords. Mais, indubitablement, on cherche à s'accorder, et, de part et d'autre, on manifeste vivement le désir de faire tout ce qui est possible pour aboutir.

Chez nous, la nouvelle du voyage de lord Haldane en Allemagne n'a pas manqué de produire un gros effet — un effet sensationnel et profond. Cacherons-nous à nos amis de Grande-Bretagne ce que nous avons nettement exprimé à nos alliés de Russie, au moment de l'entrevue de Potsdam ?

Bien entendu, on ne doit pas se laisser envahir par ces impressions uniquement, et force nous est de réagir contre une sensibilité dont peu de pays comme la France sont susceptibles. Bien entendu, à raisonner froidement, à examiner politiquement les choses, nous nous rendons compte que l'éventualité d'une tentative de rapprochement — ne parlons pas encore du rapprochement lui-même

— devait se produire tôt ou tard entre Londres et Berlin.

Et tout d'abord, nous savons, depuis de longs mois — depuis plus d'un an assurément — les efforts inlassables qu'a faits une partie des libéraux et radicaux anglais pour amener cette tentative. Nous savons que, depuis la mort d'Édouard VII, la Triple Entente a été très vivement, très passionnément discutée en Angleterre ; elle a été soumise à la critique incessante et acerbe du *Daily News*, l'organe libéral officiel du rapprochement anglo-allemand. Nous savons également que, sans céder aux intimidations et aux pressions des tenants de la politique du *Daily News*, une importante fraction du Cabinet britannique a été remuée, ébranlée, et qu'elle s'est parfois associée publiquement aux manifestations des libéraux et radicaux germanophiles. C'était, en particulier, le cas de lord Haldane.

Nous savons également que le Cabinet libéral anglais se trouve aux prises avec les difficultés les plus ardues : il est appelé à faire une série de réalisations démocratiques, appelé aussi par la rivalité maritime avec l'Allemagne à accroître les dépenses navales. Peut-il sacri-

fier celles-ci à celles-là ? Peut-il concilier son goût pour les progrès intérieurs et la nécessité de tenir le premier rang sur mer ? Cruelle énigme. Si le gouvernement actuel sacrifie les réformes démocratiques, il prépare le retour aux affaires des unionistes. S'il laisse fléchir le prestige naval d'Albion, ce sont les unionistes encore qui le menaceront électoralement. S'ils obtenaient de l'Allemagne un ralentissement dans l'exécution de son programme naval, peut-être sauveraient-ils la face, et pourraient-ils ajourner, quelque temps encore, toute menace de retour offensif du parti conservateur.

Guillaume II, de son côté, désire-t-il serrer le frein, éviter des conflits avec un Reichstag qui est loin de se montrer favorable ? Pense-t-il qu'une détente diplomatique, du côté de l'Angleterre, justifierait un moindre effort naval aux yeux des Allemands les plus ardemment déclarés en faveur de la politique maritime, et qui sont gens puissants ?

A la vérité, il ne nous semble pas que, malgré les vœux du Cabinet libéral et ceux aussi de l'empereur lui-même, un changement radical puisse se produire immédiatement dans les relations anglo-allemandes. La supré-

matie navale est un dogme auquel aucun Anglais n'oserait renoncer, et Guillaume II s'est trop avancé dans l'action maritime pour pouvoir s'arrêter nettement, ostensiblement et décisivement. Il n'est pas possible à l'Allemagne de dire aujourd'hui : « Je me suis trompée ! »

Les deux gouvernements se trouvent engagés dans une périlleuse politique intérieure. Les libéraux anglais n'ont pas encore réglé le compte des lords et des unionistes. Guillaume II et M. de Bethmann-Hollweg se sentent empêtrés dans un conflit latent avec les radicaux et les socialistes. Embarrassés les uns et les autres dans leur pays, ils tentent actuellement de signer une trêve à l'extérieur. Bien entendu, cette tentative, qui nous aurait paru simplement dangereuse si elle s'était produite avant l'Accord du 4 novembre, peut, dans les circonstances actuelles, nous sembler beaucoup moins inquiétante.

Dans tous les cas, l'atmosphère, chargée de nuages cet été, paraît s'éclaircir progressivement, grâce à la détente consécutive de l'Accord franco-allemand.

Ce que l'on sent un peu partout, c'est que

le progrès des partis démocratiques a des répercussions dans l'ordre diplomatique. A mesure qu'ils deviennent plus puissants — et plus exigeants — ils font prévaloir une politique d'entente et d'accord, non pas par pacifisme sentimental, mais par l'obligation où ils mettent les gouvernements de grever leurs budgets de dépenses sociales. Si les libéraux anglais veulent enrayer les progrès du *Labour party*, si Guillaume II veut enrayer les progrès de la social-démocratie, ils seront obligés de limiter leurs dépenses navales dans un avenir prochain.

III

L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN

4 juin 1912.

Signe des temps, on recommence à parler de l'équilibre européen. Il est bien inutile de remarquer qu'il n'est jamais question de cet équilibre que lorsqu'une menace de rupture est redoutée. Aujourd'hui, c'est le *Times* qui, à propos d'un projet d'alliance, fait observer qu'une France puissante en Europe est indispensable à l'équilibre européen, et que l'équilibre européen est indispensable à la prospérité de la Grande-Bretagne. Les logiciens professionnels n'ont pas besoin d'intervenir, pour expliquer aux profanes le sens caché de ce raisonnement.

Historiquement, on peut constater que l'Angleterre s'est efforcée, en général, de travailler au maintien de l'équilibre européen. Depuis le

seizième siècle, au temps où Henri VIII disait avec ostentation : « Qui je défends est maître », jusqu'au début du dix-neuvième siècle, l'intervention de l'Angleterre contre le plus fort, sur le continent, a été la règle.

Au dix-neuvième siècle, le Cabinet anglais s'est porté « parfois » sur le plateau de la balance qui lui semblait le moins lourdement chargé. Mais il s'est abstenu « parfois » aussi de rectifier la pesée. S'il a aidé Napoléon III à faire contre-poids à Nicolas I^{er}, il a laissé la Prusse, victorieuse à Sadowa, poursuivre ses succès de Wissembourg à Sedan, de Sedan à Metz et de Metz à Paris. Il est juste d'indiquer que ce n'est pas une loi de l'histoire inéluctable et impérieuse qui a joué lorsque le gouvernement anglais s'est placé sur le terrain de l'équilibre européen. L'orgueil d'un Tudor, la passion d'une nation protestante contre un roi de France ennemi des calvinistes, l'intérêt bien entendu d'un peuple de colonisateurs contre un voisin redoutable aux Indes et en Amérique, la jalousie commerciale de marchands qui tremblaient de voir les Français à Anvers, ont beaucoup fait pour lancer l'Angleterre sur le continent durant trois siècles, non par une

vue abstraite de politique pure. Nicolas I^{er} désireux de maîtriser Constantinople, comme Napoléon I^{er} désireux de rester en possession des bouches de l'Escaut, a conduit les troupes de lord Raglan aux côtés des soldats de Pélissier en Crimée. Mais les progrès d'une certaine politique d'abstention systématique immobilisaient Victoria et Gladstone, il y a quarante-deux ans. Dira-t-on qu'en 1866 et en 1870 c'était la France qui menaçait l'Europe? Cela serait plus flatteur que juste, et nul ne saurait, bien informé, y acquiescer.

La vérité, c'est que le danger de l'avenir, pour l'Angleterre, n'est pas du côté de la France, mais du côté de l'Allemagne. Comment conjurer ce danger? Les Anglais dissenteront longtemps à ce sujet. Les uns diront qu'il faut renforcer encore et renforcer toujours la flotte, d'autres feront remarquer que ces précautions ne peuvent éviter la nécessité de créer une armée, susceptible d'intervenir sur le continent.

On l'a dit de différents côtés, dans la presse française, et il convient de le répéter ici. Ce n'est pas à nous, Français, de juger de l'opportunité pour l'Angleterre de perfectionner

son système militaire ou de maintenir le *statu quo*. C'est à l'Angleterre de savoir ce qu'elle veut faire et ce qu'elle peut faire. Ses décisions ne peuvent empêcher la France de considérer comme indispensable l'obligation de tenir la maîtrise de la Méditerranée entre Toulon et Bizerte, Alger et Ajaccio. Il s'agit par là d'assurer la liberté d'action du 19^e corps, la tranquillité de l'Algérie et de la Tunisie, probablement la neutralité de l'Italie. On ne saurait donc dire que notre dispositif de flotte est uniquement réglé par le désir d'être agréable à l'Angleterre, sans chance de réciprocité.

Les intérêts français et les intérêts anglais coïncident, et les arrangements navals actuels découlent de la nature des choses.

L'équilibre européen compromis en 1871 amenait, vingt ans plus tard, l'alliance franco-russe. La guerre russo-japonaise, en donnant un surcroît de force — par voie de conséquences — à l'armée allemande, amenait bientôt la politique de l'Entente cordiale. Il faut laisser le temps travailler pour l'avenir. L'équilibre européen, s'il est un jour menacé, devra être aussitôt consolidé par une intervention anglaise,

non pas parce que cela est la loi de l'histoire et l'effet d'une amitié nouvelle, mais parce que l'Angleterre a douloureusement regretté son abstention de 1870. Nos voisins d'outre-Manche ont vu leurs « rats de terre de cousins », comme disait Bismarck, se mettre à naviguer, et envisager la perspective de dominer le monde par le trident et par l'épée. L'épée passe encore. Le trident fait loucher nos amis insulaires. Attendons le résultat de leurs observations et examinons, simplement, avec intérêt, le conflit d'idées qu'incarnent lord Roberts et M. Haldane.

IV

L'ANGLETERRE ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

11 février 1913.

Le ministère Asquith se trouve, depuis son arrivée aux affaires, dans une situation difficile au regard des tendances de sa politique extérieure.

Héritier de l'Entente cordiale avec la France, inaugurée par les conservateurs, il a dû tenir compte de la germanophilie d'une partie de sa majorité libérale.

C'est ainsi que s'expliquent ses tentatives réitérées pour atténuer la rivalité navale avec l'Allemagne. Ces tentatives n'ont pas, jusqu'ici, été couronnées de succès, et si les déclarations de l'amiral von Tirpitz sont le signe d'un acquiescement allemand au principe d'une proportion à établir, par convention, entre les deux flottes, on est bien obligé de convenir

qu'elles sont un fait nouveau symptomatique.

L'Allemagne ne peut, pour des raisons budgétaires, accroître indéfiniment sa marine de guerre. L'Angleterre ne peut, sans contrarier les habitudes et les mœurs nationales, adopter le système du service militaire obligatoire. On se rend bien compte que l'Allemagne ne cherchera à établir un nouveau programme naval que si l'Angleterre adoptait une nouvelle organisation militaire.

Pour l'heure, les deux pays et les deux gouvernements paraissent comprendre qu'il vaut mieux *en rester là*. Si les propos de l'amiral von Tirpitz répondent à des prémisses posées par le voyage fameux de lord Haldane à Berlin, la situation s'éclaire.

Et la France? Et l'Entente cordiale? dirait-on. Il semble que le *Times* ait voulu prévenir les points d'interrogation que nous aurait fait poser la déclaration vraisemblablement prévue de l'amiral allemand.

Le grand journal de la Cité nous explique que l'armée anglaise est toujours prête à faire son devoir vis-à-vis de la France, ainsi que la flotte anglaise vis-à-vis de la flotte française. Cependant nous n'avons pas à compter sur

un accroissement des forces militaires britanniques. C'est simplement sur l'armée actuelle que nous aurions à faire fond.

On se réjouit ici, d'avoir à enregistrer une éclatante confirmation des sentiments et des vues qui présidèrent à l'établissement de l'Entente cordiale. L'Angleterre conservatrice ou libérale, ne peut sans se perdre, oublier que notre flotte doit être un appoint précieux pour sa flotte, comme son armée serait un appoint sérieux pour la nôtre.

Ceci dit, ne chicanons pas le cabinet Asquith si sa dextérité lui permet de satisfaire tout le monde... et sa majorité.

V

UNE AMBASSADE EXTRAORDINAIRE

22 février 1913.

Tous les bons Français, et à l'extérieur tous les amis de la paix, se réjouiront de la désignation de M. Delcassé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Le Gouvernement de la République, en chargeant l'ancien ministre des Affaires étrangères et de la Marine de la fonction diplomatique la plus éminente dans les circonstances actuelles, est revenu à cette tradition qui, à diverses reprises de notre histoire, valut, à des hommes d'État de premier plan, l'occasion d'occuper le poste de diplomates de carrière.

C'est qu'il est des heures où le « métier diplomatique » ne suffit pas, où l'autorité du talent, du caractère, de la carrière, parfois de la situation politique et parlementaire, sont

indiscutablement requis. Quand Talleyrand, après 1830, et Guizot, après lui, partaient pour Londres, quand M. de Morny, après la guerre de Crimée, partait pour Pétersbourg, c'est qu'il fallait, à tout prix, solliciter les services extraordinaires d'hommes d'État hors de pair.

Au moment où la question d'Orient, loin d'être dénouée, se pose plus que jamais, lorsqu'elle revêt un caractère nouveau sinon imprévu, lorsque l'état de l'Europe risque de déchaîner les complications les plus graves, si les responsabilités n'incombent pas à des diplomates particulièrement avertis grâce à un long usage du pouvoir, les risques alors se multiplient, et toutes les fautes sont à craindre.

Sans vouloir faire le procès de personne, nous devons bien constater que depuis longtemps nos représentants à Saint-Pétersbourg n'ont pas brillé par l'éclat des services rendus. La *carrière* a donné ce qu'elle pouvait. C'est peu. La main passe.

M. Delcassé a, jadis, au Quai d'Orsay, travaillé efficacement à cimenter l'Alliance; il a aidé à aplanir les difficultés anglo-russes au

moment de l'incident de Hull; il a été l'un des bons ouvriers du rapprochement de l'Angleterre et de la Russie. Dans les milieux gouvernementaux russes personne n'ignore quelle confiance particulière lui témoigne le tsar Nicolas II.

La mission extraordinaire de M. Delcassé correspond à une période difficile de la crise orientale et de la crise occidentale. L'Europe soulignera l'importance d'un choix qui porte sur un partisan actif, et un ami également dévoué de l'Entente cordiale et de l'Alliance franco-russe.

S'il y a encore une Triple-Entente vivante et agissante, M. Delcassé est l'homme le mieux désigné pour lui faire rendre tout ce qu'elle est capable de donner.

VI

L'ENTENTE CORDIALE A LONDRES

27 juin 1913.

C'est dans les commentaires de la presse anglaise, autant que dans les discours officiels, qu'il convient de rechercher l'état d'âme de nos voisins et amis, au sujet de l'Entente cordiale.

L'Entente cordiale, comme toutes les valeurs politiques et diplomatiques, est sujette à des variations. Le concept en doit être révisé, de temps en temps, si l'on ne veut pas courir le risque, par la cristallisation d'une idée autrefois exacte, de donner un sens périmé à des mots toujours identiques, recouvrant des réalités mouvantes.

Lorsque l'initiative du rapprochement franco-britannique fut prise par nos hommes de gouvernement, d'accord avec Edouard VII et lord

Lansdowne, l'Angleterre se trouvait au plus fort de son hostilité contre l'Allemagne. La rivalité, au sujet des armements navals, battait son plein. La main tendue à la France et, plus tard à la Russie, prenait une signification qu'il est superflu de préciser.

Depuis la disparition du précédent roi, depuis la stabilisation du Cabinet libéral, depuis surtout l'apaisement du conflit anglo-allemand, les tendances se sont modifiées, infléchies en Angleterre. Ce n'est pas la francophilie qui a baissé, c'est la germanophobie qui a décliné. L'évolution intime des sentiments britanniques ne s'est pas faite à notre détriment, nous en avons la conviction, elle s'est faite dans le sens très précis d'une politique d'apaisement européen.

Et c'est bien ce que proclament nos confrères britanniques les plus catégoriques, dans leurs actuelles déclarations : « En tant que l'Entente avec la France n'implique pas une menace pour d'autres intérêts, il n'y a qu'une opinion à son égard dans le pays; nous désirons qu'elle continue et qu'elle se fortifie », écrit le *Daily News*, La *Westminster Gazette* ajoute : « Nous désirons du fond du

cœur que l'amitié franco-anglaise puisse durer, et qu'elle aide les deux pays à entretenir des relations avec leurs autres voisins. »

La même note est donnée par le toast du lord-maire qui attend de l'Entente cordiale « une coopération harmonieuse et généreuse avec les autres grandes nations du monde pour assurer la paix, l'amitié et la concorde ».

Déjà, agissant sous leur responsabilité privée, certains membres du Parlement anglais recherchent, sinon à la Chambre des Communes, du moins dans la presse, quelles pourraient être les formes d'un accommodement entre la France et... une autre grande nation du monde, au sujet de l'Alsace-Lorraine, bien entendu.

Ce n'est pas le fond de cette thèse que nous voulons examiner, mais c'est noter, simplement au passage, une transposition significative du thème précédent sur l'Entente cordiale. En 1903, cette Entente avait un sens, en 1913 elle en prend un autre — du moins dans la pensée de nos amis d'outre-Manche. Le leitmotiv change, la querelle des armements navals étant apaisée, et John Bull ayant définiti-

vement écarté les propositions du service militaire obligatoire cher à lord Roberts.

Il ne nous déplait pas de connaître l'orientation présente des esprits en Angleterre. Les liens économiques, et la collaboration navale, suffisent à donner une base « inestimable » à l'Entente cordiale. Mais il serait imprudent, désormais, d'attendre autre chose de nos amis. Après M. Asquith, il y a quelques semaines, d'autres le répètent nettement aujourd'hui. Nous redirons une fois encore : « Il vaut mieux être fixé. »

VII

L'AUTRICHE ET L'EUROPE

21 novembre 1913.

Après la détente anglo-allemande, dont nous n'avons cessé de marquer les progrès au cours de la crise balkanique, voici un fait nouveau. Attention ! C'est François-Ferdinand, le prince héritier d'Autriche, qui, en mission à Londres, porte à Georges V une lettre autographe de François-Joseph. Au lendemain d'un changement dans les relations entre Berlin et Londres, autre symptôme à noter : c'est ce rapprochement du Ballplatz et du Foreign Office. Ne seront évidemment surpris, demain, que ceux qui voudront l'être, et qui se seront refusés à enregistrer les efforts évidemment parallèles de sir Edouard Grey et de Guillaume II depuis plus d'un an. Évidemment, le kaiser établit le contact entre les souve-

rains, et par son attitude à l'égard de la Grèce et de la Roumanie, nous savons comme il sait jouer des relations personnelles et dynastiques, et les utiliser pour les fins de sa propre politique.

Dans le moment où François-Ferdinand se montre à Londres, François-Joseph parle à Vienne. Dans un discours du Trône, dont il est assurément l'auteur authentique, il explique, en des termes d'une parfaite pondération, comment son Empire dut se préoccuper de la question albanaise, en raison de l'importance de l'Adriatique, unique débouché du commerce maritime de ses États.

Mais, avec une coquetterie particulière, l'empereur marque la part qui revient, dans la solution albanaise, à la collaboration italienne et « au consentement et à l'appui des puissances ». S'il fait allusion dans sa harangue à la Triple-Alliance, c'est pour la représenter d'ailleurs comme une « vigoureuse protection de la paix européenne ».

Pendant que François-Joseph clame la paix, après sir Edouard Grey, M. Kokovtsov réédite à Berlin ses déclarations optimistes de Paris. Tous les chefs d'État, tous les hommes de gou-

vernement veulent rassurer l'Europe. Actuellement, nous sommes en présence d'un remarquable effort collectif, pour tenter de ramener dans les esprits le calme et la sécurité, depuis longtemps disparus.

Il est précieux pour la paix du monde de noter que Vienne qui, tant de fois, fit entendre des propos sinistres, est tout aux déclarations rassurantes, et que l'Italie, par ses organes de presse, nous invite à causer gentiment avec elle. On se croirait à l'aurore d'une ère de félicité universelle. Après les bourrasques et les tourmentes de l'année dernière, il est vrai, on nous doit bien une saison de plein azur.

Mais si Angleterre, Allemagne, Russie, Autriche, Italie, France, deux à deux, s'apprêtent à joindre leurs mains, si les Alliances se pénètrent si inextricablement, diantre ! n'est-ce point que les deux systèmes en présence hier, Triplice et Triple-Entente, sont sur le point de se dissoudre demain ?

Cependant, on s'inquiète à l'idée que, dans cette hypothèse, les pôles attractifs de l'harmonie nouvelle paraissent un peu éloignés de nous.

VIII

CRISE DE TRIPLE-ENTENTE

5 janvier 1914.

Depuis longtemps nous indiquons ici, avec autant de netteté que de ménagement, les symptômes d'une désorganisation évidente de la Triple-Entente.

Avec le souci de ne pas accroître le mal, en l'exagérant, nous avons toujours fait effort pour garder la mesure. Avec le désir de ne rien céder de ce qu'il était de salut public de dire, nous avons exprimé nettement notre pensée.

Mais, en vérité, nous avons toujours éprouvé le regret de notre isolement dans cette attitude. Ainsi diminuait la chance d'influer rapidement sur ceux qu'il importait d'atteindre et d'émouvoir.

Cependant il était fatal qu'à la fin une si-

tuation aussi critique fût dénoncée plus généralement. Elle vient de l'être, dans des termes excellents, par M. Tardieu, dans le *Temps*.

Notre confrère, qui note de récents écarts de plume de l'officieux journal russe *Rietch* et des déclarations non moins récentes et assez suggestives de Lloyd George, en Angleterre, finit par se demander s'il n'y a pas quelque chose de « cassé » dans la mécanique de la Triple-Entente. Inutile de s'attarder sur les deux points de détail qui dictent, au rédacteur du *Temps*, ses craintes et ses doléances. Retenons simplement sa thèse générale et sa conclusion :

« De ce qui se fait, de ce qui se dit, de ce qui s'écrit dans les pays de la Triple-Entente, l'impression se dégage que les gouvernements et les journaux, perdus dans les détails, ne discernent plus les lignes directrices de la politique européenne, et les intérêts permanents qui les déterminent. »

Il suffirait de cette déclaration pour affirmer que nous sommes bien en présence d'une crise. Mais il y a plus.

« Que de l'union, qu'on appelle la Triple-Entente, poursuit notre confrère, on n'ait pas

tiré le fruit désirable, c'est certain... Que de cette stérilité des déceptions soient nées, cela est naturel. Mais qu'au moment où ces déceptions, conséquence d'une insuffisance de solidarité politique et de vigilance militaire, risquent de s'aggraver encore, on vienne prêcher d'un côté le désarmement et de l'autre la division, c'est folie pure. »

Nul ne peut, sans mauvaise foi, contester que, depuis près d'un an, le rapprochement anglo-allemand a fait des progrès considérables. Nous avons redit vingt fois que l'Angleterre, toute heureuse d'échapper au service militaire obligatoire — dont les conservateurs menaçaient leur pays et l'Allemagne — sous la direction des libéraux, se rapprochait progressivement des Allemands. Les Anglo-Saxons ne redoutent pas moins que les Germains « l'avenir et le devenir des Russes », qui menacent l'Europe et l'Asie.

Un fait dont la diplomatie doit tenir compte, c'est cette actuelle concentration des divers peuples dont la civilisation est dominée par les principes de la Réforme du seizième siècle. Nous avons beau mille fois regretter que l'Angleterre de Georges V diffère de l'An-

gleterre d'Édouard VII, un fait subsiste, c'est que le père de l'Entente cordiale est mort. Serions-nous au déclin du système diplomatique esquissé en 1903 ?

Quant à la Russie, sa politique extérieure est déconcertante, parce qu'elle est soumise à des influences tout à fait diverses.

Personne ne peut plus ignorer, depuis un mois, que cela est rabâché sur tous les tons, que le tsar et le kaiser ont fait des arrangements particuliers.

Ces arrangements entre souverains sont-ils les mêmes que ceux des ministres ? Et, d'autre part, les divers partis et journaux russes ont-

1. Faut-il donc tenir la guerre pour fatale ?

Il est peu probable que l'Allemagne ose risquer l'aventure, si la France peut faire aux yeux de l'opinion la preuve décisive que l'entente cordiale et l'alliance russe ne sont pas seulement des fictions diplomatiques, mais des réalités qui existent et qui joueront.

La flotte anglaise inspire une terreur salubre. Mais on sait bien que la victoire sur mer laissera tout en suspens, que c'est sur terre que se régleront les comptes décisifs.

Quant à la Russie, si elle a dans l'opinion un poids plus considérable qu'il y a trois ou quatre ans, dans les milieux politiques et militaires, on ne croit pas que son concours soit assez rapide et assez énergique pour être efficace.

Les esprits s'habituent ainsi à considérer la prochaine guerre comme un duel entre la France et l'Allemagne.

LIVRE JAUNE, GUERRE EUROPÉENNE, *note pour M. Pichon, ministre des Affaires étrangères*, p. 20.

ils les mêmes tendances que les ministres et le tsar ?

Non, évidemment.

Voilà pourquoi le divorce est si accusé entre le gouvernement russe et la presse russe. Voilà pourquoi nous nous trouvons en présence de faits aussi extraordinaires que celui dont le *Temps* signale l'étrangeté, étrangeté quasi-scandaleuse : « La France et l'Angleterre ignorant encore, à l'heure présente, les intentions de la Russie dans la question de la mission allemande. »

Si, depuis l'entrevue de Potsdam, Guillaume II et Nicolas II ayant repris la vieille habitude des colloques et des correspondances comme à l'époque où Guillaume I^{er} et Alexandre I^{er} fraternisaient sans restriction, qu'en faut-il conclure ? De quoi est-il question dans cette politique secrète ? Nul ne saurait le dire par définition.

Mais on voit bien, aux effets, que ni l'Allemagne, ni la Russie, pas plus d'ailleurs que l'Angleterre et l'Allemagne, ne cherchent à se contrecarrer vivement, et à s'opposer bien fort sur l'échiquier.

Le *Temps* parlait, il y a quelques années,

de la possibilité d'une pénétration des alliances entre les deux systèmes, Triplice et Triple-Entente. Nous sommes arrivés à la pénétration.

IX

UNE BONNE FORMULE

14 janvier 1914.

Dans une interview qu'il a donnée au *Daily News*, M. Gaston Doumergue, en qualité de président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères, a exprimé avec un rare bonheur d'expression les sentiments du public français, à l'égard de l'Entente cordiale.

« Le plus vif désir de l'opinion française, a-t-il dit, est que rien de ce que fait l'Angleterre ne puisse être interprété ici comme un désir de sa part de rendre nos relations moins intimes. »

C'est que la France, en effet, s'est donnée avec une rare spontanéité à l'Entente cordiale. Lorsqu'après la crise qui avait précédé et suivi Fachoda, elle a rompu avec le passé pour répondre avec un ensemble admirable à l'appel que lui adressaient son gouvernement et le

gouvernement anglais, elle a cédé à un sentiment très noble, très loyal à une inspiration plus que politique.

A la suite des grands hommes d'État français, comme Mirabeau, Danton, Talleyrand, Gambetta — pour ne citer que des noms historiques — le public français estimait que le rapprochement matériel et moral, économique et stratégique de la France et de l'Angleterre, devait contribuer à donner au monde civilisé une impression indestructible d'équilibre, par suite de la bonne harmonie entre les deux peuples les plus évolués, politiquement, de toute l'Europe.

L'Entente cordiale était plus qu'un fait diplomatique aux yeux des Français de 1904, c'était « un moment de civilisation », un acte d'une portée supérieure.

Depuis, la France a certainement éprouvé une déception à la pensée que, plus le niveau démocratique montait en Angleterre, plus l'Entente cordiale devenait incolore, insipide et impalpable. Le contraire, moralement, eût dû se produire et devrait se produire en effet.

Serait-il vrai que l'Angleterre gouvernementale abusée ait pu imaginer que la France

voulait faire de l'Entente cordiale un instrument de guerre? Si elle l'a cru, c'est qu'elle s'est fiée à des gens, comme dit l'autre, « qui ne sont pas d'ici ».

M. Gaston Doumergue a finement observé qu'en ce qui concerne la question des armements, nous n'avons fait que suivre d'autres nations.

Le *Daily News* qui est germanophile, comprendra fort bien le sens de cette phrase. Notre grand confrère anglais sait bien qui, dans cette voie, s'est engagé avant nous.

X

DISCOURS DE SIR EDWARD GREY

5 février 1914.

Des bruits ont été répandus, ces temps derniers, de dissentiments ministériels en Angleterre.

M. Winston Churchill, ministre de la Marine, passait pour être en désaccord avec l'ensemble de ses collègues, solidaires de M. Lloyd George partisan de la réduction de l'effort naval. Malgré les démentis, il subsistait des doutes. Ces doutes, sir Edward Grey a tenté de les dissiper dans son récent discours de Manchester : le ministre des Affaires étrangères a pris parti pour l'Amirauté. M. Lloyd George capitule devant les marins britanniques. Il peut pour apaiser les douleurs de son amour-propre, évoquer le souvenir de

Gladstone qui, en 1893, recula lui aussi devant les exigences des techniciens de la marine nationale.

Edward Grey a montré avant-hier, d'une façon frappante, que l'Angleterre ne pourrait en aucune façon se flatter d'arrêter par son initiative la course internationale aux armements : « Les peuples, a-t-il dit, semblent avoir le sentiment confus — sentiment inconscient et absurde — que le vainqueur de cette course recevra un prix. Encore une fois, c'est une idée absurde; mais supposons qu'elle existe, consciemment ou inconsciemment, et supposons encore que le cheval qui tient la tête soit épuisé et s'arrête, les autres chevaux ne s'arrêteront pas pour cela. Ce pourra être, au contraire, une raison pour eux, une raison de redoubler d'efforts. »

Aussi, le cheval de tête n'arrêtera-t-il pas sa course. S'il ralentissait son allure pendant quelques instants, sir Edward Grey sait bien, quoiqu'il ne le dise pas, qu'un jockey conservateur, embusqué au tournant de la piste, s'élancerait en selle, pour suppléer le jockey libéral fatigué ou désarçonné. L'Angleterre libérale, démocratique, travailliste, reste tou-

jours l'Angleterre, c'est-à-dire légèrement jingoë. Et, si le ministère Asquith, par la moindre apparence, semblait compromettre la sécurité du pays et de l'empire en négligeant la flotte, l'électeur pourrait bien renoncer, pour une législature au moins, à ses préoccupations d'ordre intérieur. D'autant plus qu'en s'éloignant de la scène politique, Joë Chamberlain a emporté avec lui cette menace de protectionnisme, qui était le meilleur argument des libéraux contre leurs adversaires.

Le *Times*, sous la plume du colonel Rempington, enseigne aux Anglais que la flotte actuelle ne peut garantir la sécurité du pavillon britannique dans la Méditerranée; que Gibraltar, Malte, l'Égypte sont menacés; que la France ne pourrait les défendre, en cas de guerre; que les uniformes du roi sont en trop petit nombre dans les garnisons de la mer intérieure.

Le *Times* clame : « Veillons au salut de l'Empire ! » Les libéraux, démocrates et travaillistes du Parlement n'ont qu'à bien se tenir. Pour les défendre, sir Edward Grey, en sauvegardant la thèse libérale du ministère, a fait des concessions pratiques à l'opinion. C'est

fort sage. Mais cette politique de demi-teinte agréera-t-elle longtemps à un peuple qui préfère les couleurs aux nuances et qui change volontiers son fusil d'épaule?

XI

ANGLETERRE ET ALLEMAGNE

9 février 1914.

Il faut faire un nouveau retour sur les relations de l'Angleterre et de l'Allemagne dont l'évolution est si curieuse.

Au point de vue maritime, nulle entente n'est possible entre les deux puissances.

L'Allemagne croit à ses destinées :

« Notre avenir est sur les flots », disait jadis Guillaume II. Le *Morning Post* observe que « la politique de l'Allemagne consiste à organiser une marine telle que la plus grande puissance navale ne puisse engager sans quelque hésitation un conflit avec la flotte allemande ». Et le journal conservateur anglais de remarquer : « Ce point de vue est parfaitement raisonnable », puis de conclure : « Si

le gouvernement anglais se montre réellement énergique, bien décidé à relever le gant, le gouvernement allemand se montrera à son tour plus conciliant. »

Touchant accord du journal britannique et du ministre de la Marine allemand, l'amiral von Tirpitz, qui, la veille, disait au Reichstag : « C'est à notre loi navale que nous devons d'être entrés dans de meilleures relations avec l'Angleterre. »

Des deux côtés de la mer du Nord l'amitié s'accroît en raison proportionnelle de l'augmentation des flottes. Point de *vacances navales* si l'on veut être amis ! Échec au libéralisme, à M. Lloyd George, aux *Daily News* !

Mais les diplomates manient une argumentation moins véhémence. Pour M. de Jagow, l'Allemagne a amené l'Angleterre à se convaincre du pacifisme du gouvernement de Berlin pendant la crise balkanique.

Et, confirmant toute notre interprétation des faits pendant cette récente période, il ajoute : « L'Allemagne a pu, de concert avec l'Angleterre, exercer une influence conciliante et médiatrice entre les *deux groupes* de puissances européennes et éviter ainsi des conflits inter-

nationaux. *Il en est résulté un certain rapprochement.* »

Ainsi, entre les deux groupes officiels, Triple-Entente et Triplice, apparaît un *sous-groupe* ou mieux un *inter-groupe* : Allemagne-Angleterre.

« Méfions-nous de l'Allemagne et de l'Angleterre, crient les journaux des États-Unis : elles préparent une alliance anti-yankee ; elles refusent d'exposer à San-Francisco ! » Retenons cet autre symptôme.

Et le ministre allemand, sans s'alarmer de l'outrance des feuilles transatlantiques, de concéder qu'à Berlin et à Londres on a le désir de s'entendre, sur le terrain économique et colonial, sans préciser.

Tel est le *certain rapprochement* de M. de Jagow.

Mais comme l'Angleterre, amie de la France, joue dans la Triple-Entente un rôle d'importance, médite-t-elle l'extension de ce « certain rapprochement » aujourd'hui en cause ? C'est le cas ou jamais de dire : *That is the question.*

XII

LE BUDGET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

11 mars 1914.

M. Gaston Doumergue, qui avait fait précédemment ses débuts de président du Conseil, avait différé jusqu'à la discussion du budget des Affaires étrangères sa « première » diplomatique. Il a voulu donner de l'ampleur, de la solidité, de la lucidité à son exposé, et il a parfaitement réussi dans son dessein.

A la manière des hommes d'État anglais, qui ont coutume de procéder à une revue générale de l'action diplomatique de leur pays, M. Doumergue a tenu à nous entraîner avec lui dans une randonnée rapide à travers l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. A la fin de ce tour du monde, l'impression demeure, que la France n'a pas ménagé ses efforts pour servir partout les intérêts de la paix et qu'elle s'y est

employée, somme toute, avec succès, principalement dans cet Orient qui vient de nous prodiguer les alertes et les émois de toute nature.

M. Doumergue a pris un souci tout particulier de souligner l'accord parfait, complet, intégral de notre diplomatie avec celle de la Russie et de l'Angleterre. Notre ministre a tenu à souligner l'intimité des rapports diplomatiques de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Félicitons-nous de noter qu'au sacrifice de faciles effets, M. Doumergue n'a pas opposé aux antiennes connues de M. de Bethmann-Hollweg sur le « nationalisme français » et le « péril panslaviste » des couplets qu'on aurait pu aisément écrire sur le « pangermanisme provocateur et belliqueux ».

La diplomatie française reflète, félicitons-nous-en, les sentiments fiers, sans forfanterie, et dignes, sans raideur, d'un peuple qui sait que sa force n'est pas diminuée pour n'être pas étalée orgueilleusement.

XIII

NOUVEL ASPECT DU PROBLÈME NAVAL EN ALLEMAGNE

22 février 1914.

L'Allemagne semble se résigner, momentanément, à ne pas égaler l'Angleterre dans la mer du Nord et paraît accepter la proportion dix contre seize que l'amirauté britannique considère comme la sauvegarde de la sécurité nationale des insulaires. Mais si l'Allemagne renonce à construire de nouveaux « dreadnoughts » et « superdreadnoughts », elle proclame très haut son intention d'augmenter le nombre de ses grands croiseurs.

Pourquoi? Mais M. Bassermann, le leader national-libéral l'a indiqué très nettement au Reichstag : « Il est désirable, a-t-il dit, qu'une escadre allemande navigue sans cesse dans l'Atlantique. » On ne saurait plus nettement déclarer que l'Islande, les côtes de France,

l'Espagne, le Portugal, le Maroc, l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale, etc., seront le point de mire de cette escadre en cas de grande guerre.

Anglais, Français, Espagnols, Portugais, Belges, sont avertis. Les grands croiseurs-cuirassés allemands se préparent à régenter cette vaste rue des nations qu'est l'Atlantique.

Ainsi, les Allemands voient large. Et, partis pour la conquête de l'hégémonie maritime et coloniale, ils renoncent à sacrifier aux considérations qu'ils jugent subalternes si M. Lloyd George les croit essentielles. Point de vacances navales ! Après les dreadnoughts, les croiseurs ! Et en avant vers l'avenir !

M. Bassermann ne raisonne pas autrement que M. von Tirpitz, dont la doctrine est celle du Kaiser : « Le pouvoir impérial implique le pouvoir sur mer ». Foin des berquinades du libéralisme anglais ! Point d'alliance avec l'Angleterre ! « Ce serait une faiblesse indigne de renoncer à notre situation de puissance navale ! » L'Allemagne ne place de bornes ni dans ses plans continentaux, ni dans ses plans maritimes !

Évidemment on sera légèrement déçu à Lon-

dres : « Nos cousins d'outre-Manche » comme dit l'orateur national-libéral, trouveront qu'ils se sont vainement mis en frais d'avances amicales.

Une fois encore, ils seront surpris. Bismarck disait déjà, il y a longtemps : « Que l'Angleterre avec la conviction qu'elle a de dominer les mers éprouve quelque surprise de voir tout à coup ses rats de terre de cousins, comme elle nous appelle, se mettre à naviguer, ce n'est pas étonnant. » Bismarck savait que la surprise anglaise serait d'abord mêlée de quelque dédain.

Mais l'heure du dédain est passée. L'Angleterre comprendra-t-elle qu'on ne veut à Berlin ni d'accords, ni d'alliance, mais la prépondérance sur mer ? Il est encore temps pour elle de consolider sa situation maritime grâce à un faisceau de vrais liens diplomatiques. Réverait-elle encore la seule alliance que la nature des choses lui interdise ?

XIV

LA QUESTION D'IRLANDE

24 mars 1914.

Le gouvernement des hommes devient un métier chaque jour plus difficile et plus périlleux. M. Asquith est bien à même de le vérifier aujourd'hui. Alors que son parti, suivant la tradition généreuse de Gladstone, cherche à réaliser le principe du Home rule en faveur des Irlandais, voici que le nord de l'île se prépare à faire une révolution plutôt que de subir la loi d'un futur Parlement de Dublin.

Il n'échappe à personne que ce sont les éternelles questions de religion qui rendent impossible l'entente politique et administrative entre l'Ulster protestant et le reste de l'Irlande catholique. Le dualisme moral et religieux s'aggrave d'ailleurs d'un profond antagonisme économique entre la zone septentrionale de la Verte Erin et le reste de son territoire. Tandis

que, sur la plus grande partie de l'île, l'élevage et les cultures seuls fournissent aux habitants leurs moyens d'existence, l'Ulster concentre toutes les grandes industries, constructions navales, distilleries et filatures. La minorité industrielle du nord a des intérêts tout différents de la majorité agricole du sud et du centre.

Bien entendu, l'Ulster redoute de voir, dans un proche avenir, sacrifier par les Irlandais sa prépondérance morale et économique : il préfère tout à cette destinée, et déjà, comme on sait, prépare la révolte.

Comment le ministère libéral se tirera-t-il de ces difficultés? On ne le voit pas encore. Cependant des solutions pratiques se dessinent déjà dans l'esprit des hommes d'État anglais, et l'une des plus ingénieuses consiste dans le divorce entre l'Irlande et l'Ulster, ou du moins, la séparation pendant quelques années, en attendant que des deux côtés on se décide à reprendre, sans récriminer, la vie commune.

Ainsi l'Ulster resterait rattaché politiquement et économiquement à la Grande-Bretagne, l'Irlande perdrait une partie de son

territoire, mais réaliserait son cher Home rule.

Cette solution transactionnelle a tout l'avantage des solutions d'atermoiements ; elle permet aux colères de s'éteindre et aux difficultés de s'aplanir dans l'apaisement des esprits. Le malheur est que cette solution suppose le calme moral dans les deux fractions de la population de l'Irlande, hypothèse gratuite. Car il suffit que l'Ulster réclame son détachement pour que les Irlandais catholiques s'y opposent : ils arguent de l'indispensable unité de l'Irlande.

Et ainsi se pose un des plus angoissants problèmes de la politique contemporaine. Le droit des hommes et le principe des nationalités peuvent-ils parler si fort que l'intégrité du territoire en soit la rançon ?

XV

LES INCIDENTS MILITAIRES EN ANGLETERRE

27 mars 1914.

C'est une bien singulière aventure que cette résistance des officiers anglais aux ordres donnés par le ministère démocratique, présidé par Asquith, refusant d'opérer en Irlande contre la révolte du nord de l'île, et c'est un incident tout différent de l'opposition de l'Ulster au Home rule. Que des civils épuisent tous les moyens pour faire prévaloir leur politique, soit ! Mais que des militaires opposent le refus d'obéissance à l'exécution des ordres du gouvernement, voilà qui est inquiétant, surtout lorsqu'on pense que les militaires sont des officiers, appartenant aux classes de la nation, qui devraient avoir, par dessus tout, le sentiment des responsabilités morales. Quelle révélation sur l'antagonisme irréductible, chaque

jour croissant, entre la vieille Angleterre oligarchique et la nouvelle Angleterre démocratique !

Si l'incident militaire se greffe sur l'affaire de l'Ulster, ce n'est pas à cette affaire directement qu'il se rattache, mais bien à la lutte persistante entre les conservateurs et les libéraux. C'est à un nouvel épisode du conflit entre les Communes et les Lords que nous assistons et, chose surprenante, cette fois, la Couronne se serait engagée, dit-on, un peu imprudemment dans la bagarre. Le fait a besoin d'être confirmé.

On a pu dire et écrire, à Londres, que le roi Georges V avait encouragé les dispositions politiques des officiers qui viennent de se dérober aux ordres du pouvoir. Si cela était exact, on pourrait s'attendre à une profonde émotion dans toute la population anglaise. Et pour décidés que nous soyons à ne pas vouloir apprécier les affaires intérieures d'un peuple ami, dont les querelles de parti doivent échapper à notre appréciation, on ne pourrait que s'inquiéter chez nous du malaise qu'éprouverait une nation dont, chaque jour, nous nous félicitons plus sincèrement d'être rapprochés.

D'ailleurs, il est vraisemblable de penser que c'est plutôt une intrigue de cour qu'une immixtion de la personne royale qui a brusqué la décision des officiers anglais. On a raconté que les plus grandes dames de l'aristocratie britannique auraient poussé l'amour de l'Ulster jusqu'à exalter la résistance militaire.

Vu sous cet angle, cet incident récent de l'histoire intérieure de l'Angleterre rappellerait les journées fameuses de notre Fronde, qui fut en somme un drame héroï-comique. Sous cet aspect, les difficultés du War Office apparaîtraient moins graves, sinon moins regrettables. Mais nous ne tarderons pas à connaître la vérité sur le fond des choses.

XVI

DE LA TRIPLE-ENTENTE A LA TRIPLE-ALLIANCE

30 avril 1914.

Est-il possible de transformer la Triple-Entente en Triple-Alliance ? Telle est la question qui se pose, paraît-il, à en croire le *Matin*, dans certaines sphères politiques pétersbourgeoises. Et M. Sazonow, prudent, d'intervenir pour proclamer qu'il faut se méfier de bruits fantaisistes.

Il est de toute évidence qu'à voir, l'an dernier, combien la Triplice austro-germano-italienne manœuvrait d'accord, les amis de la Triple-Entente et ses partisans, en France, en Russie, en Angleterre, durent vivement regretter que notre système diplomatique, à nous, fût moins efficace et moins agissant. De là à rêver la transformation de la Triple-Entente en une Triple-Alliance, il y avait fort peu à ima-

giner. Mais l'imagination est toujours la folle du logis. Mieux vaut raisonner.

Nos adversaires acceptent la direction de l'une des trois parties contractantes, de l'Allemagne. L'Italie se résigna, après l'Autriche, à suivre l'impulsion de Berlin. Qui donc dirigerait, dans la Triple-Alliance, hypothétique, de la Russie, de l'Angleterre et de la France? L'Angleterre? La Russie? La France? Mais poser chacune de ces trois questions, c'est simultanément énoncer l'impossibilité de résoudre le problème. La démonstration n'est pas à faire.

Que la France et la Russie, dont l'alliance est basée sur un principe d'ordre militaire, puissent se mettre facilement d'accord, c'est un fait d'expérience. L'Alliance franco-russe était dans la nature des choses, comme disait Bismarck, dans la nature des choses, comme l'entente des Turcs et de François I^{er} au XVI^e siècle, comme l'entente de Richelieu et des Suédois au XVII^e siècle.

Mais l'Angleterre, dépourvue d'une armée suffisante et renonçant à en constituer une, que ferait-elle dans une alliance dont la base doit être essentiellement militaire?

La Triple Entente est un système complexe qui combine l'Alliance franco-russe, chose précise, et l'Entente cordiale, chose intelligible au point de vue naval et diplomatique. Ne sortons pas de là. Pour en sortir, il faudrait modifier les esprits et les mœurs en Grande-Bretagne et espérer le retour aux affaires de ces grands Anglais... qui sont tous descendus dans la tombe...

Écartons le rêve décevant. Tenons-nous-en à ce qui est et à ce qui est possible, — à la modeste réalité. A vouloir forcer le ressort, on le briserait. M. Sazonow est un sage. Il nous met en garde du côté des fantaisistes.

XVII

L'ANGLETERRE ET L'EUROPE SOUS LES ARMES

4 juin 1914.

Le colonel Repington, collaborateur militaire du *Times*, vient d'opposer, dans un article retentissant, le contraste que présente l'Angleterre, à peu près dépourvue d'armée, avec « l'Europe sous les armes ».

Ayant marqué les mesures qui ont été prises, du côté de la Triple-Entente, par la France et par la Russie, en présence des accroissements de force de la Triplice, le spécialiste britannique proclame que ses compatriotes ne peuvent, de leur côté, rester inertes.

« Nous ne pouvons, dit-il, raisonnablement, nous attendre à jouir longtemps des avantages d'une association avec quelque grande puissance militaire — et le maintien de la paix n'est pas le moindre de ces avantages — si

nous ne faisons pas nous-mêmes des efforts constants. »

Cela est bien évident. Mais, pour découvrir toute notre pensée, nous nous déclarons sceptiques à l'égard de la militarisation éventuelle du peuple anglais. Lord Roberts a eu beau stimuler ses compatriotes, il n'a pas pesé le moins du monde, malgré l'autorité de son nom et de son passé, ni sur le Parlement, ni sur l'opinion. L'Angleterre estime que sa ceinture marine, renforcée par la ceinture d'acier de sa flotte, la met à l'abri des agressions. Cela semble lui suffire, et elle est actuellement de tempérament purement défensif. Les Roberts, comme les Repington, qui ruminent les glorieux souvenirs de l'époque où l'épée de Marlborough ou de Wellington décidait du sort du continent, sont des isolés qui, c'est le cas de le dire, luttent simplement pour l'honneur des armes.

Il est de toute évidence que l'Angleterre, sans se désintéresser de l'Europe, n'aspire plus à y jouer un rôle prépondérant. Ses tractations diplomatiques ont pour but de limiter tous les risques de conflits et il n'y a pas de doute que le poids de sa marine est trop considérable

pour que personne envisage une éventualité de guerre sans compter sur le rôle maritime formidable d'Albion. Mais Albion ne semble pas vouloir faire plus ni mieux ; pour elle, son rôle est d'agir sur mer, rien que sur mer.

Tout ceci, le colonel Repington le sait parfaitement, et nous n'aurions qu'à rappeler les articles qu'il publia en février 1913, et que nous avons commentés, pour démontrer que le *Times* lui-même n'ignore pas l'invincible répugnance des Anglais pour le service obligatoire. Il y a quinze mois, le grand journal de la Cité nous expliquait que l'armée anglaise était toujours prête à faire son devoir vis-à-vis de la France, ainsi que la flotte anglaise vis-à-vis de la flotte française, mais l'armée actuelle, la petite armée de volontaires.

Certes, quelques Anglais de la vieille école préféreraient de plus hardies pensées, mais ce ne sont point eux qui gouvernent l'Angleterre, ni qui sont près de la gouverner prochainement.

Moralité. Ne demander à l'Entente cordiale que ce qu'elle peut donner — qui est déjà fort précieux — mais ne nous bercer ni d'illusions, ni de vagues espérances.

XVIII

LE VOYAGE DE M. POINCARÉ

8 juillet 1914.

Par 428 voix contre 106, les crédits demandés par le Gouvernement pour le voyage en Russie et Scandinavie ont été accordés. C'est dire que la Chambre entière, à l'exception des socialistes, approuve les pérégrinations estivales et diplomatiques de M. Poincaré. Quant à l'extrême gauche de l'assemblée, elle a fait une manifestation platonique, et personne ne s'y trompait, pas même ceux qui en prenaient l'initiative.

Il fut un temps où les socialistes — du moins une partie, et M. Jaurès était de ceux-là, — acceptaient l'Alliance franco-russe. Pourquoi ne s'y rallient-ils plus? A cause de l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de la Douma? Dans l'intention de rendre plus aisé un rappro-

chement franco-allemand? Telles sont les questions qui se posent devant l'opinion.

M. Viviani a fait remarquer qu'il n'y avait pas lieu de s'ingérer dans la politique intérieure de la Russie. Il a cent fois raison. Nous n'accepterions pas, de notre côté, que la Russie intervînt dans nos affaires. Une supposition de cette nature nous ferait horreur. Ne faisons pas à l'égard des autres ce qui nous irriterait nous-même. Voilà la sagesse et la vérité. Si, comme citoyens et publicistes, nous pouvons préférer telle direction de la politique à telle autre, chez des nations étrangères, officiellement des hommes de gouvernement n'ont à cet égard ni avis, ni doctrine, sous peine de s'immiscer dans un domaine qui leur est interdit.

Déjà, le *Temps* reproche aux socialistes de vouloir démolir l'Alliance russe pour y substituer un rapprochement franco-allemand et, dans cette intention, de refuser les crédits du voyage à Pétersbourg. C'est peut-être prêter beaucoup plus à des adversaires qu'on est en droit de le faire.

Remplacer un système diplomatique par un autre est une opération qui demande du temps,

des délibérations, de la dextérité. Ce n'est pas en un quart d'heure de tribune que ce travail peut se faire... au Palais-Bourbon.

L'Alliance franco-russe continue.

XIX

LA CRISE DE L'ULSTER

13 juillet 1914.

L'Ulster protestant persévère dans sa doctrine hostile au Home rule intégral. Il prétend rester rattaché, directement, au Parlement de Londres et cherche à fausser compagnie aux provinces catholiques d'Irlande.

L'agitateur principal de l'Ulster, sir Edward Carson, pour bien marquer le sens de la politique de ses amis, a décidé que l'on fêterait aujourd'hui l'anniversaire de la bataille de la Boyne.

La bataille de la Boyne? Cela ne vous dit pas grand'chose. Éclairons les faits.

Il faut remonter aux journées tragiques du xvii^e siècle où le roi Stuart Jacques II, catholique, défendait par une dernière résistance, sa couronne d'Angleterre, en Irlande, contre Guillaume d'Orange, protestant, son

adversaire et... son gendre. Le malheureux beau-père essaya, en vain, d'arrêter à la rivière de la Boyne son redoutable ennemi. Il fut lamentablement vaincu. La cause anglaise et protestante triomphait de Jacques et de l'Irlande complice.

Voilà pourquoi sir Edward Carson tient à commémorer la journée fameuse : ce n'est pas, on le voit, dans un esprit de détente et d'apaisement. Ajoutez à cette manifestation de sérieux préparatifs militaires à Belfast, un amendement des Lords en faveur de l'Ulster, et vous sentirez que le ministère Asquith, partisan du Home rule, n'est pas étendu sur un lit de roses.

Les meilleurs juges estiment, d'ailleurs, que le moment est venu où le cabinet anglais se trouverait menacé. C'est peut-être aller bien loin. La majorité n'a pas sensiblement diminué, malgré le succès de quelques candidatures antiministérielles, au cours des élections complémentaires. Mais on peut se demander si les libéraux eux-mêmes ne finiront pas par se diviser sur la question de l'Ulster.

Nul doute, qu'ils ne soient soumis actuellement à une rude épreuve. Bien que le Home rule soit un des articles de leur pro-

gramme, il n'est pas possible qu'ils n'éprouvent une vive sympathie pour les insurgés de l'Ulster, à qui tant de liens religieux les rattachent. Si leur doctrine les unit à Dublin, leur cœur est incontestablement à Belfast.

La majorité libérale oubliera-t-elle son idéal pour suivre l'impulsion de ses sentiments ?

On annonce, enfin, que l'Écosse, comme l'Ulster, va fêter à son tour la bataille de la Boyne, et personne n'ignore que les Écossais sont parmi les plus fermes soutiens du Cabinet. Alors ?

Concluons avec le *Temps* d'hier : « La semaine qui s'ouvre sera donc angoissante pour les amis de l'Angleterre. » Souhaitons que l'on trouve à Londres la formule libératrice de pacification et de concorde.

XX

SI ON AVAIT SU S'Y PRENDRE

21 juillet 1914.

« La Russie ne demande pas aujourd'hui à la France d'enrôler un soldat de plus ; elle sait qu'au point de vue du nombre, la France ne peut pas davantage, que la loi de trois ans représente un maximum.

« Elle se charge, toute seule, dès maintenant, de neutraliser tout nouvel effort d'augmentation d'effectifs que l'Allemagne voudra faire. Si l'Allemagne augmentait ses effectifs de cinquante mille hommes, la Russie augmenterait les siens du double ou du triple. »

C'est en ces termes que M. Hedeman expose, dans le *Matin*, la condition des engagements militaires respectifs de la France et de la Russie.

La question est posée avec précision. L'Alle-

magne ne peut plus jouer le jeu de l'accroissement illimité des armements. Avec ses 60 millions d'habitants, elle est trois fois moins peuplée que la Russie, et si la Russie veut s'amuser à maintenir, entre les armées russes et allemandes, la proportion qui existe entre les habitants des deux pays respectifs, la Germanie est, dans ce genre de combat, battue d'avance. Les moins perspicaces comprennent que les hommes d'État de Berlin ne tenteront pas d'inutiles efforts qui provoqueraient des ripostes faciles.

Pour accroître ses effectifs, pour étendre son réseau ferré, pour rendre plus mobile son armée éparpillée sur un échiquier immense, il faut à la Russie de l'or et des secours financiers extérieurs. Cet or, c'est la France qui l'a donné dans le passé, c'est elle qui le donne et le donnera.

Si, il y a quelques années, nous avons réussi à nous entendre utilement avec la Russie opulente en hommes, si nous avons pu éviter le retrait de ses troupes de Pologne, si nous avons su, diplomatiquement, combiner ce qui fait sa force et ce qui fait la nôtre, les sacrifices exigés, il y a un an, du peuple français, par le gou-

vernement de la République, auraient pu être évités, du moins en partie.

Si on avait su s'y prendre — et c'est là ce que prouve l'article de M. Hedeman — la Russie, aidée par la France, pouvait enlever à l'Allemagne l'envie de pratiquer la surenchère des armements. Si l'on avait su s'y prendre, Paris aurait trouvé à Pétersbourg, au vingtième siècle, ce que Londres avait trouvé à Berlin au dix-huitième siècle.

L'Angleterre, dans tous les siècles, a su allier son or avec le fer des peuples militaires. Sa politique dominait l'Europe, même quand ses effectifs militaires n'étaient pas les plus nombreux dans les armées des coalitions continentales. Mais ses hommes d'État savaient s'y prendre.

Les nôtres ont-ils demandé à l'Alliance russe tout ce qu'elle pouvait donner? Non, certes.

Et les résultats du présent soulignent les fautes du passé.

XXI

LES TOASTS DE PETERHOF

22 juillet 1914.

Le tsar et le président de la République ont constaté, hier à Péterhof, que l'alliance était bien près d'atteindre l'âge honorable de vingt-cinq ans. Ce quart de siècle d'union n'a rien coûté à la paix du monde. Il était bon de le marquer. On peut même dire que le monde lui a dû beaucoup. L'équilibre que menaçait une Triple-Alliance, sans contrepoids, est maintenu par la Double-Alliance.

Contre ces faits, rien ne peut valoir ni prévaloir. La dernière crise balkanique a démontré combien la France et la Russie voulaient contribuer à la pacification des esprits. La Russie qui aurait pu sacrifier au panslavisme, la France qui aurait pu sacrifier à l'esprit du panslavisme à son tour, ont multiplié les preuves

d'entente, de bonne volonté, de sagesse et écarté toutes les vellétés de guerre et de conflagration générale.

Mais la France et la Russie, pendant ce quart de siècle écoulé, n'ont pas été simplement modérées : elles n'ont pas perdu de vue le maintien et l'accroissement de leurs forces. Cela est incontestable, quelque acrimonieuses que soient certaines critiques, inspirées par les polémiques de politique intérieure. L'Angleterre ne s'y est pas trompée. C'est du côté de la France et de la Russie qu'elle a cherché un point de contact et un point d'appui depuis 1903.

Hier, Nicolas II et M. Poincaré ont fait des allusions très précises à la formation de la Triple-Entente. Ils ne se sont pas contentés de parler de la France et de la Russie. L'image de l'Angleterre absente a été habilement évoquée.

Tandis que le tsar faisait allusion à des *amitiés communes*, le président de la République se gardait d'oublier des *amitiés précieuses*. En réalité, les toasts de Peterhof ont été des toasts de Triple-Entente et non seulement de Double-Alliance.

Mais que ce soient deux puissances qui aient manifesté hier, ou trois, la manifestation fut

essentiellement pacifique. M. Poincaré, en exaltant l'*œuvre de paix et de civilisation* des gouvernements russe et français, a assurément rendu hommage aux vœux de deux grands peuples, qui, sûrs de leur force, n'aspirent qu'à voir le monde évoluer sans à coups vers le mieux-être et le progrès.

SIXIÈME PARTIE

L'AVERTISSEMENT DES PETITES NATIONS

I

LA NORVÈGE ET L'ALLEMAGNE

5 septembre 1913.

Il n'est pas sans intérêt de noter l'attitude que la Norvège adopte ouvertement vis-à-vis de l'Allemagne. Le royaume scandinave qui borde la mer du Nord sur une si vaste façade et qui, à défaut d'une population nombreuse, est peuplé d'une population énergique, se refuse à toute concession tendant à une inféodation à l'Allemagne. Si la Suède, aristocratique et militaire, ne cache pas ses tendances germanophiles, la Norvège, démocratique et maritime, ne veut pas se résoudre à devenir

une sorte d'annexe de l'empire de Guillaume II.

Évidemment les hommes d'État norvégiens ne dissimulaient pas leur préférence pour la forme républicaine, au moment où ils rompirent le lien qui rattachait leur pays à la Suède, et ne se résolurent à accepter un roi, sur le conseil de l'Angleterre, que parce que l'Angleterre leur promettait son appui *ipso facto* et leur garantissait en quelque sorte leur indépendance nationale. Édouard VII, en introduisant une princesse anglaise à Christiania, signait avec la Norvège un pacte moral plus solidement scellé que ceux au bas desquels les diplomates apposent leur signature.

Il faut croire cependant que l'Allemagne a méconnu cette indication et qu'elle a longtemps considéré les eaux norvégiennes comme se trouvant naturellement dans l'aire de ses propres évolutions navales. La flotte allemande a souvent manœuvré au plus près dans les parages de la Norvège ; le kaiser a multiplié les visites dans les fjords et dirigé les croisières de son yacht, nombre de fois, du côté des rivages norvégiens.

La mauvaise humeur des sujets du roi Haakon, en présence de cette sollicitude qui

frisait la sollicitation, s'est souvent manifestée par l'organe des journaux de Christiania et des grandes villes du royaume. A l'heure actuelle, un incident dépourvu d'importance, en soi, dénote l'aigreur des rapports germano-norvégiens, et c'est les armes à la main, que l'équipage d'un yacht allemand, dans les eaux de la Norvège, empêchait ces jours-ci un officier norvégien d'accomplir une mission de police maritime à bord du dit bateau.

On imagine la colère provoquée en Norvège par la résistance illégale des marins allemands. Il est évident qu'à Berlin on ne saurait soutenir les prétentions de marins qui se comportent d'une façon incorrecte dans les eaux d'un pays étranger. Et cette petite affaire ne mériterait pas qu'on la souligne si tout ce qui se passe dans la mer du Nord n'était digne d'être retenu.

L'Allemagne s'étonne souvent de ne pas rencontrer à l'étranger les sympathies qu'elle voudrait y trouver. Elle semble ignorer qu'être fort n'est pas une raison suffisante pour être aimé. Si le gouvernement allemand pâtit parfois des fautes de ses nationaux, c'est que ceux-ci souvent n'ont cure des suscepti-

bilités légitimes de certains peuples. Et la Norvège, républicaine sous un roi, est deux fois susceptible, comme petit peuple et comme peuple d'esprit républicain.

II

FACE AU PANGERMANISME

9 juin 1914.

Avez-vous remarqué que les États du *Nord*, comme on disait au grand siècle, sont en train de se liguier et que les journaux belges et hollandais soulignent très nettement l'objet de cette Ligue? Non. Les graves questions qui se posent au premier plan de notre politique intérieure sont d'une actualité trop passionnante pour que l'on accorde grande attention aux faits et gestes des petites puissances européennes.

Car il s'agit, en effet, des petites puissances occidentales, peut-être suggestionnées par l'histoire récente des Balkaniques. Il s'agit de la Suisse, de la Hollande, de la Belgique, du Danemark, de la Suède et de la Norvège. Des petites puissances qui prend souci? *De minimis non curat prætor*. Tandis que personne ne

songe en effet, à les protéger, à les unir, à les fédérer, ces États de second et même de troisième ordre méditent un rapprochement non seulement utile, mais indispensable, à leur sécurité commune.

Pour le moment, bien entendu, on ne se réunit que sous d'innocents prétextes. Il s'agit d'organiser une simple et modeste exposition de l'art et de l'industrie des Suisses, des Hollandais, des Belges, des Danois, des Norvégiens et des Suédois à Groningue. Mais à côté de l'Exposition, des congrès et des conférences réuniront les visiteurs. Un sentiment d'accord se dégagera peut-être de leur rapprochement, et alors la manifestation de Groningue, amplifiant son premier caractère, deviendra progressivement politique et diplomatique.

Où s'agit-il d'aboutir en effet? Mais tout simplement à une entente pour la défense commune. Tous les petits peuples dont nous venons de parler, s'ils demeurent isolés, sont menacés de perdre leur indépendance, dans le cas où le germanisme triomphant voudrait franchir une étape nouvelle d'expansion au lendemain d'une victoire.

Médiocrement soucieux de se soumettre ou de s'inféoder aux projets des pangermanistes, les membres éventuels de la Ligue de Groningue se rapprochent — et disons-le bien fort — se rapprochent très sagement et très opportunément.

Oublieux de leurs querelles historiques, les Belges et les Hollandais ne voient plus d'inconvénients à se rejoindre dans une vaste organisation diplomatique et militaire. Les Danois et leurs anciens compatriotes scandinaves de Suède et de Norvège oublient également leurs divisions passées, les causes des anciennes sécessions, la querelle des divorces récents. Ils sentent quel peut être le prix d'une entente de tous les Scandinaves avec les autres États occidentaux de second ordre.

La Suisse elle-même, bien que plus éloignée — et peut-être même à cause de son éloignement — éprouve le besoin de se lier avec les cinq autres nations mises en danger par leur isolement.

A vrai dire, lorsque l'on pense au projet de la Ligue, dont l'idée est dans l'air, on est bien plus surpris de constater le retard dans

l'exécution d'un si utile dessein que frappé de la singularité de l'entreprise.

Les Belges et les Hollandais n'ignorent pas que leurs grands ports d'Anvers et de Rotterdam sont considérés par les pangermanistes comme des exutoires indispensables au fonctionnement économique de la Germanie. Si leur indépendance est menacée, ces peuples savent bien que ce n'est ni par l'Angleterre, ni par la Russie, ni par la France.

Les Danois ne se font pas d'illusion sur la condition précaire de leur État. Ils savent qu'isolés, ils sont à la merci d'une armée et d'une flotte allemandes. Les capitales de la Norvège et de la Suède ne sont plus, de leur côté, à l'abri des troupes et des navires maîtres des eaux de la Baltique ou de rives occidentales de la mer du Nord. Quant à la Suisse, peut-être estime-t-elle qu'elle a tout autant à défendre sa mentalité nationale que son territoire contre les entreprises du pangermanisme.

Unis, les petits États de la *Ligue de Grolingue* peuvent défendre leur indépendance. Ensemble, ils constitueraient une force militaire digne d'attention. Sur mer, quelques-uns

d'entre eux joueraient un rôle, le cas échéant. Diplomatiquement, ils constitueraient une force de 25 à 30 millions d'individus.

Et puisque ces petits États semblent douter que l'atmosphère de l'Europe soit favorable au développement des faibles et des isolés, quelle que soit la formule qui donne la force, soyons forts et ne restons pas isolés. Écoutons la leçon qui nous vient du Nord.

Deuxannistes et troisannistes français, entendons-nous ! Ce n'est peut-être pas le moment de nous battre.

ANNEXES

I

M. JULES CAMBON, Ambassadeur de la République française à Berlin. A. M. STEPHEN PICHON, Ministre des Affaires étrangères. (*Livre jaune de 1914.*)

Berlin, le 22 novembre 1913.

Je tiens d'une source absolument sûre la relation d'une conversation que l'Empereur aurait eue avec le Roi des Belges, en présence du chef d'état-major général de Moltke, il y a une quinzaine de jours, conversation qui aurait, paraît-il, vivement frappé le roi Albert; je ne suis nullement surpris de son impression, qui répond à celle que moi-même je ressens depuis quelque temps : l'hostilité contre nous s'accroît et l'Empereur a cessé d'être partisan de la paix.

L'interlocuteur de l'empereur d'Allemagne pensait jusqu'ici, comme tout le monde, que Guillaume II, dont l'influence personnelle s'était exercée dans bien des circonstances critiques au profit du maintien de la paix, était toujours dans les mêmes dispositions d'esprit. Cette fois, il l'aurait trouvé complètement

changé : l'empereur d'Allemagne n'est plus à ses yeux le champion de la paix contre les tendances belliqueuses de certains partis allemands. Guillaume II en est venu à penser que la guerre avec la France est inévitable et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre. Il croit naturellement à la supériorité écrasante de l'armée allemande et à son succès certain.

Le général de Moltke parle exactement comme son souverain. Lui aussi, il déclara la guerre nécessaire et inévitable, mais il se montra plus assuré encore du succès, « car, dit-il au roi, cette fois, il faut en finir, et Votre Majesté ne peut se douter de l'enthousiasme irrésistible qui, ce jour-là, entraînera le peuple allemand tout entier ».

Le roi des Belges protesta que c'était travestir les intentions du Gouvernement français que les traduire de la sorte et se laisser abuser sur les sentiments de la nation française par les manifestations de quelques esprits exaltés ou d'intrigants sans conscience.

L'Empereur et son chef d'état-major n'en persistèrent pas moins dans leur manière de voir.

Au cours de cette conversation, l'Empereur était, du reste, apparu surmené et irritable. A mesure que les années s'appesantissent sur Guillaume II, les traditions familiales, les sentiments rétrogrades de la cour, et surtout l'impatience des militaires prennent plus d'empire sur son esprit. Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les passions des pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'Empire dans le monde,

égale à sa puissance. Peut-être aussi la réplique de la France à la dernière augmentation de l'armée allemande, dont l'objet était d'établir sans conteste la supériorité germanique, est-elle pour quelque chose dans ces amertumes, car, quoi qu'on dise, on sent qu'on ne peut guère aller plus loin.

On peut se demander ce qu'il y a au fond de cette conversation. L'Empereur et son chef d'état-major général ont pu avoir pour objectif d'impressionner le roi des Belges et de le disposer à ne point opposer de résistance au cas où un conflit avec nous se produirait. Peut-être aussi voudrait-on la Belgique moins hostile à certaines ambitions qui se manifestent ici à propos du Congo belge, mais cette dernière hypothèse ne me paraît pas concorder avec l'intervention du général de Moltke.

Au reste, l'empereur Guillaume est moins maître de ces impatiences qu'on ne le croit communément. Je l'ai vu plus d'une fois laisser échapper le fond de sa pensée. Quel qu'ait été son objectif dans la conversation qui m'a été rapportée, la confiance n'en a pas moins le caractère le plus grave. Elle correspond à la précarité de la situation générale et à l'état d'une certaine partie de l'opinion en France et en Allemagne.

S'il m'était permis de conclure, je dirais qu'il est bon de tenir compte de ce fait nouveau que l'Empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois, et que, pour lui emprunter une locution qu'il aime à employer, nous devons tenir notre poudre sèche.

II

L'EFFORT ALLEMAND ET LES SOCIALISTES FRANÇAIS

On a lu dans le *Temps* d'hier le communiqué de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* sur les armements de l'Allemagne. C'est un document d'un intérêt capital, qui retrace en cent lignes la genèse du projet militaire.

C'est en janvier que l'Empereur a pris la décision. Depuis janvier, les services compétents travaillent « de toutes leurs forces ». On espère pouvoir soumettre le projet dès le milieu de mars au Conseil fédéral. On espère que le Reichstag, le votera avant la Pentecôte. Dans ces conditions les renforcements nécessaires seront exécutés à la fin de 1913. Il s'agit d'une extension mûrement réfléchie et à grande envergure de la puissance militaire allemande. Le Gouvernement a pleine confiance dans l'enthousiasme tenace du peuple allemand.

Pour couvrir les charges énormes que le *Temps* a chiffrées l'autre jour, le chancelier a pris une décision héroïque, fort habile au fond, révolutionnaire

dans la forme. Les dépenses non renouvelables seront payées en une fois au moyen d'un impôt exceptionnel et unique sur la fortune. Cet impôt existe en Prusse à l'état permanent, et au taux de un demi pour mille, rapporte 60 millions de marks. Étendu à toute l'Allemagne, il donnerait au même taux 90 millions. Comme on a besoin d'un milliard, c'est-à-dire de dix fois plus, le taux de l'impôt à créer devra être de un demi pour cent au lieu de un demi pour mille. Chaque Allemand payera cinq marks pour mille marks possédés. Tous les journaux déclarent que ce sacrifice sera consenti sans débat.

Voilà un manifeste d'un autre ton que le thème franco-allemand des socialistes, où les « camarades » allemands se montrent prêts à voter les impôts grâce auxquels on exécutera la loi militaire pourvu que ces impôts soient démocratiques. Notre distingué confrère du *Rappel*, M. Albert Milhaud, écrivait hier un article auquel M. Jaurès ne répondra pas plus qu'il n'a répondu à notre article de samedi, et que nous tenons à citer — car le *Rappel* n'est pas suspect de sévérité excessive à l'égard de nos socialistes.

« Certains socialistes français nous disaient que la social-démocratie germanique répondrait à Guillaume II : « Pas un homme ! Pas un sou ! »

C'est donc avec l'attention la plus grande que nous avons lu et relu le manifeste des socialistes d'Allemagne et de France, et si nous y avons découvert les couplets classiques sur les milices de l'avenir et les bonnes volontés pacifiques du présent, ce que

nous n'avons pas découvert, c'est la formule : « Pas un homme ! Pas un sou ! »

On nous promet « une opposition passionnée » dans la discussion des armements, et ensuite... une collaboration avec les gouvernements « pour que les charges financières retombent sur les épaules des possédants et des riches ».

Les socialistes allemands — et c'est ce que veut dire cette phrase — s'associeront donc à l'œuvre militariste de leur pays et fourniront des subsides à l'empereur pour accroître les contingents, sous la réserve que c'est au moyen de taxes sur les successions que l'on payera la solde des officiers et de la troupe, les uniformes, les armes et les casernes.

A nous, Français, peu nous importe le progrès démocratique de la fiscalité germanique. Ce que nous voyons de plus clair dans le ralliement des socialistes d'outre-Rhin, c'est qu'il confirme ce qu'on nous avait déjà dit d'une évolution profonde dans le sentiment des parlementaires de la section allemande de l'Internationale.

Les socialistes français le contesteront-ils ? Oui, sans doute. Il leur coûterait d'avouer que les Allemands font de la politique de bloc démocratique sur le terrain militariste. Mais nous leur disons, sans esprit inamical et sans amertume : « Prenez garde ! Vos camarades allemands ne pratiquent point la même politique que vous ! Votre manifeste en commun recouvre un fondamental malentendu, et sur l'essentiel

du problème, les Allemands ne se sont pas expliqués catégoriquement.

« Or, à l'heure actuelle, dans la question des armements, la presse radicale a pris position en pleine clarté. Elle peut se permettre de croire que les socialistes français ne se trouveront pas rassurés par la pénombre dans laquelle évolue la tactique du socialisme allemand. »

Si M. Albert Milhaud garde encore quelque espoir dans la sincérité et le sérieux de M. Jaurès et de ses amis, qu'il lise l'*Humanité* de ce matin. Il y verra, pour continuer la série des plaisanteries inconvenantes, la proposition de masser dans l'Est toute notre armée active, ce qui nous dispensera, paraît-il, d'augmenter nos effectifs, en nous interdisant, il est vrai, et la défense de nos autres frontières et l'instruction de nos réserves, et la garde de l'ordre public. Il y verra de longues explications sur les milices et leur « écolage ». Chacun son fusil dès l'école et le maniement d'armes dans le brevet élémentaire. C'est sans doute cette organisation que M. Jaurès escomptait, quand le 8 septembre 1907, dans un meeting au Tivoli-Vauxhall, soucieux de reconquérir les faveurs de M. Gustave Hervé, il s'écriait :

Le devoir des prolétaires si la guerre leur était imposée contre leur volonté, est de retenir le fusil qui leur est confié, non pas pour abattre leurs frères de l'autre côté de la frontière, mais pour abattre révolutionnairement le gouvernement de crime.

Le directeur de l'*Humanité*, qui n'a pas encore trouvé dans ses six pages la place de publier le chiffre exact des armements et des crédits allemands, ne manquera pas d'estimer que les paroles qu'on vient de lire sont la caution de son patriotisme. Le pays sera d'un autre avis.

Le Temps, 3 mars 1913.

III

RAPPORT DE M. OGIER SUR LES INCIDENTS DE NANCY

14 avril 1913.

AU CASINO. — Dans la soirée de dimanche, au Casino, un vendeur du journal, l'*Est Républicain*, ayant remarqué la présence de deux Allemands, s'adressa au gardien de la paix Bize Louis, de service dans la salle, et lui dit :

— Il y a ici deux Allemands qui ne sont autres que des officiers. S'ils viennent à siffler ou à huer, ils sont sûrs que je les fais passer par dessus les fauteuils. A Moyeuve-Grande, les Allemands me sont tombés sur le dos sans aucun motif, et je n'ai dû mon salut qu'à l'agilité de mes jambes.

Le gardien de la paix Bize invita Chollet à s'abstenir de toute violence et de tout scandale, sous peine de se voir dresser contravention et expulser de la salle.

Ce colloque se passa exclusivement entre Chollet et l'agent et ne fut même pas entendu de leurs voisins. Les deux Allemands se retirèrent avant la représentation de *Fritz le Ulhan*, et la soirée se termina au Casino sans qu'aucun incident s'y produisît.

A LA BRASSERIE LORRAINE. — La Brasserie Lorraine est un des établissements de Nancy les plus fréquentés où la population vient volontiers après la sortie des théâtres. Dans la nuit de dimanche à lundi, vers minuit un quart, ou minuit et demi, un autre groupe de cinq Allemands, dont trois hommes et deux femmes, ont pris place à une des tables de l'établissement.

Une discussion s'est bientôt élevée entre eux et un groupe de quatre consommateurs : à des tables voisines, se trouvaient quelques étudiants dont certains préparent l'agrégation d'allemand, ce qui leur permettait de suivre les propos échangés.

Les étudiants commençant à s'exciter parce que les Allemands avaient proféré des épithètes injurieuses, l'un d'eux leur dit : « Je vais vous écrire une strophe composée par un Allemand pour les Allemands eux-mêmes », et il écrivit les vers de Henri Heine dont voici la traduction : « Vous autres, Allemands, êtes un grand peuple, si simple et si doué. A vous voir, on ne dirait pas vraiment que vous avez inventé la poudre. » Un des étudiants fit passer le papier à la table des Allemands, qui accueillirent sans trop de mauvaise humeur cette plaisanterie d'un goût douteux. Le patron de l'établissement étant intervenu à ce moment, l'un des Allemands lui dit qu'étant lui-même étudiant, il savait combien la jeunesse universitaire aime à s'amuser.

L'incident entre le groupe allemand et les étudiants à la Brasserie Lorraine est donc sans importance;

mais la discussion continua, moins vive, il est vrai, entre le groupe allemand et les quatre consommateurs dont l'identité d'ailleurs, pas plus que celle des personnes composant le groupe allemand, n'a pu être établie. En ce qui concerne ces derniers, on sait seulement que, sur les deux femmes les accompagnant, l'une, habillée de noir, est repartie avec eux, et que l'autre, vêtue de gris, les a quittés à la gare. Cette dernière paraît être une Française. Il ne s'est produit à la Brasserie Lorraine, dans la nuit du 13 au 14, aucun autre incident.

DE LA BRASSERIE LORRAINE A LA GARE. — A la fermeture de la Brasserie Lorraine, entre une heure dix et une heure un quart du matin, le groupe allemand est sorti. La discussion semble avoir continué entre ce groupe et celui des quatre consommateurs avec qui elle avait commencé. Un certain nombre d'étudiants suivaient ces deux groupes, mais à aucun moment, il n'y a eu plus de quinze à vingt personnes groupées. Il n'y a eu non plus ni gestes, ni éclats de voix. C'est ce qui explique que les agents de service au point central ont pu considérer ce groupe comme absolument normal. Ils ont suivi le même itinéraire que le groupe sur un parcours de 4 à 500 mètres du point central à la place Saint-Jean, sans qu'aucun cri, aucun geste, aucun appel attirât leur attention. De la place Saint-Jean à la gare, il y a une distance de 150 à 200 mètres que le groupe a parcourue dans les mêmes conditions.

A LA GARE. — Le groupe des cinq Allemands arrive à la gare, toujours escorté d'une vingtaine de personnes. A ce moment, l'un des Allemands, ou plutôt une des dames du groupe allemand, demande à un gardien de la paix, qui se trouvait dans la salle des pas perdus, de les protéger contre les gens qui les suivaient depuis le point central. Les agents conseillent au groupe allemand de passer dans les salles d'attente. Puis s'adressant aux jeunes gens, ils leur demandèrent de laisser « ces étrangers tranquilles, attendu qu'ils ne leur disent rien ». La plupart des personnes qui avaient suivi les Allemands depuis la brasserie, semblent avoir obéi à ce conseil. Mais à ce groupe de manifestants qui disparaît presque en entier à ce moment, s'en substitue presque immédiatement un autre.

Une explication à cet égard est nécessaire.

Tous les établissements publics de Nancy : cafés, brasseries, etc., doivent fermer à une heure du matin.

Quant au buffet de la gare, il ferme à minuit 53 pour rouvrir à 1 heure 40.

Il est donc, à partir de 1 heure 40 du matin et pour le restant de la nuit, le seul établissement public ouvert à Nancy. Aussi est-ce là que se rend toute la population des noctambules, population tout à fait hétérogène, mais dans laquelle, pour quelques personnes de bonne tenue qui viennent achever là une nuit de fête, on trouve, en beaucoup plus grand nombre, des éléments appartenant à la lie de la population nancéienne. Le buffet n'étant pas considéré comme un

établissement public de la ville, n'a pas d'accès ouvert sur l'extérieur ; pour y pénétrer, il faut être muni d'un billet.

Tous ceux qui veulent y aller se munissent donc d'un billet de quai, et l'on peut constater que dans les quinze à vingt minutes qui précèdent l'ouverture du buffet, il y a toujours dans la salle des pas perdus ou sur le quai de la gare un nombre assez élevé de personnes munies de billets de quai et qui attendent l'ouverture de l'établissement.

Le groupe des cinq Allemands entre donc dans les salles d'attente, mais il y est bientôt suivi par une partie des gens dont nous venons de parler, et qui, grâce à leurs billets de quai pris pour aller au buffet, pénètrent dans les salles d'attente. Une des dames vient se plaindre à l'employé chargé de vérifier les billets ; celui-ci appelle un de ses camarades, qui fait passer les cinq étrangers par un chemin détourné et les conduit au train stationné sur le troisième quai, c'est-à-dire sur la partie de la gare opposée à l'entrée.

Pendant qu'un employé faisait passer le groupe allemand, les trois hommes et les deux dames, sur le quai et jusqu'au train, les manifestants apercevaient dans la salle d'attente de 2^e classe, où ils étaient arrivés antérieurement, deux Allemands, ceux évidemment qui avaient été au casino et dont il n'a plus été question depuis lors. Désignés comme Allemands par un des manifestants, on crie après eux et une bousculade se produit, dans laquelle le chapeau d'un des deux Allemands roule à terre. Le sous-chef de gare

de service entendant du bruit dans les salles d'attente de 2^e classe s'y rend immédiatement. Le sous-chef de gare prend les deux Allemands avec lui et les conduit à leur train.

DANS LE WAGON. — Il revient alors à son bureau, mais, au moment d'y entrer, il aperçoit des manifestants se dirigeant vers le troisième quai et rentrant dans les wagons. Il revient alors, monte dans le wagon où se trouvaient les manifestants, se fraye un passage à travers eux et au bout de deux ou trois minutes arrive dans le compartiment du milieu où se trouvaient trois messieurs et une dame.

Il aperçoit un manifestant le bras droit levé sur un voyageur qui était assis le dos tourné du côté de la machine. Il le saisit par le bras et le fait descendre du wagon, ainsi que les autres manifestants.

Dès que la voiture fut évacuée, les portières furent fermées. Les agents de police de service sur la place ayant entendu du bruit dans la gare y étaient rentrés, mais sans exercer une action continue, afin d'empêcher le désordre dont ils étaient les témoins.

Des diverses dépositions du personnel de service à la gare pendant la nuit du 13 au 14, il résulte qu'aucun des agents de service n'a vu frapper les voyageurs allemands.

Sur un seul point, il n'a pas été possible de recueillir de témoignage à cet égard. C'est, en ce qui concerne la période de temps qui s'est écoulée entre le moment où les manifestants devançant le

sous-chef de gare ont envahi le wagon et celui où le sous-chef de gare a pu parvenir au compartiment où se trouvaient les voyageurs allemands. Il y a là une période qui peut avoir duré de deux à quatre minutes au maximum et sur laquelle aucun renseignement certain n'a pu être recueilli.

RÉSUMÉ. — En résumé, pas d'incident au Casino, à la Brasserie Lorraine, une altercation d'ordre privé entre consommateurs, mais qui ne revêt à aucun moment un caractère aigu : dans le trajet de la Brasserie à la gare, aucune manifestation de nature à troubler l'ordre et à motiver l'intervention des agents.

Mais à la gare, les incidents ont un caractère plus sérieux. Cependant, il faut remarquer :

Que d'après les déclarations recueillies, aucun militaire n'a pris part aux manifestations ;

Que celles-ci sont dues, non pas aux gens qui ont suivi les Allemands et discuté avec eux en ville, mais à la population hétérogène et douteuse qui se trouve habituellement à la gare à cette heure-là ;

Que les agents de la Compagnie de l'Est de service à la gare ont fait ce qui était en leur pouvoir pour assurer la protection des voyageurs allemands ;

Que si cette protection n'a pas été efficace, cela tient au petit nombre d'agents de service la nuit, à ce fait qu'ils sont, pour assurer leur service, espacés sur le territoire relativement étendu de la gare et que, un déraillement survenu dans la soirée du 13,

nécessitait la présence de certains d'entre eux hors de la gare ;

Que les gardiens de la paix qui étaient à la gare ont exercé une action insuffisante pour assurer l'ordre et le respect des personnes ;

Que le délai pendant lequel les voyageurs allemands ont été hors de la protection des agents de la Compagnie de l'Est n'a pu être que de deux à quatre minutes ;

Que, pour ce qui s'est passé pendant ce court espace de temps, aucun témoignage n'a pu être recueilli.

LES SANCTIONS. — Tels sont les faits.

On remarquera que l'enquête allemande qui aurait été poursuivie à Nancy lundi par les agents de la Sûreté de Metz, n'a été à aucun degré retenue comme élément du dossier.

En effet, cette enquête n'a pu avoir qu'un caractère officieux, déguisé et dépourvu de toute authenticité.

En outre, il appartenait au gouvernement français, et à lui seul, d'enquêter sur des faits survenus en territoire français.

A l'heure où nous écrivons, les Allemands qui auraient été molestés, n'ont d'ailleurs fait parvenir aucune plainte aux autorités françaises.

Le ministre de l'Intérieur, après avoir pris connaissance du rapport et en avoir conféré avec le président du Conseil, a décidé de donner à ce regrettable incident les sanctions suivantes :

1° Les deux agents de police qui se trouvaient à la gare, dans la nuit de dimanche, seront révoqués;

2° Des mesures de réorganisation de la police à Nancy sont mises à l'étude d'urgence. Ces mesures entraîneront dans l'intérêt du service, le déplacement du commissaire central et du commissaire spécial;

3° Le préfet de Meurthe-et-Moselle, ayant négligé d'informer spontanément et immédiatement le ministre de l'Intérieur, est appelé à d'autres fonctions.

M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, a reçu hier soir, à sept heures, M. de Schoen, ambassadeur d'Allemagne à Paris.

Il lui a fait part des sanctions prises par le gouvernement français en ce qui concerne l'incident de Nancy à la suite du rapport de M. Ogier¹.

1. M. Bonnet, préfet de Meurthe-et-Moselle est nommé trésorier payeur général de l'Aisne.

IV

DISCOURS DU CHANCELIER SUR LE PROJET FINANCIER MILITAIRE ALLEMAND

12 avril 1913.

Berlin, 12 avril. — Le chancelier de l'empire est intervenu aujourd'hui dans le débat du Reichstag sur la loi de couverture financière pour les armements.

« Votre critique, dit-il, a été en partie très vive; toutefois, j'ai l'impression que le Reichstag et les gouvernements confédérés sont également remplis de la grandeur de notre tâche et du sentiment de la responsabilité que nous impose le souci de nos armements et de nos finances.

« C'est pourquoi j'ai assez d'optimisme pour voir dans ces critiques non pas une simple condamnation de nos propositions, mais un désir de les améliorer. Si vous nous proposez des améliorations, nous sommes prêts à les accepter. Toutefois, vous ne sauriez attendre de nous que nous considérions toutes vos propositions, et il y en a beaucoup, comme des améliorations.

« Je n'entrerai pas dans les détails. On s'est plaint

de l'insuffisance et du manque de méthode de nos projets ; mais il ne s'agit pas, Messieurs, d'une réforme financière ; il s'agit simplement de faire adopter la loi militaire et d'en payer les frais.

« Nous ne vous proposons pas de faire de nouvelles dettes ; notre marché et notre vie économique en souffriraient plus que d'une contribution extraordinaire. (Approbations.) »

PAS D'IMPOTS D'EMPIRE. — Le chancelier combat l'idée d'une loi d'empire sur la fortune qui, dit-il, n'a rien de bismarckien. Elle embrouillerait tous les systèmes d'impôts des Etats confédérés.

« Certains, Messieurs, ont émis, ces derniers temps, la pensée d'un emprunt sur le revenu ou la fortune. C'est un jeu dangereux. Je ne saurais trop vous recommander de ne pas entrer dans cette voie. Elle ne conduit pas au but. Assurément, ce serait possible du strict point de vue financier. On ferait un impôt d'empire sur la fortune publique. Les États confédérés y ajouteraient pour leur compte des centimes supplémentaires, et l'empire déciderait de l'importance de ces suppléments. Mais ce système tendrait à assimiler les États confédérés à des communes. Les États confédérés s'y opposeraient et à juste titre. Songez où on aboutirait, en fait, avec une pareille combinaison. Réfléchissez bien, Messieurs, je vous en prie, et voyez où mènerait le projet d'un impôt d'empire sur la fortune. Une fois qu'il existerait, il s'agirait de lui faire rendre le plus possible. (Très

bien ! à gauche.) Quand on a bu à cette fontaine, on y revient toujours. Or, le système financier des États confédérés est édifié sur les impôts directs, sur l'impôt sur la fortune et l'impôt sur le revenu. Un impôt d'empire bouleverserait cet édifice. Nous avons des États qui ne résisteraient pas à cette épreuve. Si M. Bassermann était là, il me donnerait raison pour le duché de Bade. Nous provoquerions donc dans ces États une catastrophe.

« Vous, Messieurs, qui avez vos sièges dans les États confédérés et dans les communes, songez donc à quelles ressources il vous faudrait faire appel pour trouver l'argent dont vous avez besoin pour les œuvres dépendantes des États confédérés et des communes ! Ces œuvres, Messieurs, dépériraient. Nous assisterions à une stagnation dans la vie des États particuliers. L'empire, Messieurs, qui reste un empire confédéré, serait atteint à pas rapides. (Très bien !)

« Messieurs, je vous le répète, réfléchissez bien au danger d'une telle politique. Ne vous engagez pas dans un chemin qui ne vous conduit pas au but. D'ailleurs, Messieurs, à m'en tenir aux déclarations de la presse et aux discours des différents orateurs, on attaque notre projet parce qu'on veut établir une imposition égale de la possession dans tout l'empire. Vous ne pourrez établir ce système qu'en intervenant dans le système financier des États particuliers. Tous les partis qui veulent maintenir la base du système fédéral s'opposeraient à une pareille combinaison. (Très bien ! à droite.) »

IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS. — Le chancelier ajoute qu'en France, pays démocratique, les impôts indirects dépassent de plus de moitié les impôts directs, alors qu'en Allemagne les impôts directs sont un peu plus élevés que les indirects.

« Voici quelques chiffres :

« En 1911, les impôts directs ont donné 2.100 millions de marks et les impôts indirects 2 milliards. Or, prenez l'exemple de la France, pays plus riche et plus démocratique que le nôtre. Les impôts indirects rapportent 2.500 millions, les impôts directs 1.350 millions. (Attention.) C'est donc le rapport inverse. N'attendons pas pour l'avenir le salut des finances de l'empire d'un impôt sur la possession. C'est une légende à laquelle on doit mettre fin. »

IMPOT UNIQUE DE GUERRE. — « J'en arrive, Messieurs, à l'idée de la taxe unique et exceptionnelle.

« Elle a été bien accueillie. On en a attribué la paternité à Louis XIV, au député David et au secrétaire d'État aux finances, M. Kuhn. Je me décide pour M. Kuhn et le félicite de cette pensée particulièrement heureuse. (Bravos.) On a pu la critiquer, l'impression n'en a pas moins été très bonne dans le pays qui a senti que toutes les classes étaient prêtes à faire pour les armements un extraordinaire sacrifice. (Bravos à droite.) Je puis vous assurer que j'ai reçu des lettres de toutes sortes à ce sujet, de gens pauvres et de gens riches, et notamment d'Alle-

mands vivant à l'étranger. Elles étaient animées du plus profond patriotisme. Un bon nombre d'entre elles étaient accompagnées d'offrandes volontaires envoyées par des personnes qui ne seront pas atteintes par cette taxe exceptionnelle. (Très bien! à droite.) Elles mettaient leur honneur à contribuer à ce sacrifice patriotique. (Bravos.) Je veux les remercier ici en public de ce rare témoignage de patriotisme. (Bravos.) »

« NOUS DEVONS RESTER RUDES ». — Le chancelier s'élève ensuite contre l'interprétation donnée par un député socialiste d'un passage de son récent discours.

Le chancelier fait toutefois cette réserve que la social-démocratie exagère les misères de l'ouvrier allemand.

« Je ne suis pas de ceux qui disent avec les socialistes que nos ouvriers sont misérables, mais j'estime, et toute cette Assemblée pense avec moi, que l'amollissement et le luxe ne sauraient nuire à aucun peuple plus qu'au nôtre. (Très bien!) Nous devons rester rudes et veiller à notre défense. (Bravo!)

« Pour conclure, je dirai, Messieurs, que les deux grands biens que nous voulons atteindre par ce projet sont la protection de la patrie et le maintien de la paix. Ce sont deux grands biens, et ils coûtent cher comme tout ce qui est bon en ce monde. Nous devons donc accepter ce lourd sacrifice. L'écho qu'a trouvé notre appel me fortifie dans la conviction que

l'Allemagne ne court aucun risque de s'amollir dans le luxe. Elle est prête à renoncer à tout pour assurer sa force et la paix du monde.

« Accordez-nous donc les crédits que nous vous demandons. Nous pouvons vous assurer qu'ils seront bien placés. »

La discussion en première lecture de la loi financière prend fin. Le projet est renvoyé à la Commission.

V

LA LOI MILITAIRE ALLEMANDE

Berlin, 7 avril 1913.

Aujourd'hui a commencé, à deux heures vingt, au Reichstag la discussion en première lecture de la nouvelle loi militaire.

La salle des séances et les tribunes sont bondées. Au banc des ministres on remarque le chancelier de l'empire, M. de Bethmann-Hollweg, le ministre de la Guerre, le secrétaire d'Etat aux finances, etc.

Le chancelier de l'empire prend la parole. Sa voix est claire, distincte et ferme. Dans la salle, un silence solennel, malgré la foule qui l'emplit.

DISCOURS DU CHANCELIER. — « Le projet de loi militaire que nous présentons au Reichstag, dit-il, demande un renforcement de notre armée qui, de l'avis unanime de nos autorités militaires, est nécessaire pour assurer l'avenir de l'Allemagne. Si une guerre venait à nous être imposée maintenant, nous combattrions en toute confiance en la capacité et la bravoure de nos armées. (Applaudissements).

« La question qui se pose est celle-ci. Pouvons-nous continuer à nous offrir le luxe de renoncer aux dizaines de mille de soldats que nous n'incorporions pas jusqu'à présent? Personne ne sait si, ou quand nous aurons une guerre, mais autant que l'intelligence humaine peut prévoir, une guerre européenne ne saurait éclater sans que nous y participions.

« Nous aurons alors à lutter pour notre existence. Qui voudra assumer cette responsabilité que dans une lutte pour la vie ou la mort, nous ne fassions pas donner toutes les forces dont nous pouvons disposer ! Voilà l'idée qui s'est imposée à tous depuis quelques mois avec une puissance élémentaire.

LE CONFLIT BALKANIQUE. — « Malgré la volonté des puissances de ne pas participer aux modifications territoriales dans les Balkans, une tension a longtemps subsisté, qui amena l'Autriche et la Russie à prendre des mesures militaires extraordinaires. Je ne veux pas dire que la guerre ait été imminente à aucun moment. Mais, à plusieurs reprises, les cabinets directement intéressés ont eu besoin de tout le sentiment de leur responsabilité pour enlever aux divergences de vue l'acuité qui eût pu conduire à un éclat. L'Europe saura gré à sir Ed. Grey de l'esprit de conciliation avec lequel il dirigea la conférence des ambassadeurs, et l'Allemagne, qui s'est vue d'accord avec la politique anglaise, s'associe volontiers à cette gratitude.

« Il s'agit maintenant de faire exécuter à tout prix

les décisions des puissances. (Applaudissements.) La chute d'Andrinople n'a malheureusement pas hâté la conclusion de la paix. La réponse des États balkaniques aux propositions de l'Europe faisant actuellement l'objet de la délibération des puissances, je m'abstiendrai aujourd'hui d'en parler plus longuement. (Hilarité à droite.) De même en ce qui concerne la résistance provocatrice du Monténégro, il s'agit avant tout que la coopération des grandes puissances se maintienne. Il importe que les résolutions de Londres soient exécutées le plus rapidement possible et avec énergie. »

LA RIVALITÉ GERMANO-SLAVE. — Le chancelier explique ensuite que l'attitude observée réciproquement par les puissances et les États balkaniques a montré combien les événements, dans les Balkans sont susceptibles de troubler les relations des cabinets européens. Dans le cas où une conflagration européenne mettrait en présence les Slaves et les Germains, ces derniers subiraient un désavantage qui résulte pour eux de l'expansion de l'élément slave dans les Balkans.

« Les relations russo-allemandes sont amicales, dit-il, et ce ne sont pas les contrastes germano-slaves eux seuls qui déchaîneront la guerre entre les deux pays. Ce n'est pas nous, en tout cas, qui la commencerons et je ne crois pas que les hommes qui sont au pouvoir en Russie la commenceront eux non plus. »

Le chancelier évoque le danger de l'agitation panslaviste et la tension austro-russe qui en est résultée. L'Allemagne s'efforce d'atténuer autant que possible cette tension.

« Je n'ai pas besoin de dire, ajoute le chancelier, que notre fidélité à nos alliances va au delà d'une médiation diplomatique. Nous sommes obligés lorsque nous songeons à notre avenir de faire entrer en ligne de compte le déplacement de l'équilibre militaire et politique qui est la conséquence de la guerre balkanique. »

LES RAPPORTS FRANCO-ALLEMANDS. — Le chancelier aborde ensuite la question des relations franco-allemandes.

« Nos rapports avec le gouvernement français sont bons. Dans son discours du 11 juin 1887, Bismarck a exposé quelle forme ces rapports ont prise, par suite du cours de l'histoire et du caractère national des Français.

« Il disait alors : « Si les Français sont décidés à attendre que nous les attaquions, nous sommes certains que la paix est assurée pour toujours. »

« La situation n'a pas changé depuis. Dans les quarante dernières années nous avons, dans des moments critiques, donné à la France et au monde bien des preuves de notre désir de vivre avec notre voisin de l'ouest côte à côte, séparés, mais en paix. Ce désir est trop connu pour qu'il soit nécessaire de le fortifier en l'exprimant à nouveau. (Approbation.)

« Bismarck craignait autrefois une attaque de la France au cas où un gouvernement belliqueux et cherchant à l'extérieur une diversion à ses difficultés intérieures arriverait au pouvoir. Bismarck considérait la guerre comme possible si, à ce moment, la France avait quelques raisons de penser qu'elle nous était supérieure, soit par sa force militaire, soit par ses alliances.

« Aucune de ces éventualités ne s'est produite tant que Bismarck est resté en charge. Aujourd'hui, j'ai toutes raisons de croire que le gouvernement français actuel désire vivre en paix avec nous. Personne ne sait quels changements l'avenir nous réserve.

LA GUERRE ET LES COURANTS DE L'OPINION. — « Si l'on compare notre époque à celle de 1887, les chances de guerre ont, à mon avis, plus décréu qu'augmenté. (Très bien, à gauche.) Aucun homme n'est en mesure de se représenter les dimensions de la catastrophe d'une guerre européenne, l'étendue de cette œuvre de misère et de destruction. Toutes les guerres précédentes ne sont que des jeux d'enfants en comparaison. (Très bien, à gauche.) Aucun homme d'État n'est assez frivole pour approcher la mèche du baril de poudre. La tendance qu'on pouvait en avoir autrefois a bien diminué aujourd'hui.

« Par contre, la force de l'opinion publique s'est accrue de notre temps. Dans cette opinion publique, les éléments qui dominent sont toujours les plus bruyants. Plus les institutions sont démocratiques,

plus les minorités ont d'importance dans ces périodes de passions. (Très bien, à droite.)

LE SENTIMENT NATIONAL EN FRANCE. — « Cependant, aujourd'hui, le phénomène que Bismarck redoutait s'est produit. Dans les milieux français, je ne parle pas seulement des chauvins, mais des gens calmes et réfléchis, on croit que la France est sinon supérieure à l'Allemagne, du moins égale, grâce à l'excellence de son armée, à la confiance qu'on a en l'alliance russe et en l'espoir qu'on place peut-être dans l'Angleterre.

« Ceci, Messieurs, c'est l'autre face, la face dangereuse du réveil du sentiment français. Les éléments chauvins nous montrent souvent et avec une certaine ostentation que leurs aspirations sont dirigées contre l'Allemagne.

« L'armée française est bonne, très bonne même à en croire les jugements militaires compétents. L'armée est l'espoir de la nation, tous les partis, le peuple entier sont prêts à faire pour elle tout ce qui sera possible.

« De l'autre côté des Vosges, toute une littérature chauvine a pris naissance qui, en faisant l'éloge de l'armée, la compare à l'armée allemande.

« On fait du tapage autour de la supériorité de l'artillerie française, sur la meilleure éducation du soldat français. D'avance, on voit nos campagnes submergées sous les flots de la cavalerie et de l'infanterie russes.

« Les Français avec leur tempérament vif ont vu dans les défaites turques de Kirk-Kilissé et de Lule-Bourgas des défaites allemandes, des victoires des instructeurs français sur les instructeurs allemands.

« D'avance, on escompte l'appui des États balkaniques, celui des Alsaciens-Lorrains. Dans son illusion la France a déjà gagné la guerre.

LE DEVOIR DE L'ALLEMAGNE. — « En 1887, Bismarck, en demandant le septennat militaire, avait estimé que le danger d'une guerre pour l'Allemagne dépendait de ses rapports avec les autres puissances.

« La Triple-Alliance existait alors. On ne connaissait pas encore l'alliance russe et la Triple-Entente.

« Nous autres, Messieurs, nous ne pouvons considérer isolément les aspirations françaises et les aspirations panslavistes. L'influence des événements balkaniques sur la situation européenne, les progrès de la force militaire de nos voisins, le groupement des puissances décident de la situation.

« L'Allemagne provoquerait la destinée si elle disait : Nous sommes assez forts pour faire la guerre, nous pourrions être plus forts, mais cela nous coûterait trop cher. Un tel état d'esprit fut toujours avant-coureur de la défaite. L'Allemagne augmente ses effectifs non parce qu'elle veut la guerre, mais parce qu'elle veut la paix, et qu'en cas de guerre elle veut vaincre.

« Il faut que ce projet devienne loi. S'il en est ainsi, nous serons prêts sans exception ».

En terminant, le chancelier déclare :

« Un peuple qui n'a plus assez d'abnégation, qui ne croit plus être assez riche pour entretenir ses armements, a fini de jouer son rôle. (Applaudissements.)

« Messieurs, je vous prie de ne vous inspirer que d'une seule pensée. Si quelqu'un menace nos foyers, il nous trouvera prêts jusqu'au dernier homme. (Vifs applaudissements. — Sifflets aux bancs socialistes. — Manifestations répétées d'approbation sur les autres bancs du Reichstag.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	IX

PREMIÈRE PARTIE

UN TOURNANT DANGEREUX

I. Après la tourmente, 9 septembre 1913.....	1
II. La situation européenne après la crise des Balkans, novembre 1913.....	8

DEUXIÈME PARTIE

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

I. Un discours du chancelier au Reichstag, 5 décembre 1912.....	21
II. Le socialisme impérialiste, 17 décembre 1912...	24
III. M. de Kiderlen-Waechter, 1 ^{er} janvier 1913.....	27
IV. L'Allemagne et les armements, 18 février 1913..	30
V. Projets militaires français, 19 février 1913.....	33
VI. Les socialistes allemands et les armements, 3 mars 1913.....	36
VII. Les armements allemands, 31 mars 1913.....	39
VIII. Les thèses d'Andler, 5 avril 1913.....	42
IX. Le discours du chancelier allemand, 9 avril 1913.....	46

	Pages.
X. Nouveau discours du chancelier allemand, 14 avril 1913.....	49
XI. Beaucoup de bruit pour rien, 20 avril 1913.....	52
XII. La conférence de Berne, 22 avril 1913.....	55
XIII. Après la conférence, 15 mai 1913.....	58
XIV. Autour des incidents de Saverne, 2 décembre 1913.....	64
XV. Les incidents de Saverne, 6 décembre 1913.....	67
XVI. Les deux Allemagnes, 7 décembre 1913.....	70
XVII. Le discours du chancelier, 12 décembre 1913....	75
XVIII. Le procès du colonel von Rutter, 7 janvier 1914.	78
XIX. Les frasques du Kronprinz, 8 janvier 1914.....	80
XX. Empire allemand ou prussien, 12 janvier 1914...	83
XXI. La question d'Occident, 2 février 1914.....	86
XXII. Une nouvelle politique allemande, 3 mai 1914..	92
XXIII. Défrisés, 27 juin 1914.....	95
XXIV. La France et l'opinion allemande, 16 juillet 1914.	99

TROISIÈME PARTIE

ALLEMAGNE ET RUSSIE

I. La question de Pologne, 9, 10, 13, 15 juin 1913.	103
II. Les Polonais et la conférence de Londres, 12 juillet 1913.....	114
III. L'effort militaire de la Russie, 20 juin 1913.....	117
IV. La mission militaire allemande à Constantinople, 16 décembre 1913.....	120
V. Une déconvenue franco-russe, 29 janvier 1914..	123
VI. Encore l'affaire Poutiloff, 30 janvier 1914.....	127
VII. La crise ministérielle russe, 16 février 1914.....	129
VIII. Allemagne et Russie, 5 mars 1914.....	132
IX. La tension germano-russe, 9 mars 1914.....	136
X. Le point noir, 10 mars 1914.....	139
XI. La réponse de la Russie, 14 mars 1914.....	142
XII. Le pessimisme de M. de Witte, 16 mars 1914...	146
XIII. La mission navale russe, 21 juin 1914.....	149
XIV. Le conflit germano-slave, 20 juillet 1914.....	152

QUATRIÈME PARTIE

LES PROVOCATIONS DE L'AUTRICHE

	Pages.
I. La Maison d'Autriche, <i>13 novembre 1912</i>	157
II. Le point vue de l'Autriche, <i>19 décembre 1912</i> ...	163
III. L'attitude de l'Autriche, <i>28 avril 1913</i>	166
IV. Les tics de l'Autriche, <i>22 octobre 1913</i>	169
V. L'embarras du comte Berchtold, <i>23 novembre 1913</i>	172
VI. Autriche et Russie, <i>26 février 1914</i>	175
VII. La tragédie de Sarajevo, <i>29 juin 1914</i>	179
VIII. La lutte des peuples, <i>2 juillet 1914</i>	183

CINQUIÈME PARTIE

LE DÉSARROI DE LA TRIPLE ENTENTE

I. Londres et Berlin, <i>13 février 1912</i>	187
II. Les relations anglo-allemandes, <i>19 février 1912</i> .	190
III. L'équilibre européen, <i>4 juin 1912</i>	196
IV. L'Angleterre entre la France et l'Allemagne, <i>11 février 1913</i>	201
V. Une ambassade extraordinaire, <i>22 février 1913</i> .	204
VI. L'Entente cordiale à Londres, <i>27 juin 1913</i>	207
VII. L'Autriche et l'Europe <i>21 novembre 1913</i>	211
VIII. Crise de Triple-Entente, <i>5 janvier 1914</i>	214
IX. Une bonne formule, <i>14 janvier 1914</i>	220
X. Le discours de sir Edward Grey, <i>5 février 1914</i> .	223
XI. Angleterre et Allemagne, <i>9 février 1914</i>	227
XII. Le Budget des affaires Etrangères, <i>11 mars 1914</i> .	230
XIII. Nouvel aspect du problème naval en Allemagne, <i>22 février 1914</i>	232
XIV. La question d'Irlande, <i>24 mars 1914</i>	235
XV. Les incidents militaires en Angleterre, <i>27 mars 1914</i>	238

	Pages.
XVI. De la Triple-Entente à la Triple-Alliance, <i>30 avril 1914</i>	241
XVII. L'Angleterre et l'Europe sous les armes, <i>4 juin 1914</i>	244
XVIII. Le voyage de M. Poincaré, <i>8 juillet 1914</i>	247
XIX. La crise de l'Ulster, <i>13 juillet 1914</i>	250
XX. Si on avait su s'y prendre, <i>21 juillet 1914</i>	253
XXI. Les toasts de Peterhof, <i>22 juillet 1914</i>	256

SIXIÈME PARTIE

L'AVERTISSEMENT DES PETITES NATIONS

I. La Norvège et l'Allemagne, <i>5 septembre 1913</i>	259
II. Face au Pangermanisme, <i>9 juin 1914</i>	263

ANNEXES

I. M. Jules Cambon, ambassadeur à Berlin, à M. S. Pichon, ministre des Affaires étrangères, <i>22 novembre 1913</i>	269
II. L'effort allemand et les socialistes français, <i>3 mars 1913</i>	272
III. Rapport de M. Ogier sur les incidents de Nancy, <i>14 avril 1913</i>	277
IV. Discours du chancelier sur le projet financier militaire allemand, <i>12 avril 1913</i>	286

CHEZ LES MEMES ÉDITEURS
ENVOI FRANCO CONTRE MANDAT OU TIMBRES-POSTE

Marius Richard

L'AUTRE REVANCHE

L'après-Guerre. — La finance internationale.

L'outillage économique de la France.

Influence de la navigation intérieure sur le commerce de l'Allemagne.

Insuffisance de nos programmes. — Les forces hostiles.

La science officielle. — Les Grandes Banques et le Parlement.

Les routes de France. — La dépopulation.

Les partis devant la nation.

Un vol. in-12, broché. 3 fr. 50

Francis Marre

NOTRE ARTILLERIE

Le Matériel. — Les Poudres. — Les Explosifs.

Les Projectiles. — Le Problème des Munitions.

Un vol. in-8° écu illustré de 58 figures, broché. 2 fr. »

A. Albert-Petit

COMMENT L'ALSACE EST DEVENUE FRANÇAISE

Un petit volume in-8° écu, accompagné de quatre portraits.

Broché. 1 fr. »

Rod. Reuss

HISTOIRE D'ALSACE

11^e Edition, revue et complétée jusqu'à nos jours. Un vol. in-8° écu de
xii-452 pages, ill. de 16 planches de grav. hors texte, broché. 4 fr.

Edouard DRIAULT

LA FRANCE AU RHIN

Un petit vol. in-8° écu, broché. 0 fr. 60

Albert Milhaud

LA QUESTION D'OCCIDENT

Un petit vol. in-8° écu, broché. 0 fr. 50

Deacidified using the Bookkeeper process.
Neutralizing agent: Magnesium Oxide.
Treatment Date: MAY 2001

PreservationTechnologies
A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION

111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066

LIBRARY OF CONGRESS



0 007 629 211 5

